



ENDA TIERS –MONDE

DES COMMUNAUTES EN MARGE DU DEVELOPPEMENT

Energie et Pauvreté : Histoires vécues de femmes et d’hommes

Fatma DENTON

**Publié par : Programme Energie, Environnement et Développement – ENDA Tiers
Monde**

Ce projet a reçu le soutien du **Programme des Nations Unies pour le développement (SURF –
Afrique de l’Ouest et du Centre)** et du **Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA-
Pays-Bas)**, en collaboration avec **Enda Tiers Monde –Programme Energie.**

En collaboration avec

Yacine DIAGNE GUEYE

Emmanuel SECK

Traduit de l'Anglais sous le titre: *Communities on the Margins of Development: Real Life Stories of Gender Energy and Poverty* (Par Djamila Kaloya-Robinet)

Table des Matières

Dédicace	5
Avant-propos	6
Remerciements	8
Résumé Analytique	9
Introduction	12
Partie I	
A. Contraintes locales: sécurité alimentaire et problèmes liés à l'eau dans les zones rurales du Sénégal	18
a) Pénurie d'eau et infrastructures médiocres	19
b) Accès limité à l'eau et contraintes liées aux disparités entre hommes et femmes	20
c) Accès à la terre et procédures de distribution inadaptées	21
d) Accès insuffisant aux opportunités du marché	22
e) Absence de crédit et de mécanismes financiers adaptés	23
f) Insuffisance des compétences et manque d'accès à l'information	24
B. Solutions potentielles – l'énergie en tant que moteur pour l'approvisionnement en eau et l'amélioration de la production alimentaire	25
Partie II	
A. Histoires de pauvreté énergétique et de ses implications pour les femmes	29
a) Contraintes actuelles liées à la pauvreté énergétique et implications pour les femmes	30
b) Systèmes énergétiques domestiques inefficaces et accès limité aux services énergétiques	31
c) La gestion des forêts et ses implications pour les pauvres	32
d) Graver les échelons de l'"insaisissable" échelle énergétique	33
B. Solutions potentielles – L'intégration des services énergétiques à d'autres secteurs déterminants	35
a) Lien entre l'énergie et l'éducation	35
b) Lien entre l'énergie et les transports	37
c) L'énergie et les conditions sanitaires	38
d) L'énergie et l'eau	39
e) L'énergie et la santé	39
f) L'énergie, l'alimentation et l'agriculture	40
g) L'énergie et l'environnement	40
Partie III	
A. Histoires traitant de la réduction de la pauvreté, des stratégies actuellement mises en place par les communautés rurales et de leurs aspirations	42
a) Les migrations	43
b) La mobilisation sociale	43
c) Les systèmes de crédit	44
d) Les projets de développement offrant des débouchés pour des activités rémunératrices	44
e) Les activités liées au maraîchage	46
f) Le petit commerce	46
g) Les autres stratégies de réduction de la pauvreté	47
B. Quelques remarques à l'attention des décideurs	49
a) Une meilleure prise en compte des liens entre la pauvreté et l'énergie	50
b) La volonté politique	50
c) Une programmation saine et viable dans le secteur de l'énergie	51

d) La prise en compte spécifique des femmes	52
e) Une fixation des prix adaptée	53
f) L'élaboration de solutions en matière d'énergie avec la participation active des communautés rurales	53
g) Une approche intégrée en matière d'énergie rurale	54
h) Une gestion de l'offre énergétique axée sur la demande	55
i) Une politique axée sur la technologie	56
Conclusion	57
Références bibliographiques	60
Annexes	61

Encadrés

Encadré 1 : La pénurie d'eau et les pauvres des zones rurales	20
Encadré 2 : L'accès limité à l'eau et ses implications pour les femmes	20
Encadré 3 : L'histoire de Diabou	21
Encadré 4 : L'histoire de Fatou	21
Encadré 5 : L'histoire de Diara	21
Encadré 6 : L'accès limité à la terre et les inégalités entre hommes et femmes	22
Encadré 7 : L'accès aux marchés et ses implications pour les femmes	23
Encadré 8 : L'histoire d'Absa	23
Encadré 9 : L'accès limité au crédit et ses implications pour les pauvres des zones rurales	23
Encadré 10 : L'histoire de Yuli	30
Encadré 11: L'histoire de Souna	30
Encadré 12 : L'histoire de Ndella	30
Encadré 13 : L'histoire d'Awa	30
Encadré 14 : L'histoire de Lamine	34
Encadré 15 : L'histoire de Saer	34
Encadré 16: L'histoire de Ndella	43
Encadré 17: L'histoire de Binta	44
Encadré 18: L'histoire de Marie	44
Encadré 19 : L'histoire de Begay	47

Dédicace

La présente étude est dédiée à la mémoire de Frederick Cecil Palmer, plus connu sous le nom de Fred, qui nous a quitté le 17 juin 2004. Fred a contribué sans relâche à traduire du français vers l'anglais les profils des villages de cette étude, ainsi que les entretiens accordés par les responsables de projet et les membres du gouvernement. La lumière de Fred s'est éteinte alors même qu'il commençait à donner la pleine mesure de son talent. A l'instar des sujets de cette étude, il personnifiait l'espoir, le courage, la délicatesse et l'intégrité. Nous espérons que Dieu lui accordera un foyer plus sûr et plus heureux dans l'au-delà. Nous commençons tout juste à nous habituer à l'absence de Fred que Moussa Kola Cissé notre ami, collègue et responsable de programme, nous a brusquement quitté lui aussi. Moussa était généreux, bon et travailleur. Il se passionnait pour le développement et soutenait ce projet sans ménager ses efforts, sa ténacité et son dévouement. Fred et Moussa nous manqueront tous deux beaucoup et nous dédions cette publication à leur mémoire.

Aller de l'avant

Par Elizabeth Cecelski - Conseiller technique pour la Recherche et la Sensibilisation ENERGIA International Network on Gender and Sustainable Energy (Réseau international sur les femmes et l'énergie durable).

La présente publication met enfin en lumière la situation des femmes et des hommes d'Afrique de l'Ouest en matière de pauvreté énergétique. Elle attire l'attention non seulement sur le problème de la pauvreté en termes de revenus dans cette région, mais encore sur le problème de la *pauvreté en termes de temps*, laquelle touche plus particulièrement les femmes du fait de leurs tâches multiples liées aux travaux domestiques, à la production agricole et à l'obtention d'un revenu monétaire. En effet, d'un point de vue énergétique, les histoires présentées montrent que les deux problèmes sont étroitement liés : d'un côté, le manque de revenus empêche les ménages d'adopter des combustibles plus efficaces et moins polluants qui permettraient d'économiser du temps et d'épargner la santé ; de l'autre, le manque de temps est largement dû à l'absence de technologies énergétiques permettant d'économiser la main-d'œuvre dans les foyers et les exploitations agricoles et à l'impossibilité de les acquérir. La collecte du combustible et son utilisation pour la cuisson et la préparation des aliments, ainsi que le puisage de l'eau et son transport, constituent des activités à forte intensité de temps, où la charge de travail humain dépend en grande partie de la disponibilité de sources d'énergie modernes. La pauvreté en termes d'énergie apparaît comme l'un des principaux facteurs de marginalisation et de pauvreté dans les treize villages ruraux sénégalais présentés ici.

L'importance de l'approvisionnement en eau dans une Afrique de l'Ouest sujette à la sécheresse ne peut être ignorée. Comme un villageois sénégalais le déclare simplement: « l'eau est le début et la fin de nos problèmes ». Le rôle des femmes dans la collecte de l'eau et dans son transport a parfois été négligé par les politiques au profit de projets d'irrigation à grande échelle. Cependant, l'approvisionnement en eau pour boire, cuisiner, se laver et nettoyer constitue l'une des principales préoccupations des femmes et l'amélioration des sources d'eau potable permet souvent aussi le maraîchage à petite échelle et la génération de revenu. L'approvisionnement en eau repose largement sur la disponibilité d'énergie.

L'agriculture et la sécurité alimentaire représentent des domaines importants dont ces histoires vécues nous obligent à reconnaître la place centrale dans le secteur énergétique. En Afrique, comme on le sait, les femmes jouent un rôle important dans la production alimentaire et dans l'alimentation de la famille. Leur manque d'accès à la terre et à la sécurité foncière, ainsi que dans bien des cas le contrôle de leur travail par les hommes de leur famille, ont été cités comme facteurs du déclin de la production alimentaire et de l'alimentation. Le rôle des femmes dans la transformation des aliments (séchage, fumage, fermentation, broyage, pilage, battage), dans la vente d'aliments dans la rue et dans le petit commerce agricole, n'est plus à démontrer non plus. L'énergie, bien sûr, représente un coût et une matière première importants dans la transformation des aliments, qui influe sur l'utilisation de la main-d'œuvre, la sécurité et la rentabilité de ces activités. La dégradation de l'environnement, parfois due à la consommation d'énergie en milieu urbain, aggrave encore le problème. La présente publication montre comment les rôles des hommes aussi bien que des femmes évoluent du fait de la réduction de la productivité agricole et des migrations.

Heureusement, le présent ouvrage témoigne aussi de stratégies réussies adoptées par les villageois eux-mêmes pour lutter contre la pauvreté énergétique, allant des migrations et du petit commerce à la mobilisation sociale, en vue de trouver des solutions aux problèmes communs, en passant par le crédit et des systèmes bancaires locaux, par des projets de développement permettant une formation et une rémunération à court terme et par des activités de maraîchage. Toutefois, aucune de ces démarches n'est suffisante et les auteurs demandent instamment aux décideurs d'aider les habitants des zones rurales à faire face aux problèmes divers et complexes qui sont les leurs, par le biais de politiques en

matière d'énergie/pauvreté et d'une programmation énergétique appropriées, d'une prise en compte spécifique des femmes, d'une approche intégrée en matière d'énergie rurale et, surtout, en élaborant des solutions aux problèmes énergétiques en étroite collaboration avec les communautés rurales concernées.

Les Objectifs de Développement du Millénaire adoptés par les Nations Unies sont devenus le mantra des efforts déployés ces derniers temps pour réduire la pauvreté. L'accès à l'énergie ne constitue pas un objectif à part entière, mais la présente publication confirme que des ressources énergétiques insuffisantes jouent souvent un rôle important dans l'échec des objectifs en matière d'éducation, de santé, d'eau et de réduction des inégalités entre hommes et femmes.

“Les femmes en ont assez”, déclare un(e) autre villageois(e). Le message de ces histoires en termes de politiques est clair: le secteur énergétique doit travailler en étroite collaboration avec d'autres secteurs-clés tels que l'eau et l'agriculture, pour satisfaire les besoins urgents des hommes comme des femmes et éliminer la pauvreté énergétique dans la région.

Ces dernières années, ENERGIA a collaboré étroitement avec ENDA dans les domaines de la recherche et de la sensibilisation internationales. La présente publication, ainsi que la vidéo l'accompagnant, constituera une pierre angulaire factuelle et analytique de tout premier plan sur laquelle fonder les efforts que nous déploierons conjointement, à l'échelle internationale aussi bien que régionale.

Elizabeth Cecelski
Conseiller technique pour la Recherche et la Sensibilisation
ENERGIA International Network on Gender and Sustainable Energy
(Réseau international sur les femmes et l'énergie durable)
Leusden, Pays-Bas

Remerciements

L'auteur (Fatma Denton) souhaite remercier Susan Mcdade, du **Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**, pour son soutien tout au long de ce projet. Ce dernier n'aurait jamais abouti si elle ne lui avait apporté dès le départ le soutien et l'élan financiers indispensables. Ines Havit a également joué un rôle-clé, se montrant toujours prête à apporter son aide du début à la fin du projet. Oumy Khairy Ndiaye, du **Centre technique pour la coopération agricole et rurale (CTA)**, a elle aussi soutenu et pris à cœur le projet. Il convient également de citer un certain nombre de membres d'Enda Énergie : Youba Sokona a apporté ses conseils; le regretté Moussa Kola Cissé a apporté une aide capitale tant au niveau des formalités administratives qu'à celui de l'orientation tout au long du projet. Nous tenons à remercier tout particulièrement Jean-Philippe Thomas, Secou Sarr et Libasse Ba, Djimingué Nanasta et Nathalie Koffi pour leur soutien. Emmanuel Seck et Yacine Diagne-Gueye se sont chargés de la compilation des profils des villages, de la réalisation des entretiens, ainsi que de la réalisation du CD-Rom de support. Le regretté Fred Palmer s'est chargé de traduire certains des documents en anglais et s'est acquitté de cette tâche avec diligence et efficacité. Kaly Bangar, du département audio-visuel, a contribué à rendre la vidéo à la fois instructive et intéressante, en effectuant des prises-clés et en sachant regarder au-delà de la caméra. Paul Thiaw a joué un rôle déterminant, notamment en préparant le terrain et en faisant passer le plus fidèlement possible le message entre les communautés et les auteurs. Anne Correa, de l'**Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI)**, a fait preuve de beaucoup de compréhension et nous a aidés en nous présentant à des communautés de la région de Tambacounda et de Kédougou et en nous ouvrant les yeux sur les avantages aussi bien que sur les limites de projets tels que la Plateforme multifonctionnelle. Nous tenons à remercier également un grand nombre de responsables de projet et d'analystes du développement, qui ont accepté de nous faire profiter de leur expérience par le biais d'entretiens ou de commentaires écrits. Toutefois, ce travail n'aurait certainement pas vu le jour sans les femmes et les hommes qui, en dépit de leurs nombreuses difficultés quotidiennes, ont volontiers pris le temps de nous parler et de nous faire comprendre ce qu'était leur vie. La présente étude est également dédiée à leur courage, à leur délicatesse et aux efforts qu'ils déploient pour se sortir du piège de la pauvreté et assurer des moyens de subsistance durables à leur famille et à leur communauté. Nous avons tenté ici de restituer leurs histoires le plus fidèlement possible.

Résumé analytique

Des communautés en marge du développement raconte les histoires de femmes et d'hommes de treize villages du Sénégal. Ce sont avant tout des histoires de pauvreté et de marginalisation. Toutefois, au-delà de ce contexte général, il s'agit d'histoires vécues qui décrivent la pauvreté énergétique et les contraintes d'ordre structurel auxquelles les communautés rurales des pays en développement doivent faire face dans leur vie quotidienne, ainsi que les conséquences de telles contraintes sur la vie des individus. Bien que les problèmes soient multiples, les deux principales caractéristiques sont d'abord l'agriculture et la sécurité alimentaire, et ensuite la pauvreté énergétique et les liens qui existent entre celle-ci et d'autres secteurs déterminants. Ces histoires traitent également de l'accès limité aux marchés, de la dégradation de l'environnement, de la faible productivité, de l'insuffisance des facteurs de production agricole disponibles, des problèmes de santé, des transports inadaptés et des problèmes en matière d'éducation, qui tous sont aggravés par la pauvreté énergétique. Ces histoires permettent de prendre toute la mesure des problèmes intimement liés à la sécurité et au développement humains. Des femmes et des hommes donnent leur propre définition de la pauvreté et expliquent comment ils luttent pour assurer leur survie et celle de leur famille. Leurs témoignages sont diversifiés, véridiques et proches des réalités du développement que ne connaissent que trop bien nombre d'analystes et de praticiens.

L'étude débute avec les impressions des populations rurales et leurs histoires et s'achève des solutions potentielles à la lumière de leur expérience. Leurs points de vue et leurs témoignages permettent d'obtenir un aperçu de première main de la gravité des contraintes auxquelles ils doivent faire face en matière de développement. Il arrive fréquemment que les occasions d'écouter les communautés raconter leurs histoires se trouvent court-circuitées et que les projets soient élaborés et exécutés sans forcément avoir posé la question cruciale: **que veulent vraiment les communautés rurales?** Dans ce cas, cela peut signifier que le processus de partenariat sur lequel repose le développement, notamment pour ce qui est de forger des liens étroits entre les partenaires-clés et les véritables "bénéficiaires", n'a pas été suffisamment pris en compte.

La présente étude s'accompagne également d'une vidéo formatée sur un CD, qui apporte une perspective audio-visuelle des opportunités et des problèmes rencontrés dans treize villages situés au centre, à l'est et à l'ouest du Sénégal. Il s'agit, par ordre alphabétique, de: Bayakh, Bantantinty, Diaoulé, Gadiag, Gouloumbou, Ibel, Ndongol, Nétébolou, Ngueye Ngueye, Potou, Sinthou Dara et Sourouyel. Tous ces villages, ainsi que leur situation géographique, apparaissent sur la carte présentée en annexe, cette dernière incluant aussi un profil détaillé des villages et des régions, que ce soit en termes d'activités rémunératrices principales, de densité de population ou de composition ethnique. En plus de ce rapport analytique et du CD l'accompagnant, il est proposé une brochure de sensibilisation qui offre un résumé de certaines des contraintes mentionnées ici.

Dans la partie principale, les histoires présentées illustrent la manière dont les communautés font face aux contraintes structurelles liées à la sécurité alimentaire et à l'eau. L'agriculture, activité autrefois lucrative, n'est plus assez productive pour nourrir la majorité des exploitants des zones rurales, qui doivent se tourner vers d'autres activités génératrices de revenu pour faire vivre leur famille. La dégradation de l'environnement, notamment dans un pays sahélien sujet à la sécheresse comme le Sénégal, a également touché un nombre croissant d'exploitants agricoles, victimes d'une faible productivité et d'un revenu en baisse. Le manque d'eau et le développement insuffisant des infrastructures tendent à aggraver les difficultés que connaissent les exploitants des zones rurales. Avec l'émergence de « nouvelles » menaces, telles que les changements climatiques, il devient évident que la majorité des pauvres des zones rurales, qui dépendent de l'agriculture, devront se tourner rapidement vers d'autres activités génératrices de revenu, en particulier dans un contexte de politiques agricoles timorées et de réformes insuffisantes. Un accès accru à des formes modernes de services énergétiques peut aider à jeter des ponts et donc à renforcer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau et sa conservation, dans la mesure où un certain nombre d'activités liées à la production d'eau et à la transformation des aliments font appel à des apports énergétiques. La

présente étude démontre que le développement rural nécessite un accès accru aux ressources énergétiques afin d'avoir des effets positifs sur la vie et sur les moyens de subsistance des pauvres.

Toutefois, dans un contexte caractérisé par une pauvreté énergétique si omniprésente, les choix sont limités et souvent hors de portée des communautés rurales. Les femmes, en particulier, se voient condamnées à un avenir peu enviable fait d'une quête incessante de combustible, et sont souvent obligées de jongler avec de nombreux rôles, dont la plupart sont subordonnés à l'approvisionnement en énergie. Les disparités entre hommes et femmes et la division du travail en fonction des sexes, dont les origines sont historiques, sociales et culturelles, ont entraîné un appauvrissement inégal et exacerbé dans l'arène du développement rural contemporain. Les besoins des femmes en termes d'énergie tendent à différer de ceux de leur mari. Leurs préoccupations en la matière correspondent à la quête de systèmes qui les soulageraient des nombreuses tâches répétitives qui leur incombent et leur permettraient alors d'envisager l'adoption d'autres activités génératrices de revenu.

Les hommes, dans le même temps, doivent faire face à des responsabilités décroissantes dans une société où la pauvreté est devenue l'ennemi principal. L'acceptation de ce rôle amoindri et de la perte progressive de leur autorité n'est pas une transition facile pour ces hommes qui, eux aussi, doivent lutter contre les éléments pour réussir à tirer péniblement de maigres profits de l'agriculture et de l'élevage. La solution passe souvent par des migrations accrues en quête de revenu, les femmes étant laissées derrière pour assumer de facto la charge de familles et de communautés composées de plus en plus de personnes dépendantes, telles que les très jeunes, les vieux et les infirmes. Les rapports entre hommes et femmes deviennent extrêmement complexes et la pauvreté énergétique ne fait que souligner la complexité et les difficultés inhérentes que connaissent la famille et la communauté. Pour les résoudre, il faudrait considérer le problème dans son ensemble, plutôt que d'aborder les difficultés individuelles liées à la cuisine ou à l'éclairage. En effet, les communautés ont tendance à mélanger les insuffisances en matière d'énergie avec l'eau, la santé, les transports et l'éducation. Leurs problèmes ne peuvent se résoudre d'un seul coup, mais requièrent un éventail d'interventions et l'intégration des besoins ruraux fondamentaux. Le modèle d'approche de développement intégré est essentiel pour résoudre les problèmes rencontrés par les communautés et assurer la satisfaction de leurs besoins fondamentaux, en privilégiant une approche plurielle plutôt qu'unidimensionnelle.

Malgré cela, les communautés rurales savent bien que l'essentiel des solutions à leurs problèmes en termes de développement doit venir de l'intérieur. Elles restent "maîtresses de leur propre destinée", même si un partenariat avec d'autres agents de développement est nécessaire pour résoudre certaines de leurs difficultés. Les responsables de projet ont tendance à visiter les villages de manière épisodique et la durée de vie moyenne d'un projet est généralement bien trop courte pour apporter des changements durables. Par conséquent, les communautés, dans leur grande majorité, doivent élaborer leurs propres stratégies de lutte contre la pauvreté et trouver elles-mêmes les moyens de maintenir la pauvreté à distance. Ces activités peuvent prendre la forme de projets à court terme, de systèmes de crédit, de petit commerce ou de migrations vers des pâturages plus verts, mais le point commun de toutes ces solutions temporaires est qu'elles aident les communautés à s'en sortir.

Bien que l'énergie ne soit pas la panacée face à tous les problèmes en matière de développement, elle joue un rôle déterminant de catalyseur du développement rural. Parallèlement, des politiques efficaces peuvent ouvrir la voie à un avenir énergétique durable et à de meilleures perspectives économiques et sociales pour plusieurs millions de victimes de pauvreté énergétique. Les décideurs doivent faire une série de choix et prendre des décisions qui dépassent les campagnes électorales et les effets de rhétorique auxquels donnent lieu les grandes conférences. La pauvreté énergétique est une maladie mortelle qui fait plusieurs milliers de victimes chaque année. Faire face à de tels défis implique une multiplicité de mesures et d'actions concrètes, ainsi que la mobilisation des ressources nécessaires. Pour des pays dont la situation économique est difficile, la mobilisation de moyens financiers représente une tâche herculéenne. Toutefois, des solutions existent et de petites avancées cohérentes visant à assurer la sécurité énergétique peuvent s'avérer plus efficaces que des initiatives de grande

envergure, à long terme et souvent mal coordonnées, qui espèrent apporter une aide aux populations pauvres et marginalisées.

Relever les défis du vingt et unième siècle en matière de développement nécessite la mise en place de politiques élaborées en étroite collaboration avec les communautés locales; une vision claire de la sécurité énergétique et de bonnes procédures en matière de programmation; l'octroi de subventions à ceux qui en ont le plus besoin; la création de mesures d'encouragement viables et la volonté politique de changer la rhétorique en action. Pourtant, aucune des solutions potentielles n'est nouvelle et aucune n'a de chance d'aboutir si les décideurs ne tentent pas réellement de réparer la fracture entre le monde rural et le monde urbain et de trouver des moyens efficaces de faire sortir les populations rurales de la pauvreté. Il existe un certain nombre de textes de référence dont les programmes et les priorités en matière de développement peuvent s'inspirer: l'Agenda 21, les Objectifs de développement du Millénaire, les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté et les conférences internationales qui ont apporté de précieuses contributions au débat. Toutefois, aucun d'eux n'a su traduire les idées en actions et en politiques nationales cohérentes. Le principe d'une énergie accrue et de services énergétiques abordables a été posé à l'échelle internationale; un certain nombre d'actions nationales ont été lancées dans le but de le concrétiser et des études telles que celle-ci ont permis de faire entendre les voix diverses et distinctes de communautés qui se font l'écho les unes des autres pour émettre sans relâche le même souhait : pouvoir s'émanciper de toutes les formes de pauvreté et espérer un avenir durable.

Introduction

« Il y a dans le monde des gens qui ont tellement faim que Dieu ne peut leur apparaître que sous la forme de pain » ~Mahatma Gandhi

« Ceux qui produisent devraient posséder, mais nous savons que ceux qui produisent le plus, c'est-à-dire ceux qui travaillent le plus dur, aux tâches les plus ingrates et les plus dures, sont ceux qui possèdent le moins ». Eugène V. Debs

Les histoires présentées dans ce rapport témoignent principalement de la manière dont la pauvreté est perçue et vécue par ceux qui la subissent. Les définitions des manuels et les théories classiques sur ce qu'est la pauvreté ne sont pas le but recherché ici. Dans les villages étudiés, le sacro-saint étalon de mesure de la pauvreté de 1 dollar par jour est tellement vide de sens qu'il a plutôt tendance à faire rire. En revanche, les définitions de la pauvreté dépeignant des réalités sociales et économiques ne manquent pas :

« Etre pauvre, c'est ne pas pouvoir s'offrir trois repas par jour » - Thomas Faye – Diaoulé (H)

« Etre pauvre, c'est manger sa bouillie sans sucre, non par choix, mais parce qu'on n'a pas les moyens d'en acheter » - Oumar Bâ – Ibel (H)

« En fait, si nous avons assez d'énergie pour vous parler aujourd'hui, c'est parce que nous n'avons pas faim » - Moussa Faye – Ngueye Ngueye (H)

« S'il y avait un mot qui décrive mieux la pauvreté que le mot pauvreté lui-même, je serais tenté d'employer ce mot. Nous sommes "ultra" pauvres » - Abdou Diouf – Ngueye Ngueye

La présente étude a pour but de faire comprendre la manière dont la pauvreté constante, sous ses différentes formes, affecte la vie des pauvres des zones rurales et ce qu'ils font pour lui échapper. Dans une étude de cette ampleur, réduire les histoires et les expériences des communautés rurales à un seul problème n'est pas chose facile car, pour la majorité des personnes interrogées, les problèmes rencontrés s'étendent à tous les domaines et sont liés les uns aux autres. Les tendances réductionnistes reflètent également le dilemme entre ce que les analystes du développement souhaiteraient mettre en priorité et l'acceptation des multiples priorités énoncées par les communautés. En outre, on court le risque de s'éloigner des prémisses de l'étude et, par conséquent, de perdre la force des arguments présentés. Les prémisses consistaient à recueillir la perception des communautés de la manière la plus large possible et à déterminer dans quelle mesure une offre d'énergie accrue pourrait contribuer à résoudre certaines de leurs difficultés quotidiennes. Les réponses recueillies reflètent largement cette perspective initiale.

La présente étude permet de comprendre vraiment ce que signifie faire douze kilomètres à pied chaque jour pour aller chercher de l'eau; voir un enfant quitter l'école parce que ses parents n'ont pas les moyens d'assurer son entretien et son logement dans le village ou la ville qui abrite les installations scolaires; être privé de l'hygiène la plus élémentaire; accoucher dans des conditions dangereuses parce que le transport vers l'hôpital de la ville voisine coûte trop cher et s'apparente à un luxe ; ne pas savoir de quoi sera fait le prochain repas, etc. Ce sont ces réalités ordinaires que nous avons tendance à ne pas voir, parce qu'elles ne sont pas toujours évidentes et parce qu'il faut que des femmes et des hommes nous expliquent ce qu'ils ressentent et comment ils doivent se contenter de choses qui peuvent nous apparaître comme allant de soi. Cette étude permet de mettre des visages sur la pauvreté, au-delà des statistiques, des lieux communs et des théories. Elle raconte comment la pauvreté dans un domaine accentue et aggrave d'autres formes de pauvreté et prive des êtres humains de leur droit intrinsèque à des moyens et à des conditions de vie élémentaires, telles que l'eau douce, la salubrité, la

sécurité alimentaire et l'éducation, qui font toutes partie des idéaux des Objectifs de développement du Millénaire, mais restent encore des idéaux, faute des moteurs nécessaires pour en faire des réalités.

La méthodologie retenue a consisté à sélectionner des régions et des villages en fonction de leur niveau de pauvreté et de leur degré d'initiatives en matière de développement. En observant des villages où des projets de développement existent, nous avons pu suivre leur évolution, évaluer leur progression et voir si ces projets ont eu des effets positifs ou négatifs sur les niveaux de pauvreté, qu'ils aient trait à l'énergie ou non. D'un point de vue méthodologique, se rendre sur le terrain "en aveugle ou presque" signifie qu'en tant que chercheurs travaillant principalement dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, nous étions tentés de commencer par des observations sur la pauvreté énergétique et sur ses implications sur la qualité de vie des individus. Toutefois, nous avons pris soin de ne pas isoler l'énergie, ni aucun autre problème particulier, mais plutôt de laisser les communautés réaliser un diagnostic initial et donc définir leurs besoins prioritaires. La difficulté avec un programme moins délimité est que l'on a tendance à obtenir un mélange d'idées et de problèmes différents, mais il s'avère néanmoins possible d'identifier les principales contraintes. Parallèlement, l'**énergie** reste présente tout au long de l'étude, à la fois en tant que **problème** et en tant que **facteur de changement** et d'évolution sociale.

La pauvreté apparaît aux communautés locales comme une pièce ayant une face monétaire et l'autre sociale. L'analphabétisme et le manque de formation sont considérés comme des éléments-clés tendant à appauvrir encore les individus, dans la mesure où, faute d'éducation et de formation, ils sont dans l'impossibilité d'élaborer des solutions. La **marginalisation** est perçue par les pauvres des zones rurales comme un facteur de sous-développement. Ainsi que le déclare Oumar Bâ: "*nous sommes les oubliés du développement*". Beaucoup racontent que les autres villages sont mieux lotis, ce qui montre que la perception de la pauvreté est en grande partie relationnelle et comparative. L'une des habitantes du village de Nguéye Nguéye affirme: « *ce n'est pas que nous ne recevons pas d'aide; c'est que nous ne recevons pas assez comparé à l'échelle et à la gravité de nos problèmes* ». S'il s'avère très difficile d'établir des priorités parmi des problèmes qui sont tous extrêmement graves et d'importance égale aux yeux de nos interlocuteurs, les problèmes suivants, à savoir la pauvreté en termes de revenu et de temps, la sécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement, le manque d'accès aux soins, le développement des compétences et les migrations, fournissent des thèmes permettant de se rendre compte de l'ampleur et de la gravité des problèmes rencontrés. Comme nous le verrons, toutes ces contraintes sont liées les unes aux autres.

La pauvreté en termes de revenu arrive généralement en bonne place sur la liste des doléances des agriculteurs pauvres. Faute d'argent, les pauvres ne peuvent acquérir de facteurs de production, ni investir dans des opportunités à long terme. Les femmes comme les hommes doivent faire face à une diminution de leurs ressources au fur et à mesure que leurs choix en termes de moyens de subsistance s'épuisent. Pourtant, les femmes se trouvent encore plus désavantagées, étant donné qu'en plus de la pauvreté en termes de revenu, la plupart des femmes des zones rurales doivent également faire face à une **pauvreté en termes de temps**. Le manque d'argent les oblige, par exemple, à passer des heures à moudre des céréales au lieu de les apporter au moulin local moyennant une faible somme. Les femmes répétaient inlassablement que si elles en avaient les moyens, elles pourraient améliorer leurs moyens de subsistance actuels en montant de petites entreprises commerciales, telles que la revente de produits de base comme le sucre, le riz ou les céréales, voire en se lançant dans des activités liées à l'artisanat. Seyba Sadiaw, formateur travaillant avec la communauté locale au projet de plateforme multifonctionnelle dans le village de Bantantinty, s'est exclamé: « *bienvenue au pays des pauvres* », tant il avait l'impression que tous les habitants du village luttent pour survivre et avaient du mal à nourrir leur famille. Le manque de ressources financières aggrave encore la pauvreté, étant donné que les communautés n'ont pas les moyens d'acheter les produits de base quotidiens tels que la nourriture, le kérosène pour leurs lampes, les semences et les autres facteurs de production, qui tous pourraient assurer la sécurité et le bien-être de leur famille. Entre 1990 et 2001, 26,3% de la population

sénégalaise vivait au-dessous du seuil de 1 dollar par jour¹. Ainsi que Lamine Touré le déclare succinctement: « *c'est précisément l'argent qui est au coeur de toutes ces difficultés. Avec de l'argent, on peut creuser un puits; s'occuper des malades; on ne mourra pas de faim; on n'a pas de problèmes liés au manque d'outils, de céréales ni de provisions. En bref, on n'a pas de problèmes avec sa femme* ».

L'insécurité alimentaire est largement perçue comme l'un des principaux courants sous-jacents de la pauvreté. Pour la très grande majorité des personnes interrogées dans les treize villages, l'insécurité alimentaire constitue un problème permanent. Du fait des pluies faibles et irrégulières et des sols de moins en moins fertiles à cause du surpâturage, des cultures inadaptées généralement destinées à l'exportation, du défrichage permanent et de la déforestation qui diminue la rétention d'eau, de nombreux exploitants agricoles se rendent compte à présent qu'ils ne peuvent plus compter sur la terre pour assurer leur subsistance. Les agriculteurs ont déclaré douter de voir un jour leur productivité augmenter, tandis qu'ils continuent de souffrir de déficits alimentaires chroniques. Dans tous les villages étudiés, les communautés ont tendance à accorder une plus grande priorité à la sécurité alimentaire qu'à l'énergie en tant que telle. Moussa Faye, agriculteur du village de Nguéye Nguéye, a replacé cela dans le contexte en déclarant: « *avant de penser à fabriquer des fours plus performants, il faut déjà avoir de la nourriture à mettre sur la table!* ». Parallèlement, la plupart de la production alimentaire destinée aux besoins locaux provient de petites parcelles de terre exploitées de manière intensive. Les communautés rurales du Sénégal connaissent une insécurité alimentaire accrue, étant donné qu'une grande partie de leur activité agricole tourne autour d'une agriculture de subsistance. Les communautés attestent que très souvent elles sont doublement victimes, car elles n'ont pas les moyens de produire suffisamment de nourriture pour assurer la subsistance de toute la maisonnée, ni le pouvoir d'achat nécessaire pour se procurer ce qui leur manque. Oumar Faye, un habitant du village de Diaoulé, déclare: « *nous devons sans cesse lutter pour gagner de quoi mettre dans nos assiettes. Si on dîne, alors il ne faut pas compter déjeuner ; et si on arrive à prendre le petit déjeuner, alors on peut aussi bien remercier Dieu pour le reste de la journée* ».

La dégradation de l'environnement tend à aggraver la pauvreté rurale et à rendre les communautés plus vulnérables. La sécurité alimentaire repose en partie sur l'abondance des pluies. Khadija Ba, habitante du village d'Ibel et responsable d'une association de femmes remarque: « *...s'il n'y a pas de pluie, nous n'aurons probablement rien à manger, puisque nous n'aurons rien à mettre dans notre mortier* ». Les agriculteurs se plaignent aussi des sols de plus en plus stériles et improductifs, qui sont une autre cause d'insécurité alimentaire. La "monoculture", en vertu de laquelle les agriculteurs africains ont été encouragés à se concentrer sur une culture d'exportation principale, a contribué à la diminution des éléments nutritifs des sols, tandis que d'autres changements dans l'utilisation des sols du fait de modifications de frontières et de programmes tournés vers l'extérieur ont eu des effets tout aussi néfastes sur des sols déjà pauvres et fragiles. Les variations climatiques, associées à une dégradation anthropogène de l'environnement, ont tendance à aggraver la vulnérabilité des communautés agraires. La destruction des forêts et la perte de la couverture végétale provoquée par le surpâturage, notamment caprin, aboutissent à des phénomènes de lessivage, de ruissellement et de diminution de la rétention d'eau. Les variations climatiques entraînent également la survenue régulière croissante de phénomènes climatiques graves tels que les cyclones, les inondations et les périodes de sécheresse. Ceci est aggravé par les variations enregistrées au niveau de la voie de migration nord-sud de la Zone de convergence inter-tropicale (ZCIT), dont dépend le régime des pluies saisonnier dans les pays sahéliens. Ces variations se répercutent sur le niveau des lacs et des rivières, dont les communautés rurales sont fortement tributaires en matière d'irrigation. Toutefois, la productivité agricole ne dépend pas uniquement de l'environnement. L'augmentation des contraintes d'ordre environnementales, cependant, devient un problème du fait de ressources insuffisantes pour tirer parti de mesures d'adaptation telles que des outils agricoles plus performants et des variétés de semences améliorées. Comme le déclare un agriculteur : « *avec des pluies faibles, des outils et des facteurs de production agricoles inadaptés, notre avenir reste sombre* ».

¹ Etude d'Enda fondée sur les données chiffrées des Documents sénégalais stratégiques de réduction de la pauvreté. Juin 2004, Dakar, Sénégal

L'accès limité aux soins est également aggravé par le manque de ressources. Fatou Kanté, du village de Nétéboulou, affirme: « *nous sommes malades parce que nous sommes pauvres. Quelqu'un qui ne peut pas se soigner quand il est souffrant est pauvre. Nous avons beaucoup de problèmes liés à la santé, mais le centre de soins est inutile et les médicaments trop chers pour nous* ».² Beaucoup de témoignages personnels et des histoires des communautés rurales illustrent le lien étroit entre la pauvreté et la santé. L'impossibilité d'acheter des médicaments et de s'offrir ne serait-ce qu'un minimum de soins constitue une autre caractéristique de la pauvreté. Pour de nombreuses communautés, le fait d'être en bonne santé est un signe de prospérité. Un certain nombre de personnes interrogées ont indiqué qu'une mauvaise santé est synonyme d'incapacité (autrement dit d'inutilité), étant donné que seule une personne en bonne santé peut trouver du travail et rapporter de l'argent à la maison. Les femmes ont expliqué qu'elles assistaient, impuissantes, à la détérioration de la santé de leurs enfants à la saison des pluies, du fait de la malaria et de l'eau contaminée et non traitée qu'ils boivent. Cependant, comme l'a déclaré Boulé Dioum, du village de Gadiag, les enfants sont perpétuellement fatigués par les travaux domestiques pénibles qu'ils effectuent et souffrent de maladies curables telles que la malaria, qui ont également un effet négatif sur la productivité. Les communautés reconnaissent le fait que le développement durable et les stratégies liées aux moyens de subsistance dépendent en grande partie de l'approvisionnement en eau pour boire, faire la cuisine et assurer une hygiène correcte. Comme ce sont les pauvres des zones rurales qui doivent généralement assumer les coûts des installations sanitaires, les ressources sont habituellement consacrées à la nourriture et aux autres besoins domestiques considérés comme plus pertinents. Saer Guèye, de Potou, nous a désigné un petit enclos de WC installé à l'intérieur de la concession, afin de montrer sa proximité par rapport aux sources d'eau potable, telles que les puits. « *C'est ce genre de problème qui a tendance à aggraver nos problèmes de santé. Comment peut-on avoir des toilettes aussi près d'un puits?* ». En plus des problèmes de salubrité, un certain nombre de centres de soins présents dans les treize villages ne sont pas approvisionnés et disposent uniquement de cachets contre le mal de tête. Immanquablement, les communautés rurales se plaignent de ne pas avoir les moyens d'acheter de médicaments, et ce même s'ils sont très bon marché. De plus, ils doivent prendre en compte les frais de transport pour conduire les malades dans des centres de soins plus importants situés dans les grandes agglomérations, où ils seront probablement mieux soignés. Au cœur même des problèmes de santé et de salubrité se trouvent des problèmes de fond liés à la pauvreté. C'est la **pauvreté en termes de revenu** qui restreint les choix en matière de santé et, une fois encore, limite le développement humain.

De même, la nécessité de **développer les compétences** s'avère déterminante pour les femmes et les hommes pauvres, qui considèrent des compétences accrues comme un moyen de s'en sortir. Le manque de formation et l'insuffisance des qualifications aggravent la pauvreté. Les compétences professionnelles des individus se limitent généralement aux tâches manuelles pratiquées dans l'agriculture, l'élevage, la pêche ou d'autres secteurs d'activité. D'autres facteurs, tels que la pauvreté en termes de revenu et les problèmes de santé, y sont également liés. Dans les zones rurales du Sénégal, le manque de qualifications touche les femmes aussi bien que les hommes, mais ce sont les premières qui pâtissent le plus de ses effets négatifs. Très souvent, l'introduction d'un nouveau projet se traduit pour les femmes par la possibilité de bénéficier d'une formation dans un secteur particulier : gestion commerciale, alphabétisation, notions de calcul ou autres qualifications nécessaires. Toutefois, les responsables de projet ont encore tendance à proposer des formations plus générales, en se souciant souvent peu de savoir si elles sont adaptées à la vie quotidienne et aux tâches effectuées par les femmes des zones rurales, ni si les avantages qu'elles en retirent justifient l'investissement. Les femmes réclament généralement des formations dans le domaine de la transformation des aliments, dans la mesure où celle-ci est liée à leurs activités quotidiennes et pourrait leur procurer des bénéfices si elles commercialisaient leurs produits. Les formations peuvent aussi inclure des connaissances locales pour stimuler davantage les femmes et renforcer leur confiance en leur propre valeur. De plus, lorsque la formation se limite à un ou deux individus, le problème de dépendance s'accroît étant donné qu'en l'absence de l'individu, les communautés deviennent vulnérables et exposées. Comme Binta Guèye, du village de Gouloumbou, l'explique:

² Fatou Kanté – Entretien personnel - 14 juillet 2003 – Nétéboulou, Sénégal

‘La pauvreté est endémique chez nous, les agriculteurs. Fanta est seule, alors elle ne peut pas participer aux réunions communautaires en tant qu’infirmière et sage-femme. Elle est obligée de s’occuper des malades. La pauvreté, ce n’est pas seulement le manque d’argent ; c’est aussi le manque de ressources humaines ».

Les femmes affirment que le développement des compétences peut leur permettre d’augmenter leur production agricole et de se lancer dans des activités secondaires, telles que la conservation des aliments, qui non seulement se traduiront par des espèces sonnantes et trébuchantes, mais augmenteront également la sécurité des familles. Awa Ndione, du village de Ndongol, déclare: « **la plupart de nos problèmes sont liés au manque de formation et quel que soit l’argent dont nous disposons, ce ne sera pas suffisant si nous n’avons pas de formation. Nous avons aussi beaucoup de problèmes liés à la transformation des aliments, parce que nous ne savons pas valoriser nos produits** ». Faute de développement de leurs compétences, nombre de pauvres sont obligés de chercher d’autres solutions, comme les migrations par exemple. Les femmes aussi bien que les hommes des treize villages avouent pourtant que si la situation était plus favorable, ils préféreraient rester dans leur village.

La pauvreté engendre les migrations. Pour de nombreux habitants des pays en développement, la quête de pâturages où l’herbe est plus verte a toujours constitué un moyen d’échapper à la pauvreté. Dans la plupart des communautés étudiées, même les jeunes garçons et les femmes ont tendance à choisir la migration pour tenter d’échapper au piège de la pauvreté. Pour les femmes, toutefois, les migrations ont généralement un caractère court et circulaire. Les migrations de courte durée permettent d’augmenter le revenu familial. En conséquence, à la saison sèche, de nombreuses femmes se rendent à Dakar, la capitale, pour travailler comme domestiques et retournent dans leur village au début de la saison des pluies. Dans le village de Bantantinty, les garçons dont les parents n’ont pas les moyens financiers d’assumer la scolarité, les fournitures et autres dépenses nécessaires, sont encouragés à aller en Gambie, à seulement à 10 kms de là, pour se faire embaucher dans la culture des arachides (cacahuètes) ou dans des activités commerciales. Néanmoins, même si les communautés considèrent les migrations comme un moyen d’échapper à la pauvreté, les femmes comme les hommes reconnaissent qu’elle a tendance à aggraver l’appauvrissement, dans la mesure où les villages se retrouvent composés de foyers dirigés par des femmes et privés de leur main-d’œuvre active. De vastes parcelles de terre cultivable sont laissées à l’abandon parce que les jeunes garçons et les hommes ont quitté les villages et que les hommes d’un certain âge et les femmes n’ont pas toujours les compétences ni la capacité physique requises pour mener à bien certains des travaux agricoles nécessaires à la production et à la productivité. Les migrations ont également tendance à creuser un vide important au sein de la structure familiale et à avoir des effets négatifs sur l’ensemble du tissu social et communautaire. La pauvreté prend donc des formes variées, comme l’explique Lamine Touré: « **nos enfants quittent le village pour trouver une vie meilleure ailleurs; c’est là une autre forme de pauvreté. S’ils avaient tout ce qu’il leur faut ici, ils n’auraient pas besoin de partir** ».

La pauvreté en termes de temps constitue un autre problème de taille pour les femmes rurales. Les migrations des hommes augmentent généralement la charge de travail des femmes. Le temps passé à accomplir une multitude de tâches ménagères répétitives est également synonyme de pauvreté. Pour la plupart des personnes interrogées, la pauvreté consiste à travailler sans relâche sans pour autant réussir à améliorer son sort. Les problèmes actuels de déforestation croissante, de croissance démographique et de pénurie d’eau du fait des changements climatiques, accentuent la pression temporelle sur les femmes. Pour celles-ci, cela se traduit par du temps passé loin de leur foyer et de leurs enfants à effectuer à longueur de journée des tâches physiquement pénibles. Pour les hommes, cela se traduit par un travail intensif, sans pour autant réussir à produire d’excédents. Ils sont donc prisonniers d’un cercle vicieux, dans lequel ce qu’ils gagnent en une journée est immédiatement utilisé, et c’est cette survie au jour le jour qui épuise et mine leur moral de ces êtres privés de tout répit. Le manque de temps est ressenti encore plus durement par les femmes qui, du fait de leur statut culturel et social, assument généralement l’écrasante responsabilité de l’entretien du foyer, de l’approvisionnement en nourriture, en eau et en fourrage. Les témoignages suivants rendent compte de la litanie des tâches

ménagères que les femmes doivent accomplir et, plus généralement, c'est une histoire de subordination qu'elles racontent.

« Je ne peux pas passer de temps avec mes enfants. Je dois les laisser pour aller travailler, sinon nous mourrons tous de faim. C'est là que se trouvent les racines de ma pauvreté ». Adama Faye – Gadiag (F)

« Nous nous réveillons à 5 heures du matin pour piler notre millet et aller chercher de l'eau. Nous n'avons qu'un seul robinet et il se trouve loin. Après avoir fini la corvée du broyage, nous n'avons même pas le temps de balayer notre concession parce qu'il nous faut courir rejoindre la queue pour la collecte de l'eau. Si vous réussissez à en remplir ne serait-ce qu'un seau, vous pouvez vous estimer heureuse », Fatou Faye – Gouloumbou (F)

« Je me suis endormie avant le dîner parce que je suis très fatiguée. Il m'arrive très souvent de penser que j'aimerais être un homme », Adama Faye – Gadiag (F)

D'un point de vue structurel, la présente étude met d'abord l'accent sur deux problèmes prédominants : la pauvreté et le sous-développement. Ce qui apparaît nettement ici, c'est que les intéressés, quelle que soit leur région ou leur communauté, considèrent la pauvreté de manière très holistique. **En premier lieu**, cette étude présente **des histoires traitant de l'insécurité alimentaire et de la pénurie d'eau**, qui s'avèrent être les deux priorités absolues identifiées par les communautés rurales. Parallèlement, elle rapproche ces deux priorités-clés de l'énergie, afin de montrer de quelle manière l'énergie peut faire office de levier pour améliorer la production alimentaire et l'approvisionnement en eau. **En second lieu**, cette étude met en lumière des histoires traitant de la **pauvreté énergétique** telle qu'elle est vécue par les communautés rurales et montre comment les femmes doivent lutter pour effectuer une multitude de tâches ménagères avec les formes de ressources énergétiques les plus dérisoires. Dans la sous-section suivante, elle présente l'approche du développement rural intégré comme une réponse possible et établit le lien entre l'énergie et d'autres secteurs déterminants, tels que les transports, la santé et l'éducation. L'énergie peut jouer le rôle de moteur pour favoriser le développement rural, créer des emplois et améliorer la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation. En résumé, l'énergie se trouve au cœur du développement et peut contribuer à réduire la pauvreté dans la plupart des secteurs déterminants. Toutefois, même si cette étude démontre le rôle potentiel de l'énergie comme catalyseur du développement d'autres secteurs et comme solution à des problèmes vitaux, les communautés rurales vivent toujours dans une pauvreté extrême, contraignante surtout pour les femmes et les enfants.

Enfin, dans une perspective à plus long terme, nous tentons de comprendre les stratégies actuelles de lutte contre la pauvreté et la manière dont les communautés s'adaptent à cette pauvreté. Nous examinons les stratégies de survie adoptées par les communautés rurales et la manière dont ces stratégies s'efforcent de réduire la vulnérabilité et d'augmenter la résilience par rapport à la pauvreté. Cette étude examine des projets de réduction de la pauvreté dans le domaine de l'énergie (tels que la plateforme multifonctionnelle) ayant amélioré l'existence des communautés rurales, à la fois en termes de rendement énergétique et d'économies d'énergie. Elle pose les questions suivantes : Quelles sortes d'aspirations ont les communautés ? Comment espèrent-elles échapper à la pauvreté énergétique et à l'insécurité alimentaire ? L'avenir offre-t-il des perspectives plus favorables pour la prochaine génération, ou bien est-elle également condamnée à une existence faite d'insécurité, de privations et d'exclusion ? Dans la dernière sous-section de cette étude, nous examinons aussi des réponses possibles en termes de politiques et la manière dont elles pourraient étayer certaines des solutions potentielles identifiées par les communautés. Du début à la fin, les implications pour les femmes sont évidentes, de la même façon que la pauvreté reste au cœur de cette étude. Il en va de même des nombreuses disparités entre hommes et femmes en termes de travail, d'accès aux services et de contribution au revenu du ménage.

Partie I

A. Contraintes locales: Sécurité alimentaire et problèmes liés à l'eau dans les zones rurales du Sénégal



« *Quand le puits est sec, on connaît la valeur de l'eau* », Benjamin Franklin

« *Où cela pousse-t-il? Où cela ne pousse-t-il pas ? En vain nous peinons; nous devrions blâmer la culture et non le sol* ». Alexander Pope

« **La malnutrition tue, mutilé, handicape et aveugle les groupes pauvres et vulnérables et est en grande partie responsable de la moitié de la mortalité infantile annuelle, estimée à 10,4 millions. C'est une cause et une conséquence de maladie et de handicap chez les enfants, ainsi qu'un indicateur-clé de pauvreté et de sous-développement** », Ebrahim E. Samba, OMS/AFRO, Congo

On estime à 1,3 milliard le nombre d'habitants des pays en développement qui continuent de vivre sur des terres fragiles, ce qui a un effet dissuasif sur la promotion de l'agriculture intensive³. Au Sénégal, la production alimentaire continue de chuter, avec des conséquences catastrophiques sur l'alimentation et les besoins fondamentaux. En outre, le manque d'eau constitue un véritable problème dans la plupart des pays en développement, et notamment dans un pays sujet à la sécheresse comme le Sénégal. Au Sénégal, l'agriculture consomme encore 75% de l'eau utilisée ; pourtant, les infrastructures liées à l'eau demeurent largement sous-développées, voire primitives, notamment dans les zones rurales reculées. Il existe également un décalage entre l'offre et la demande d'eau. La satisfaction des besoins en eau et en nourriture dans un contexte de croissance démographique constitue aussi un problème pour nombre de communautés rurales. L'eau et la sécurité alimentaire vont de pair, étant donné que la pénurie d'eau retentit sur la production alimentaire.

La désertification s'est traduite par une pression accrue sur les sols, du fait des migrations vers les terres fertiles restantes au fur et à mesure que la population augmente. L'eau apparaît comme la priorité absolue pour la plupart des communautés. Dans certaines régions, le manque d'eau est cyclique ou saisonnier, mais une telle pénurie a de profondes implications sur la santé et la sécurité alimentaire. Les communautés s'accordent pour dire que « *l'eau c'est la vie* », mais sa gestion et son approvisionnement sont perçus en termes assez fatalistes, pratiquement laissés entre les mains de Dieu

³ Banque mondiale, *World Development Report 2003 : Sustainable Development in a Dynamic World*, Banque mondiale et Oxford University Press, Washington 2003, p. 59.

plutôt que résultant d'un partenariat entre les communautés et les responsables politiques afin de prendre des décisions influant sur sa disponibilité et sa consommation.

Si l'agriculture est correctement exploitée et reçoit le soutien politique nécessaire, elle pourrait inverser la tendance à l'exode rural et réduire la pauvreté rurale. Le secteur agricole du Sénégal, faiblement productif, se retrouve dans la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne, où 60 à 70% de la population rurale dépend de l'agriculture comme principal moyen de subsistance. Avec une telle dépendance croissante vis-à-vis de la terre, les moyens de subsistance économiques des communautés sont intimement liés aux forêts, aux pâturages et aux autres ressources naturelles. Pour le Sénégal, l'un des défis du 21^{ème} siècle est de revoir les politiques et les pratiques agricoles actuelles afin de redynamiser le secteur. Les agriculteurs continuent à souffrir de contraintes endogènes et exogènes, telles que l'insuffisance des précipitations, le manque d'accès à l'eau, la dégradation de l'environnement et la pression exercée par les Institutions financières internationales (IFI) pour les inciter à cultiver des cultures commerciales, sans qu'ils reçoivent de subventions pour les facteurs de production importants influant sur le rendement, tels que les engrais et les variétés de semences à haut rendement résistantes aux maladies. Du fait des conditions imposées par le FMI, les pays pauvres ne peuvent développer les services de vulgarisation. Malgré des propos récents concernant la modernisation du secteur agricole, l'agriculteur moyen sénégalais demeure extrêmement pauvre, vivant à peine au-dessus du seuil de pauvreté. L'utilisation d'engrais pourrait également susciter des craintes quant à la durabilité de l'environnement et à ses conséquences sur la vie et les moyens de subsistance. Même si un certain nombre de régions continuent de produire des céréales et du riz, le pays importe la majeure partie de ses denrées alimentaires de l'étranger, ce qui le rend vulnérable et accentue son besoin d'autosuffisance. Ci-dessous figurent certains des problèmes mis en lumière par les agriculteurs comme étant des problèmes majeurs.

a) Pénurie d'eau et infrastructures médiocres

« L'eau, c'est la vie. C'est l'essence-même de la sécurité humaine »

Le manque d'eau reste l'un des principaux problèmes du Sénégal rural. Interrogées sur leurs problèmes les plus graves, les communautés ont presque toujours cité d'abord l'eau claire, ainsi que la santé et la salubrité. Il est vrai que les communautés ne font pas souvent le rapport entre l'eau et l'énergie et que l'eau courante nécessite un approvisionnement continu efficace. D'après les chiffres de la Banque mondiale, plus d'un milliard de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à un approvisionnement en eau salubre, tandis que plus de deux milliards sont privés de conditions sanitaires sûres et qu'on estime à plus de trois millions le nombre de personnes qui meurent chaque année de maladies hydriques⁴. Les pauvres ont tendance à particulièrement souffrir du manque d'eau et de l'insalubrité. Les femmes et les jeunes filles, en particulier, sont beaucoup plus touchées par l'insuffisance des services liés à l'eau ; et les enfants sont à la merci de maladies causées par l'eau contaminée qu'ils boivent. L'approvisionnement en eau claire et potable pourrait contribuer à faire reculer des maladies qui handicapent souvent les enfants, notamment les nourrissons. Comme dans le cas du secteur énergétique, les pauvres paient deux fois plus cher, en termes de temps et d'efforts consacrés à la collecte d'eau, ainsi qu'en termes de risques associés à l'eau contaminée et insalubre qu'ils boivent. En outre, les pauvres se voient également contraints de payer pour puiser de l'eau dans des puits privés, considérés comme offrant une eau de meilleure qualité.

Dans la plupart des villages visités, les pompes à eau étaient soit défectueuses, soit nécessitaient de longs trajets quotidiens qui, ajoutés aux autres tâches ménagères, se révèlent particulièrement pénibles pour les femmes. Invariablement, le manque d'eau est aggravé par les infrastructures insuffisantes dans ce domaine. Les puits sont rares et éloignés les uns des autres et, au sein de villages fortement peuplés, les communautés doivent souvent se contenter d'une seule pompe ou d'un unique puits. Comme le remarque Oumar Bâ, du village d'Ibel: « *nous n'avons qu'un seul puits. Ce n'est pas*

⁴ Banque mondiale, *World Development Report 2003...*, op. cit., p2.

assez. Les animaux doivent boire à la même source; nous utilisons l'eau pour les besoins domestiques, pour les enfants et pour nous-mêmes. Si nous ne faisons pas attention, nous tomberons dans le puits parce qu'il n'y a plus d'eau dedans". Les robinets défectueux et qui fuient sont monnaie courante dans les zones rurales. Ainsi que le déclare un agriculteur: **"un puits qui fonctionne mal ne sert à rien ».**

Encadré 1: Le manque d'eau et les pauvres des zones rurales

« L'eau est le début et la fin de nos problèmes. Nous avons besoin d'eau pour des raisons d'hygiène. Si nous ne sommes pas en bonne santé, c'est parce que l'eau est à la base du problème. Si nous voulons changer nos habitudes alimentaires, nous avons besoin d'eau, et si nous mourons de faim, c'est à cause du manque d'eau » - **Baangali Touré, Bantantinty (homme)**

"Il y a une raison pour laquelle nous insistons constamment sur l'importance de l'eau. Beaucoup de gens ont connu d'énormes difficultés pour s'approvisionner en eau, surtout pendant la saison sèche. L'eau peut nous aider dans toutes nos activités liées au maraîchage ». **Néné Singaté, Bantantinty (femme)**

b) Accès limité à l'eau et contraintes liées aux disparités entre hommes et femmes

«La pénurie d'eau touche plus particulièrement les femmes et les jeunes filles »

{Troisième Objectif de développement du Millénaire: Favoriser l'égalité entre hommes et femmes et responsabiliser les femmes}

Comme cela a été dit précédemment, le manque d'eau, à la fois en termes de disponibilité et de consommation, est considéré comme le principal fléau touchant le bien-être et les moyens de subsistance des communautés. Les femmes et les enfants courent des risques importants liés au manque d'eau et à l'absorption d'eau contaminée, étant donné qu'ils en sont les principaux consommateurs et se trouvent fréquemment exposés à des maladies transmises par des vecteurs. Même quand l'eau est disponible, sa qualité constitue souvent une source d'inquiétude pour les communautés locales. Submergées par les tâches ménagères qu'elles ont à accomplir, de nombreuses femmes déclarent ne pas avoir le temps de passer par tous les stades du traitement de l'eau en vue de diminuer le risque de bactéries et d'autres maladies associées à l'eau contaminée. Le manque d'eau et la demande croissante pour une offre limitée obligent souvent les femmes à prendre des raccourcis, par exemple en ne cuisinant pas leurs repas correctement, ou en laissant leurs enfants plusieurs jours sans bain. Dans une région où la plupart des femmes considèrent le maraîchage comme une source de revenu supplémentaire susceptible de se traduire par des moyens de subsistance plus durables, le manque d'eau est perçu non seulement comme néfaste pour l'alimentation et la sécurité alimentaire, mais aussi pour des débouchés potentiels. La collecte de l'eau revient principalement aux femmes et tend à priver la plupart d'entre elles d'un temps considérable pendant la journée, voire la nuit. Le manque d'eau entraîne une pression et des difficultés accrues pour les femmes, qui doivent s'occuper de l'ensemble du foyer et de ses membres.

Encadré 2: L'accès limité à l'eau et ses implications pour les femmes

« Nous avons des problèmes liés à l'eau. Nous allons chercher l'eau en groupe. Nous travaillons à tour de rôle : un groupe puise l'eau et l'autre prend la relève. Quelquefois, nous passons la nuit à collecter de l'eau et cela nous empêche de dormir» **Dieynaba Bâ – Ibel (F)**

« Le manque d'eau nous épuise. Nous n'avons qu'un seul puits et nous l'utilisons pour tous nos besoins. L'eau du puits n'est pas propre. Nos enfants sont tellement sales que nous ne voulons même pas avouer que ce sont les nôtres », **Tida Waly – Bantantinty (F)**

« L'accès à l'eau est un grand problème. Si je suis en retard, ma place dans la queue est prise et je dois attendre mon tour. Quand l'eau arrive, comme nous devons la payer, les choses peuvent se compliquer. La seule solution c'est d'aller aux puits pour y puiser de l'eau, mais comme c'est ce que tout le monde fait, la queue peut être très longue », **Brigitte Thiaw – Nguéye Nguéye (F)**

Encadré 3: L'histoire de Diabou

*La quête d'eau est une activité nocturne. Le millet a généralement besoin de cuire doucement et longtemps. Nous devons nous lever tôt pour préparer les enfants. Le peu de temps qui nous reste doit être employé à la transformation des aliments. Avant d'être libérées, nous devons aller chercher de l'eau; c'est un cercle vicieux. Les instituteurs réprimandent les enfants à cause de leur retard et c'est nous, les femmes, qui devons supporter le poids de leur frustration. **Diabou Diouf – Ndongol Ndongol (F)***

Encadré 4: L'histoire de Fatou

*J'attends mon troisième enfant; je suis enceinte de 7 mois. Je dois puiser de l'eau chaque jour parce que c'est l'une des principales corvées de la journée et que je ne peux pas demander à ma fille de 6 ans de le faire à ma place. Les puits sont bien trop profonds et les petites filles peuvent facilement tomber dedans en puisant de l'eau. Quand il y a de l'eau, comme la plupart des femmes, je dois en profiter, enceinte ou pas. J'aimerais que ma vie soit plus facile et j'espère que mes enfants auront une vie meilleure. **Fatou Kanté – Nétéboulou (F)***

Encadré 5: L'histoire de Diara

*Ma vie est une suite d'activités physiques intensives. Nous nous levons à l'aube pour aller chercher de l'eau ; les enfants sont déjà debout et commencent à nous harceler pour avoir de l'eau. Le soir, nous n'avons même pas 50 francs⁵ pour acheter du kérosène pour nos lampes et permettre à nos enfants d'étudier leurs leçons. Alors, les enfants ne peuvent pas apprendre leurs leçons. Pour le suivi prénatal, nous devons emprunter une charrette à Diohin ou à Keur Martin. Le manque d'eau est chronique ici, à Gadiag. Les enfants habitent très loin des écoles. Nous n'avons pas de puits, alors les enfants doivent se lever à l'aube pour aller chercher de l'eau avant d'aller à l'école. L'eau saline n'est pas bonne à consommer. Les enfants en ont assez aussi et il est bien trop dangereux de boire de l'eau sale. Le pire, c'est quand ils rentrent à la maison enrhumés et commencent à tousser ; bien que nous ayons d'autres priorités en même temps, nous n'avons pas d'autre choix que de les emmener au centre de soins. Ça commence par un rhume et tourne en quelque chose de plus compliqué. Très souvent, on ne peut même pas dire quel est le puits responsable. **Diara Tine – Gadiag (F)***

c) Accès à la terre et procédures de distribution inadaptées

« La sécurité de la terre et le droit d'occupation peuvent apporter des débouchés financiers aux pauvres des zones rurales »

Bien que la constitution sénégalaise, approuvée en janvier 2001, stipule que les femmes comme les hommes devraient avoir accès à la propriété, la transformation de tels droits légaux en une réalité impliquerait de transcender les barrières sociales et culturelles existantes. Si dans certaines régions du Sénégal la propriété foncière ne constitue pas un sujet de controverse pour les femmes, il reste beaucoup à faire pour que les femmes deviennent propriétaires effectives en vertu du droit coutumier. Cela permettrait aux femmes de puiser dans les opportunités potentielles offertes par le secteur agricole, mais nécessiterait l'association de mesures incluant l'amélioration de l'accès aux services de vulgarisation et l'apport de la technologie, de l'information et de formations appropriées. L'accès à la terre ne conduit pas forcément à la productivité agricole et à la croissance. En Afrique, la faible productivité agricole résultant de la dégradation des sols constitue un problème courant chez les femmes comme chez les hommes, ce qui rend le secteur agricole de moins en moins attrayant. Toutefois, si les femmes étaient encouragées à posséder de la terre, cela se traduirait, étant donné leur expérience et leurs connaissances spécifiques, par des opportunités accrues de renforcer la sécurité alimentaire et cela permettrait également d'améliorer le statut social des femmes au sein de la cellule familiale et de la communauté dans son ensemble.

⁵ Cette somme correspond à environ 0,10 \$ US.

Le rôle des femmes dans l'agriculture a été perçu comme secondaire, limité à l'aide apportée à leur mari. Les femmes citent souvent le manque d'outils efficaces comme un problème rencontré principalement par leur mari. De même, les femmes ont un accès très limité aux autres ressources, telles que la propriété de bétail (boeufs ou ânes, par exemple), permettant de transporter les produits agricoles ou de faciliter d'autres activités de production. La plupart des femmes ont tendance à partager leur temps entre leur propre parcelle (souvent de petits lopins improductifs accordés par leur époux, frère ou fils) et celle de leur mari. Dans de nombreux villages, les activités agricoles des femmes se trouvent réduites aux parcelles communautaires, avec peu ou pas de perspectives d'avenir. Le statut juridique et culturel des femmes influe toujours sur leur rôle en tant que véritables agricultrices, capables de posséder et de gérer des ressources vitales. Il existe encore un parti pris masculin dans le domaine des formations accordées aux femmes dans le secteur agricole. Invariablement, les besoins des femmes en matière de formation se voient réduits à la transformation des aliments ou à des tâches domestiques du type travaux d'aiguille.

Encadré 6: L'accès limité à la terre et les inégalités entre hommes et femmes

« Nous n'avons pas de terre à cultiver. Nous demandons aux chefs du village de nous donner de la terre, mais l'accès à la terre reste un problème majeur. On nous a donné des terres communales, mais il s'agit d'une petite bande de terre qui nous a été prêtée. On peut nous interdire de cultiver pendant une année entière, ce qui explique que l'on ne se fatigue pas pour cette terre », Mariatou Diop – Potou (F)

« J'ai de la terre, mais je n'ai pas les moyens d'embaucher de travailleur saisonnier, ni même de creuser un puits », Fatou Sene – Bayakh (F)

d) Accès insuffisant aux opportunités du marché

«L'accès aux marchés dépendra de bonnes infrastructures routières, d'un accès à l'information et de mesures d'encouragement »

Les femmes ont longtemps joué un rôle-clé dans le secteur agricole, produisant jusqu'à la moitié de l'alimentation mondiale. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 80% des cultures vivrières produites en Afrique sub-saharienne, telles que le millet, le riz et le maïs, et 90% des légumes, sont le fait d'agricultrices. Le rôle des femmes en tant qu'agents de développement économique et social a souvent été dévalorisé, notamment en raison de son caractère largement non-rémunéré. Nombre d'agricultrices sénégalaises ne doivent compter que sur leurs propres efforts pour vendre leur production et reçoivent généralement peu d'aide, voire aucune, des institutions, qu'elles soient gouvernementales ou non. L'accès aux marchés constitue souvent une expérience pénible pour les femmes comme pour les hommes. Même si les difficultés d'accès aux marchés peuvent résulter de routes mauvaises ou inexistantes, il convient aussi de prendre en considération d'autres obstacles susceptibles d'augmenter les coûts de transactions pour les femmes et les hommes. Les habitantes de la région de Niayes, qui cherchent à augmenter leurs bénéfices en emportant leur production à Dakar pour la vendre sur les marchés locaux, témoignent de frictions avec les agents municipaux locaux et racontent qu'elles font presque toujours l'objet d'amendes pour avoir installé leur étal à un endroit ne leur ayant pas été officiellement loué. Il arrive fréquemment que la bureaucratie et les tracasseries administratives nécessaires pour établir un étal soient telles, que nombre de femmes ont tendance à prendre des raccourcis et se retrouvent alors en infraction avec la loi. Même dans les régions où la productivité agricole est relativement élevée, vendre sa production peut s'avérer une expérience des plus pénibles. Les femmes rencontrent souvent des problèmes pour transporter leurs marchandises d'un point à un autre. Celles dont les moyens sont limités, portent généralement leurs marchandises sur leur tête, ce qui peut provoquer un tour de reins ou d'autres blessures et limite les opportunités commerciales. A l'inverse, les hommes, qui jouissent d'une plus grande latitude en matière de transport, peuvent réaliser plus d'échanges et profiter de réseaux commerciaux plus étendus. Les femmes possèdent généralement peu d'équipements ou de moyens de transport. Fréquemment, elles doivent négocier avec leur mari le prêt ou la location de charrettes,

d'ânes ou d'autres moyens de transport. Une habitante de la région de Niayes s'est plainte de ce que les chauffeurs de taxi leur reprochaient toujours de transporter des marchandises trop lourdes.

Encadré 7: L'accès aux marchés et ses implications pour les femmes

« Il y a aussi des problèmes liés aux perspectives et à l'absence de marché, notamment pour les femmes. En conséquence, nos produits restent ici, à Lompoul. Nous achetons du poisson et le conservons, mais il n'y a pas de marché », Diari Ka- Lompoul-Sur-Mer (F)

«Après avoir passé un temps considérable à cultiver des oignons, nous ne pouvons même pas aller au marché parce que les coûts de transport sont élevés », Moussa Ngom – Potou (H)

Encadré 8: L'histoire d'Absa

Je viens du village de Potou, dans la région de Niayes. Je participe aussi à des activités de maraîchage avec un certain nombre d'ami(e)s. Le travail, c'est tout ce que nous savons faire. Nous travaillons de l'aube au coucher du soleil et rechargeons nos batteries pour aller dans les champs, parce que nous travaillons tard dans la nuit. Nous avons cultivé beaucoup d'oignons, mais il n'y a pas de marché où vendre nos produits. Nous n'avons pas d'endroit où stocker notre production, alors elle a tendance à pourrir. Pire, nous n'avons pas non plus de route pour la transporter. Nous avons des terres fertiles ici, à Potou, mais nos problèmes sont liés aux importations, qui font contrepoids à nos ventes. Nous avons des cimetières d'oignons enterrés partout. Ce que nous produisons pourrait être vendu à l'étranger, mais nous n'avons pas les moyens de le faire », Absa Bâ – Potou (F)

e) Absence de crédit et de mécanismes financiers adaptés

“L'accès au crédit pourrait favoriser l'essor des échanges ruraux”

{Objectif de développement du millénaire n°8: Création d'un partenariat mondial en faveur du développement}

Les facilités de crédit sont souvent impossibles à obtenir et dans certains villages, où la mobilisation sociale est faible, les femmes n'ont aucun moyen de se lancer dans la recherche de nouveaux marchés ou dans la création d'entreprise. Elles n'ont le plus souvent quasiment aucun des ingrédients de base nécessaires pour accaparer le marché: capital, information, facteurs de production agricoles, engrais, voire semences. Il est clair que les contraintes énoncées ci-dessus touchent les femmes aussi bien que les hommes, mais les premières sont invariablement plus mal loties, étant donné qu'elles manquent généralement des compétences de base. Nombre de femmes ne peuvent apporter de garantie, sous forme de terre ni de capital, ce qui en fait donc des débiteurs moins intéressants aux yeux de créanciers ou de prêteurs potentiels.

Encadré 9: L'accès limité au crédit et ses implications pour les pauvres des zones rurales

« Les communautés ignorent généralement les opportunités de crédit. En outre, les procédures bancaires sont trop rigoureuses et les taux d'intérêt trop élevés, alors nous ne pouvons pas rembourser nos dettes. Les groupes de crédit n'existent pas. Il y a bien les tontines (crédits tournants), qui sont une solution possible, mais ce n'est pas assez », Saer Gueye – Potou (H)

“Comme nous n'avons pas de crédit, nous restons des perdants », Assane Sow – Lompoul-Sur- Mer (H)

f) Insuffisance des compétences et manque d'accès à l'information

“L'information sur les marchés, les opportunités de crédit et les technologies adaptées peut amener de réels changements”

L'information joue un rôle déterminant pour favoriser les opportunités commerciales. Fréquemment, les femmes ignorent quelles pratiques agricoles aggravent la dégradation de l'environnement et mettent en péril la sécurité alimentaire. Pour que les pauvres puissent être compétitifs sur les marchés locaux, il faudrait que les décideurs revoient les politiques agricoles actuelles et introduisent de nouvelles mesures en faveur des petits commerces et de l'accès à de nouvelles opportunités commerciales pour les femmes et les hommes. Au Sénégal, le potentiel lié à la transformation des aliments est considérable, mais les infrastructures de base sont inexistantes et l'information limitée quant aux techniques de conservation des aliments.

Partie I

B. Solutions potentielles – L'énergie en tant que moteur pour l'approvisionnement en eau et l'amélioration de la production alimentaire

Les communautés rurales ne font pas toujours le lien entre l'eau et l'énergie, ni entre la transformation des aliments et l'énergie, bien que l'énergie soit indispensable à la fois pour l'approvisionnement en eau courante et, à différents stades, pour la transformation des aliments. L'énergie intervient dans tous les aspects de la vie humaine. De même, l'eau est aussi l'essence de la vie et constitue un facteur de production indispensable pour les activités humaines et productives. Comme en témoigne Bangali Touré, du village de Bantantinty:



« L'eau est le début et la fin de nos problèmes. Nous avons besoin d'eau pour des raisons d'hygiène. Si nous ne sommes pas en bonne santé, c'est parce que l'eau est à la base du problème. Si nous voulons changer nos habitudes alimentaires, nous avons besoin d'eau et si nous mourrons de faim, c'est à cause du manque d'eau ».

L'approvisionnement en eau dépend de la disponibilité d'énergie. L'eau et l'énergie sont intimement liées. Toutefois, les communautés rurales ne sont pas les seules à ne pas faire le lien entre l'énergie et l'eau. Les décideurs ont eux aussi tendance à formuler des politiques indépendantes en matière d'énergie et d'eau. Des questions du type: "Dans quelle mesure le manque d'eau ou la concurrence pour l'eau influent-ils sur la politique énergétique ?" sont rarement posées. Réciproquement, la production d'énergie nécessite de l'eau, notamment en ce qui concerne l'hydroélectricité ou la géothermie. Les pénuries dans un secteur (l'énergie ou l'eau) aggravent généralement les problèmes dans l'autre.

Hormis ces liens d'ordre technique, l'énergie est nécessaire pour pomper et chauffer l'eau utilisée pour laver, boire et préparer les aliments. Les communautés rurales doivent souvent avoir recours à la méthode des trois pierres pour cuisiner, alors que des dispositifs énergétiques tels que des chauffe-eau solaires pourraient être plus efficaces. Les systèmes photovoltaïques et les digesteurs de biogaz peuvent être utilisés pour le pompage de l'eau, le chauffage et/ou la production d'électricité. Des systèmes énergétiques efficaces peuvent également aider les femmes à traiter correctement l'eau insalubre. Toutefois, étant donné la rareté des ressources énergétiques, les femmes ont tendance à prendre des raccourcis et l'eau est consommée sans les précautions qui s'imposent. Des services énergétiques modernes permettraient aux communautés rurales de bénéficier d'eau courante et de ne plus être obligées d'utiliser l'eau des puits, qui présente généralement des risques élevés pour la santé et la sécurité. Ces risques pourraient être considérablement réduits si des services énergétiques tels que l'électricité étaient disponibles pour faciliter le pompage et le réchauffage de l'eau ou si, au lieu

d'énergie à base de biomasse, les femmes pouvaient bénéficier des services de réchauds alimentés au gaz de pétrole liquéfié.

De même, des interventions efficaces en matière d'énergie peuvent aider les activités agricoles à bénéficier d'un accès accru à l'énergie, étant donné que l'essentiel de la production agricole dépend de l'énergie. L'agriculture est considérée comme ayant un double rôle, à la fois comme utilisateur et comme fournisseur d'énergie, notamment sous forme de biocombustible.⁶ Certains experts diraient que la raison pour laquelle l'agriculture ne parvient pas à faire sortir les populations rurales du piège de la pauvreté réside en partie dans le manque d'accès à des formes d'énergie efficaces, la puissance énergétique étant essentielle à tous les niveaux de la chaîne alimentaire et du développement agricole (pompage de l'eau, irrigation, culture des semis et transformation des aliments après la récolte). L'agriculture durable repose en grande partie sur l'utilisation de systèmes et de services énergétiques modernes, mais dans nombre de pays en développement, de telles améliorations dépassent les capacités financières des gouvernements nationaux et des agriculteurs locaux. Les services énergétiques s'avèrent essentiels pour la gestion des forêts, la pêche et les activités agricoles. La sécurité alimentaire est donc intimement liée à la sécurité, à l'accès et à la consommation en matière d'énergie. En conséquence, faire le lien entre le déficit énergétique rural et une prise de décision efficace peut élargir l'accès à des technologies agricoles plus performantes et améliorer la vie des pauvres des zones rurales.

Il arrive souvent que ni les femmes ni les hommes ne puissent faire la transition vers de nouvelles activités durables et la diversification agricole reste un rêve inaccessible pour la plupart des pauvres des zones rurales. L'approvisionnement en engrais et en autres facteurs de production nécessaires repose également sur l'énergie. Un certain nombre d'agriculteurs dans les villages étudiés ont évoqué le manque d'engrais et de facteurs de production agricoles comme étant l'une des causes directes de la pauvreté. L'utilisation d'engrais pourrait permettre d'améliorer la productivité, les engrais minéraux, les pesticides chimiques et les herbicides dépendant tous d'énergie pour leur production.⁷

La médiocrité des systèmes énergétiques signifie que dans nombre de pays en développement, les denrées alimentaires ne sont pas exploitées dans l'optique des marchés requis ni des normes internationales, et ce généralement pour une question de coût. Par exemple, les familles rurales moyennes n'ont souvent pas les moyens d'acquérir des séchoirs solaires pour le poisson ou la conservation des fruits. Parallèlement, un certain nombre de technologies appropriées conçues dans les pays en développement ont connu des résultats mitigés faute d'une prise en compte suffisante de considérations d'ordre social, politique et liées aux disparités entre hommes et femmes. Pourtant, l'importance des liens entre l'énergie et l'agriculture a été largement minimisée et ne fait généralement pas l'objet de la recherche adéquate, malgré le caractère indispensable de l'énergie à tous les stades de la production agricole. Une grande part de l'activité agricole repose toujours sur la force animale et humaine. Ces deux sources d'énergie continuent d'être les parents pauvres des études en matière d'énergie.

Dans le domaine de la transformation des aliments, l'énergie reste un facteur de production essentiel. Les opérations consécutives à la récolte, le séchage, la manutention et l'emballage des aliments nécessitent tous un apport énergétique. Les femmes du village de Lompoul, qui ont l'habitude de sécher le poisson à l'aide de méthodes traditionnelles (au moyen de bois de feu), ont fait part de problèmes liés à l'hygiène. En effet, le séchage a généralement lieu en plein air et les aliments sont contaminés par les mouches, le sable et d'autres particules. La qualité des aliments transformés de cette manière n'a souvent rien de comparable avec celle des denrées ayant bénéficié de systèmes énergétiques efficaces. Dans le village de Bantantinty, les femmes affirment que leur pâte d'arachide a gagné en douceur et en qualité grâce à l'utilisation du moulin offert par la plateforme multifonctionnelle. Les méthodes agro-alimentaires peuvent permettre de transformer les cultures moissonnées en produits alimentaires, par le biais de processus allant de la conservation à la

⁶ Source Internet: <http://www.fao.org/DOCREP/003/X8054E/x8054e00.htm> _ The Energy and Agriculture Nexus – Rapport de la FAO. Dernière consultation en juillet 2004.

⁷ Source Internet: <http://www.fao.org/DOCREP/003/X8054E/x8054e00.htm> _ The Energy and Agriculture Nexus – Rapport de la FAO. Dernière consultation en juillet 2004.

transformation du riz, du poisson, de la farine et d'autres produits de base. En outre, les industries agro-alimentaires, telles que les moulins à sucre, peuvent jouer un double rôle en devenant autosuffisantes du point de vue énergétique (par la conservation des résidus de biomasse), tout en assurant une fonction de production d'énergie.⁸

Dans la région de Niayes, les femmes se félicitent de bénéficier de sols et de nutriments de bonne qualité, mais beaucoup souhaiteraient se lancer dans la transformation des aliments et vendre leur production à l'échelle régionale, à condition d'avoir accès à de meilleurs services énergétiques. Le fait d'avoir les qualifications et les compétences nécessaires est crucial pour aider les femmes à comprendre les différentes étapes de la transformation des aliments, de manière à ce que les denrées qu'elles produisent soient conformes aux normes sanitaires et internationales requises. A l'heure actuelle, les femmes doivent vendre leur production quasiment dès sa récolte, afin d'éviter que les denrées périssables ne deviennent invendables et ne soient perdues. Les femmes de Potou ont évoqué de manière métaphorique les cimetières d'oignons qui doivent être jetés, faute de moyens de transport et de lieux de stockage adaptés qui leur permettraient de créer de la valeur ajoutée à partir de leur récolte.

Enfin, une meilleure utilisation de la biomasse et des systèmes énergétiques plus efficaces peuvent contribuer à réduire les risques associés à la cuisine, notamment en termes de pollution intradomiciliaire² et de maladies respiratoires, qui font plusieurs milliers de victimes chaque année. Les fourneaux améliorés, là où ils ont été introduits, ont remporté un succès relatif, en termes d'économies d'énergie aussi bien que de rentabilité et de réduction des risques pour la santé.⁹ Toutefois, leur diffusion et leur utilisation sont variables et la plupart des femmes des zones rurales ont tendance à mettre ces fourneaux de côté au moindre problème et à retourner à leurs anciennes méthodes de cuisine.

Les liens entre l'énergie et l'agriculture ont déjà été reconnus à l'échelle internationale. L'Agenda 21 et la 8ème Commission pour le Développement Durable (CDD8) font référence à cette interdépendance. L'Agenda 21 reconnaît la nécessité d'une agriculture durable en tant qu'élément essentiel pour la sécurité alimentaire et préconise une transition énergétique rurale pour aider à inverser la tendance actuelle à la faible productivité agricole, notamment en Afrique. Pour ce faire, il est indispensable d'augmenter l'utilisation des sources d'énergies nouvelles et renouvelables et d'avoir recours à des technologies permettant d'améliorer le rendement énergétique et la production alimentaire. Ceci dit, bien que la sensibilisation internationale existe, les politiques nationales semblent être à la traîne.

Dans le même temps, la féminisation de l'agriculture n'a pas réellement provoqué de révolution verte pour les femmes ni pour les hommes et leur niveau de revenu n'a pas connu d'amélioration notable. Les politiques macro-économiques associées à la nature prédatrice de l'économie mondialisée ont également, dans une certaine mesure, contribué à maintenir les femmes dans la pauvreté et à aggraver leur état de subordination. Les décideurs n'ont pas réussi à réaliser suffisamment de percées dans le domaine des inégalités entre hommes et femmes pour améliorer le statut et la situation socio-économique des femmes dans le secteur agricole. Les planificateurs du développement, pas plus que les décideurs, n'ont su tirer parti des liens ni des opportunités dans l'énergie et l'agriculture, en tant que composantes fondamentales du développement rural intégré. De même, les politiques mises en oeuvre n'ont pas su satisfaire les besoins en matière de développement rural en trouvant les moyens pratiques de faire fonctionner les deux secteurs afin d'alléger la pression liée à l'insécurité alimentaire et à l'augmentation de la pauvreté.

Les décideurs doivent prendre conscience du fait que le rôle des femmes dans l'agriculture est resté largement ignoré, bien qu'elles constituent la main-d'œuvre active dans ce secteur. Le rôle des femmes

⁸ Source Internet: <http://www.fao.org/DOCREP/003/X8054E/x8054e00.htm> _ The Energy and Agriculture Nexus – Rapport de la FAO. Dernière consultation en juillet 2004.

⁹ Voir Njenga, B.K. "Upesi Rural Stoves Project" in Karlsson, G.V. **Generating Opportunities: Case Studies on Energy and Women**, United Nations Development Programme Publication, New York, NY, 2001, pp 44-51

dans des secteurs-clés du développement a généralement souffert d'invisibilité, notamment dans le secteur agricole¹⁰. La mise en place de technologies énergétiques adaptées, de dispositifs permettant d'économiser l'énergie et d'un renforcement des compétences, permettrait aux femmes de récolter quelques dividendes dans ce secteur important et de contribuer à accroître la sécurité alimentaire dans la région. La contribution des femmes à la production alimentaire est évidente et pourtant largement dévaluée et sous-productive, tandis qu'elles continuent de jongler avec des tâches ménagères croissantes et un travail productif non rémunéré.

L'énergie joue un rôle-clé dans le développement social et économique, de la même manière que la production agricole demeure le pilier de la plupart des pays africains, Sénégal inclus. Aujourd'hui, 73,7% des communautés rurales du Sénégal sont employées de manière active dans l'agriculture et pourtant le pays est importateur net de denrées alimentaires. La nourriture et l'approvisionnement en eau sont vitaux pour la sécurité humaine et les communautés rurales profiteront largement d'un accès accru à l'énergie. Les femmes comme les hommes pourraient tirer parti d'innovations agricoles grâce à un meilleur accès à l'énergie, à des systèmes efficaces et à un renforcement des compétences.

¹⁰ Lewis, B.C. **Invisible farmers: Women and the Crisis in Agriculture** – Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington D.C. 1981, p 1.

Partie II

A. Histoires de pauvreté énergétique et de ses implications pour les femmes

« L'égalité entre les hommes et les femmes représente plus qu'un objectif en soi. Il s'agit d'une condition préalable pour relever le défi de réduire la pauvreté, de favoriser le développement durable et d'instaurer une bonne gouvernance ». - Koffi Anan



«Aujourd'hui, environ 1,6 milliards de personnes dans le monde n'ont accès à aucune forme d'énergie commerciale moderne. La plupart de ces personnes vivent dans les pays en développement, principalement en milieu rural ou au sein de communautés isolées. La pauvreté énergétique est la principale cause de leurs mauvaises conditions de vie et de leurs perspectives limitées. En réalité, cette situation constitue un défi social aux implications considérables pour la paix, la prospérité et le progrès dans le monde ». Gerald Ducet – Secrétaire Général – Conseil mondial de l'énergie

Le combustible à base de biomasse constitue la principale source d'énergie au Sénégal. Cependant, les problèmes liés à la dégradation de l'environnement, au défrichage des terres, au surpâturage, à la déforestation, à la sécheresse et à la désertification accentuent la pression sur des ressources forestières en diminution. La pauvreté a de graves effets négatifs sur l'environnement étant donné que les pauvres, s'ils protègent leurs terres, ont également tendance à dégrader ces mêmes terres en tentant d'assurer leur subsistance. La faible disponibilité de bois de feu fait pression sur les femmes et les enfants et accentue également leur vulnérabilité. Parallèlement, l'industrie du charbon et du bois de feu est largement contrôlée par des « poids lourds » originaires de Dakar, généralement des hommes. Cela signifie que les communautés rurales se trouvent doublement exposées. Elles doivent parcourir à pied des distances de plus en plus longues pour collecter du bois, pour ne rapporter parfois que quelques brindilles à la maison. En outre, les bénéfices tirés de la commercialisation de bois ne restent pas dans les villages, mais profitent à des citadins. Des projets tels que le Projet d'Appui Entreprenariat Paysan (PAEP), géré par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), ont tenté de faire en sorte que les communautés profitent directement des ressources forestières. La commercialisation du filao dans la région sénégalaise des Niayes illustre le cas de communautés à qui il est demandé de planter des arbres pour se protéger de l'avancement des dunes de sable et d'employer les recettes tirées de la commercialisation de ces arbres à des fins d'autosubsistance. Toutefois, bien que ce projet ait assez bien réussi, la médaille a son revers et certaines communautés ont le sentiment d'avoir bénéficié de ces activités, tandis que d'autres considèrent les avantages comme marginaux. Néanmoins, la disponibilité de biomasse telle que le bois de feu devient un grave problème avec la poursuite de la déforestation à un rythme soutenu et de la dégradation des conditions environnementales. La pauvreté énergétique qui en résulte continue d'avoir sur l'existence des femmes et des hommes pauvres des effets considérables du point de vue social, économique et environnemental.

a) Contraintes actuelles liées à la pauvreté énergétique et implications pour les femmes

«La pauvreté énergétique affecte particulièrement les femmes et les enfants »

Encadré 10: L'histoire de Yuli

J'ai déchiré mes vêtements dans la forêt, où j'étais allée ramasser du bois de feu. J'ai deux enfants et nous faisons généralement les corvées à tour de rôle : l'un puise de l'eau et l'autre collecte du bois. Le problème empire pendant le mois du Ramadan, parce que nous devons alors faire deux voyages, un le matin et un autre le soir. C'est très dur de jeûner tout en effectuant des tâches pénibles, mais nous devons le faire car sinon nous mourrions de faim. Pour aggraver encore les choses, nous n'avons pas de médicaments quand nous nous blessons. Yuli Diallo – Ibel (F)

Encadré 11: L'histoire de Souna

J'ai commencé à cuisiner hier après-midi, mais je n'avais pas de bois de feu, alors j'ai dû utiliser un vieux seau en plastique pour terminer ma cuisine. La nourriture n'était toujours pas assez cuite, alors j'ai décidé d'utiliser de vieux draps. Mon mari a dit qu'il n'était pas sûr que la nourriture serait mangeable à cause de mon mélange de combustibles. Je me suis mise à pleurer et ma fille est venue voir ce qui n'allait pas. J'ai prétendu que c'était la fumée qui me piquait les yeux. Souna Diouf – Gadiag (F)

Encadré 12: L'histoire de Ndella

Je suis allée moudre mes arachides, mais j'étais si fatiguée de toutes les tâches ménagères que j'avais faites que je tombais de fatigue et ne voyais plus correctement. J'ai dû m'allonger à côté de la pile d'arachides pour récupérer, parce que je n'étais plus capable de grand-chose. J'ai pris ma calebasse et suis retournée au village. En arrivant, j'ai vu que ma fille avait commencé à préparer le dîner. J'avais passé toute la journée à transformer des aliments et je ne pouvais même plus moudre mes arachides pour le dîner parce que j'étais épuisée. Je suis allée directement me coucher, sans réciter mes prières ni manger. Ndella – Ngueye Ngueye (F)

Encadré 13: L'histoire d'Awa

Je jeûnais et il était environ 2 heures de l'après-midi, pendant le mois du Ramadan. J'ai quitté le village pour aller chercher de l'eau, mais le puits ne fonctionnait pas. J'avais déjà transformé une partie de mes grains de millet, mais ce n'était pas suffisant pour nourrir la famille. Alors, j'ai dû marcher pendant encore 5 kilomètres jusqu'au village voisin pour aller chercher de l'eau. J'ai décidé de prendre le reste du millet dans le sac et de tuer deux oiseaux avec une pierre, mais le moulin ne fonctionnait pas non plus. Alors, je suis rentrée au village et j'ai sorti le pilon et le mortier. J'ai demandé à ma fille d'allumer le feu et de commencer la cuisine. Je pleurais tout en pilonnant parce que j'étais à bout de forces. Je ne voyais même plus ce que je faisais et ne me suis pas rendue compte que ma fille de 2 ans avait mis sa main dans le mortier et que je lui avais écrasé le doigt tellement j'étais fatiguée. J'ai dû tout abandonner pour l'emmener d'urgence au centre de soins le plus proche. Awa Ndione – Ndongol (F)

Comme cela a été dit ci-dessus, la pauvreté énergétique continue de toucher plus durement les femmes. Ces dernières passent un temps considérable à collecter du bois de feu. Avec l'allongement des distances, dû en partie à la déforestation, la collecte du bois de feu est devenue une activité qui exige beaucoup de temps et d'énergie à la femme rurale moyenne. Invariablement, les jeunes filles sont aussi réquisitionnées pour aider leur mère et alléger ainsi leur fardeau. Les femmes sont aussi victimes de blessures, de coupures et d'hématomes. Ce qui transparaît de cette étude, c'est que les

préoccupations d'ordre énergétique vont de la cuisine à la transformation des aliments, en passant par l'éclairage. Les femmes comme les hommes doivent acheter du kérosène pour alimenter leurs lampes. En milieu rural, ce n'est pas toujours possible et cela implique de vivre dans une sorte de pénombre.

« Nous utilisons du bois de feu pour cuisiner parce que nous n'avons pas le choix; autrement, nous mourrions de faim. La fumée nous pique les yeux. Si j'avais un fourneau à gaz, ce serait mieux, mais où trouverais-je l'argent pour acheter la bouteille de gaz? 1500 francs CFA¹¹ pour une recharge trois fois par mois, ce n'est pas facile à trouver » Daba Leye – Sinthou Dara (F)

“Aucun homme sur terre ne voudrait voir sa femme souffrir. Nous aimerions que les choses changent. Nous n'aimons pas les voir moudre avec le pilon et le mortier, puis aller chercher de l'eau et du bois de feu ; c'est trop de travail que de faire toutes ces corvées ». – Tambaye Diallo - Ibel (H)

“Le bois de feu est un grave problème. Nous devons beaucoup marcher pour le ramasser. Si le bois est mouillé, alors c'est encore un autre problème. Très souvent, nous n'avons pas de charrette pour transporter le bois, alors nous devons le porter sur la tête ou sur le dos ». Binta Sow – Sourouyel (F)

b) Systèmes énergétiques domestiques inefficaces et accès limité aux services énergétiques

“Des ressources énergétiques limitées sont synonymes de choix limités”

La majeure partie des aliments consommés dans les villages ruraux est à base de céréales et doit souvent être transformée pour devenir comestible. En raison du manque d'équipement, l'essentiel de la transformation des aliments doit être effectué manuellement. En conséquence, après avoir accompli les tâches matinales, les femmes doivent passer le reste de la journée à moudre, ce qui les épuise et les rend incapables de s'occuper correctement de leurs enfants. Cette activité longue et fatigante occupe une grande partie du temps des femmes rurales et empêche souvent les filles de poursuivre leur éducation. Dans les villages dotés de moulins, les femmes rurales jouissent d'un peu de répit, mais elles restent à la merci de machines défectueuses du fait de problèmes techniques ou plus simplement de la distance, sans parler du facteur coût. Dans les villages où la plateforme multifonctionnelle a été introduite avec succès, les femmes considèrent cette dernière comme leur planche de salut, étant donné qu'elles sont désormais débarrassées de longues heures de concassage. En conséquence, dans ces villages, le pilon et le mortier sont devenus des anachronismes et ont été relégués dans l'arrière-cour, à des fins purement décoratives. Résoudre la pauvreté énergétique rurale implique de fournir des équipements permettant d'économiser l'énergie et d'aider les femmes à transformer plus rapidement leurs denrées alimentaires et à utiliser les machines de manière rentable en commercialisant des produits tels que la pâte d'arachide, la pâte de karité et les céréales. Parallèlement, dans le village de Lompoul, où la plupart des femmes vivent de la mer et des activités liées à la pêche, des séchoirs solaires pourraient apporter une aide considérable pour le séchage du poisson et l'obtention de produits répondant aux critères sanitaires requis.

“Laissez-moi vous montrer le pilon et le mortier qui nous tueront » -Boule Dioum – Gadiag (F)

“Regardez nos mains; elles sont ridées” - Satou Faye –Ngueye Ngueye (F)

“Nos vies s'amélioreraient si nous avions un moulin. Nous serions en meilleure santé parce que notre corps a tendance à nous faire beaucoup souffrir, surtout à cause du mouvement répétitif du concassage avec le pilon et le mortier pendant de longues heures. Un moulin serait aussi utile pour les enfants, parce qu'ils ne seraient plus en retard à l'école” Souna Diouf - Gadiag (F)

¹¹ Cette somme correspond à environ 2,77 \$ (\$ US)

Au fur et à mesure que le bois de feu se raréfie et que le prix du charbon augmente, les femmes doivent s'adapter à de nouvelles conditions. En conséquence, selon le contexte géographique et la proximité d'arbres, les options de cuisine diminuent, mais les risques d'inhalation de fumées toxiques nocives pour la santé augmentent. Pour satisfaire les besoins en matière de cuisine, les femmes doivent souvent avoir recours à la bouse de vache, ainsi qu'aux enveloppes et aux tiges de millet. Dans les régions où les sources d'énergie sont encore plus rares, les options actuelles illustrent une tendance encore plus désespérée et alarmante, avec par exemple l'utilisation de vieux ustensiles en plastique. Cuisiner avec de tels combustibles ou stimulants toxiques et peu calorifiques signifie que les repas sont mal cuits et leur valeur nutritionnelle fortement réduite. Ceci, associé aux dangers pour la santé des feux en plein air et aux maladies aiguës de l'appareil respiratoire, constitue un phénomène inquiétant qui devrait être mieux pris en compte par les décideurs et les autres partenaires. En outre, d'autres problèmes, tels que l'odeur et le goût transmis aux aliments, peuvent causer beaucoup de tort aux femmes pauvres des zones rurales.

«Cuisiner avec des enveloppes de millet est inacceptable. Nous devons utiliser de vieux seaux en plastique pour palier le manque de combustible ». Fatma Thiaw – Ngueye Ngueye (F)

«Nous devons faire face à des problèmes liés au bois de feu. Je ne peux pas faire chauffer deux casseroles pour préparer deux sauces différentes. J'utilise de petites branches et des enveloppes de millet pour cuisiner. Nous sommes forcées de préparer un repas pendant la journée et d'en garder pour le soir. Nous avons l'électricité, mais toutes les ampoules ont sauté. Notre région a été surnommée "la région de l'obscurité" » - Yadicone Diouf – Ngueye Ngueye (F)

« Il devient difficile de cuisiner avec des enveloppes de millet. Elles donnent des démangeaisons et laissent un arrière-goût, sans parler de la fumée, mais nous ne savons plus quoi faire » - Satou Faye – Ngueye Ngueye (F)

«Nous avons des fourneaux améliorés, mais le problème est qu'ils ont tendance à mettre le feu à nos cases. Les enveloppes ne se consomment pas toutes, si bien que même quand elles ont l'air éteintes, elles continuent de brûler » - Fatma Thiaw – Ngueye Ngueye (F)

«Nous avons de nombreux problèmes liés au manque d'éclairage. Beaucoup de gens vont d'un endroit à l'autre en utilisant des lampes de poche. La consommation de kérosène et le type de lampes que nous utilisons sont totalement inadaptés. La mèche a tendance à dégager une fumée noire de suie, si bien que quand on crache, il y a des traces de suie dans notre salive » - Brigitte Thiaw – Ngueye Ngueye (F)

« Nos casseroles s'usent quand on utilise ce genre de fourneau » - Ngoné Diouf – Ngueye Ngueye (F)

c) La gestion des forêts et ses implications pour les pauvres

«Les politiques et les règlements en matière de forêts et de conservation des arbres pénalisent souvent davantage les pauvres »

Du fait de la dégradation croissante de l'environnement et du rythme alarmant de la déforestation, des règles plus sévères en matière d'environnement doivent être mises en place et appliquées. Toutefois, ces mesures draconiennes ont tendance à pénaliser davantage les pauvres des zones rurales et à réduire considérablement leurs choix en termes d'énergie. Au Sénégal, des agents du Ministère des eaux et forêts ont fait appliquer des lois très sévères pour dissuader les communautés de couper des arbres sans un permis valable. Les communautés sont incitées à participer à la gestion de l'environnement, mais il s'agit d'un processus à long terme, alors que leur besoin de bois de feu est immédiat. Néanmoins, malgré les efforts du service forestier en vue d'intégrer les connaissances locales des femmes dans le cadre de la participation des communautés, celles-ci sont encore loin d'être prises en compte.

“Le matin, à 10 heures, avant d’avoir fini nos tâches ménagères, nous partons ramasser du bois mort pour préparer le déjeuner. Le combustible est rare par ici; le peu de bois qui reste est surveillé et on peut recevoir une amende” – Brigitte Thiaw – Ngueye Ngueye (F)

« Les femmes sont plus concernées que les hommes, surtout quand il s’agit du bois de feu. Nous n’avons pas de bois, ni d’argent pour en acheter, et on nous condamne à une amende si on nous prend en train de couper des arbres pour faire du bois de feu » – Diabou Diouf – Ngueye Ngueye (F)

d) Gravier les échelons de l’”insaisissable” échelle énergétique

“La réussite de la transition vers des combustibles modernes repose sur leur caractère abordable et sur leur disponibilité”

La satisfaction des besoins fondamentaux, notamment au sein des communautés rurales, dépasse le simple approvisionnement en services énergétiques. Pour que le développement rural prenne racine, il faut passer de l’utilisation d’énergie à base de biomasse à des formes plus efficaces de ressources et de services énergétiques. Toutefois, la pauvreté en termes de revenu constitue le principal obstacle pour gravir les échelons de l’échelle énergétique. Beaucoup de femmes ont recours à l’énergie à base de biomasse non par choix, mais parce que c’est tout ce que leur revenu leur permet. Même quand les revenus dépassent la moyenne, de nombreuses personnes considèrent le bois de feu et le charbon comme plus avantageux, préférant épargner leurs précieuses ressources pour d’autres besoins urgents. Très souvent, les communautés ont tendance à se mettre dans des situations à haut risque, où elles sont passibles d’amendes pour avoir enfreint les règlements coutumiers.

L’accès physique à l’électricité ne signifie pas toujours la fin de la crise énergétique rurale. Bien que l’accès à l’électricité soit important, notamment dans le contexte rural, elle ne constitue pas toujours la panacée face aux problèmes d’énergie et de développement. L’accès physique peut parfois créer un système à deux vitesses, dans lequel ceux qui ont le pouvoir d’achat bénéficient de l’alimentation en électricité, tandis que les personnes plus modestes s’en passent. Dans un certain nombre de villages pouvant être classés comme péri-urbains, l’électricité est disponible mais les coûts qui y sont liés s’avèrent prohibitifs pour les ménages moyens. L’approvisionnement électrique n’est donc pas rentable, en raison des faibles recettes qu’il génère. Invariablement, il existe des problèmes techniques liés à la distribution et à la charge, en raison de la densité de population. Dans le village de Diaoulé, bien que l’électricité soit disponible, les habitants ont tendance à ne pas faire confiance au fournisseur principal, la SENELEC, et considèrent qu’ils étaient bien mieux lotis lorsque le projet était géré par l’Office allemand de la coopération technique (GTZ). Le fait que l’électricité soit distribuée selon un principe de rotation donne à de nombreux villageois l’impression de se trouver dans une situation quelque peu injuste, en ayant l’électricité sans l’avoir vraiment et en étant obligés d’avoir recours aux bougies, aux lampes à pétrole et à d’autres formes de combustibles inefficaces à l’ombre des lignes à haute tension.

“Nous avons l’électricité, mais l’approvisionnement n’est pas adapté. Pour cuire nos repas, nous devons chercher du combustible partout » - Iolé Faye – Diaoulé (F)

“L’électricité fonctionne selon un système à deux vitesses. Les riches y ont accès et les pauvres en sont privés. C’est une sorte de ségrégation. Au lieu de suivre les programmes établis pour la région, il y a de la corruption et les câbles sont détournés vers ceux qui payent. Le courant aussi est problématique. Les lampes ne s’allument pas. Nous avons introduit des mesures pour mettre en œuvre des programmes d’électrification, mais ils ont échoué. Il y a aussi des problèmes liés à l’entretien; beaucoup d’ampoules brûlées ne sont pas remplacées » – Malick Diouf – Diaoulé (H)

“Le système d’alimentation électrique n’est pas adapté. Quelquefois, il y a du courant pendant 2 heures d’affilée et à d’autres moments, il n’y en a pas. Pendant la saison des pluies, le voltage est réduit et cela pose des problèmes, surtout dans les centres de soins » – Aloyse Faye – Diaoulé (H)

«L'un de nos principaux problèmes est de trouver de l'argent pour acheter du kérosène » - Astou Dione – Ndongol (F)

« Nous en avons assez. L'accès à l'électricité est très cher ; nous aimerions que le réseau passe par notre maison, mais nous ne le pouvons pas à cause du coût » - Absa Bâ- Potou (F)

« J'ai un fourneau à gaz, mais cela fait un an que je ne m'en sers plus parce que la recharge coûte très cher »- Nombey Ndiaye – Bayakh (F)

«Quand on n'a même pas 25 francs¹² pour acheter des bouillons-cubes, on ne peut certainement pas s'acheter une bouteille de gaz » - Fatou Niang – Sinthou Diara (F)

« Nous avons perdu l'espoir d'avoir l'électricité. Nous avons l'habitude de nous en passer. Même si nous avons l'électricité, nous ne pourrions pas payer nos factures. Je n'aime pas être privé d'énergie. Hier, j'ai réveillé ma femme à 6 heures du matin pour préparer le petit déjeuner ; elle n'avait pas de torche pour sortir et n'avait pas de bois de feu non plus ». - Lamine Touré – Bantantinty (H)

Encadré 14: L'histoire de Lamine

*Nous vivons dans une obscurité totale. Quand nous n'avons pas de torche, nous marchons dans le noir et c'est ennuyeux. Nous sommes obligés d'utiliser du bois de feu pour éclairer nos cases parce que, très souvent, nous n'avons pas d'argent pour acheter du kérosène pour nos lampes. L'électricité est très importante parce qu'avec de l'électricité, on peut travailler à n'importe quelle heure du jour. L'absence d'électricité augmente le banditisme et l'insécurité. Dans les villages, la nuit, on a tendance à se cogner les uns aux autres, simplement parce qu'on ne voit pas où on va. **Lamine Touré – Bantantinty (H)***

Encadré 15: L'histoire de Saer

*Les femmes en ont assez. Elles sont occupées de 6 heures du matin à 11 heures du soir, alors elles n'ont de temps ni pour leur mari, ni pour leurs enfants. Le bois de feu est rare. Quand un homme contribue pour 30 francs aux dépenses du ménage, une femme y contribue trois fois plus¹³. Les femmes doivent aller au moulin pour moudre leur millet, puis louer une charrette pour le rapporter à la maison. Le village de Potou est à 18km, alors elles souffrent beaucoup pour y parvenir. De nombreuses femmes sont anémiques parce qu'elles n'ont pas les moyens de bénéficier d'un traitement post-natal. Beaucoup de garçons quittent le village, alors les femmes d'un certain âge continuent d'effectuer les mêmes tâches ménagères pénibles qu'elles accomplissent sans répit depuis leur jeunesse. Les hommes ont tendance à ne rien faire, depuis qu'ils ont pratiquement été remplacés par des travailleurs saisonniers ici, dans le village de Potou. Les enfants ont beaucoup de mal à apprendre leurs leçons, parce qu'ils ne bénéficient pas de conditions satisfaisantes. Nous participons à des activités de nettoyage dans le cadre d'un projet, mais les gens jettent des détritiques par terre, surtout pendant la nuit. Pourquoi ? Parce que sans électricité, il est impossible de les empêcher ou de surveiller. **Saer Gueye – Potou (H)***

¹² Cela équivaut à environ 0,05 \$ US.

¹³ Environ 0,06 \$ US.

Partie II

B. Solutions potentielles – L'intégration des services énergétiques à d'autres secteurs déterminants



Les services énergétiques peuvent profiter à tout un éventail de secteurs du développement, tels que l'éducation, la santé, le logement, l'eau et la salubrité, les transports, l'alimentation et l'agriculture. Très souvent, l'énergie rurale se voit limitée à l'électricité, mais les services énergétiques doivent être perçus au-delà des seules fins d'éclairage et de cuisine. Toutefois, il est important de considérer l'énergie comme une composante du développement faisant partie d'un ensemble de solutions plus complexe. Les liens ci-dessous donnent une idée de l'étendue des services énergétiques, au-delà de l'électricité rurale, et des rapports qu'ils entretiennent avec d'autres secteurs.

a) Lien entre l'énergie et l'éducation

“Les services énergétiques soutiennent et favorisent l'éducation”

Dans le contexte rural, la quête et la collecte désespérée de sources d'énergie traditionnelles et d'eau impliquent que les enfants, en particulier les filles, doivent aider leur mère à effectuer ces tâches. Leur éducation en pâtit, surtout dans une société où l'instruction des filles est de toute façon dépréciée et où on a tendance à les retirer de l'école dès la puberté pour les marier. En outre, la médiocrité de l'approvisionnement en services énergétiques condamne souvent les enfants à étudier à la lumière de combustibles à faible rendement, tels que le kérosène, les exposant ainsi à la pollution intradomestique et à des particules nocives. Les lampes alimentées au kérosène représentent une saignée considérable et permanente dans le budget des ménages et les familles sacrifient souvent à contrecœur l'éducation de leurs enfants plutôt que de les laisser travailler tard dans la nuit. En outre, les lampes au kérosène ont tendance à être particulièrement inefficaces.¹⁴ Les services énergétiques inciteraient également les enseignants à rester dans les zones rurales, qui sont synonymes de conditions difficiles et d'absence d'équipements sociaux. Le directeur de l'école de Bantantinty, M. Jawara, explique que presque tous les enseignants ont tendance à quitter le village avant le début officiel des vacances annuelles, sans achever le programme scolaire. L'absence d'équipements de base

¹⁴ *The Challenge of Rural Energy Poverty in Developing Countries*, Conseil mondial de l'Énergie et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Londres, 1999, p. 39.

et de développement des infrastructures incite les jeunes hommes à quitter leur village, laissant ainsi l'essentiel des activités de production et de subsistance aux femmes. L'électricité permettrait aux femmes de suivre des cours d'alphabétisation et de calcul, lesquels se déroulent généralement le soir, une fois les principales tâches ménagères accomplies. L'éducation est d'une importance considérable dans les zones rurales, où la dépendance des femmes est aggravée par leur dépendance vis-à-vis des hommes de leur famille pour des activités telles que la comptabilité. La sage-femme de Bantantinty explique que le manque d'éducation constitue pour elle un handicap considérable, étant donné qu'elle est incapable de noter l'heure des accouchements parce qu'elle ne sait ni lire l'heure, ni lire ni écrire. Sira Jawara, de Bantantinty déclare: « *En tant que sage-femme, je ne peux pas dire l'heure de l'accouchement ni écrire la date de naissance des enfants, parce que je suis illettrée* ».

Par ailleurs, la pauvreté énergétique a des conséquences négatives directes sur l'éducation. Les femmes doivent aller chercher du bois le matin pour préparer le petit déjeuner, ce qui prend du temps. Cela signifie que les enfants arrivent soit en retard à l'école, soit le ventre vide, ce qui influe sur leur travail et leur faculté de concentration. Marie Ngom, du village de Gadiag, témoigne: « *Le matin, je dois préparer le petit déjeuner. En conséquence, mes enfants arrivent en retard à l'école. Parfois, ils partent sans avoir déjeuné et sont incapables de suivre ce que dit le professeur. Ce sont précisément ces facteurs qui retentissent sur leurs résultats scolaires* ». D'autres facteurs, comme le manque de transports, entravent l'éducation dans les zones rurales, étant donné que les enfants sont contraints de parcourir de grandes distances à pied et arrivent souvent à l'école épuisés. Le manque d'installations scolaires et d'écoles secondaires pour les adolescents oblige beaucoup d'entre eux à se rendre dans les grandes villes où de telles installations existent. Toutefois, cela signifie souvent que leurs parents doivent contribuer à leur entretien, notamment auprès de la famille d'accueil, faute de quoi ils sont renvoyés dans leur village, leur éducation étant alors compromise. Le manque d'éducation constitue un obstacle considérable au développement. Comme Binta Sow, du village de Souroyel, en fait l'écho: « *Si vous ne savez pas écrire votre nom, vous ne pouvez pas vraiment appeler ça du développement* ».

« *Les enfants ne peuvent pas étudier le soir sans électricité* » - Bocar Diouf – Ngueye Ngueye (H)

« *L'absence d'électricité est un handicap majeur pour l'éducation de nos enfants. Nous sommes obligés d'utiliser des lampes au kérosène pour leur permettre d'apprendre leurs leçons, parce que nous ne pouvons pas utiliser de bois de feu pour cela* » - Lamine Touré – Bantantinty (H)

« *Si nous avions l'électricité, nous pourrions regarder la télévision et cela servirait d'outil de communication pour les élèves ; en plus cela nous encouragerait aussi à apprendre nos leçons* » - Mohammadou Touré – Etudiant – Bantantinty (H)

« *L'absence d'électricité empêche les étudiants de profiter des avantages offerts par les formes d'apprentissage audiovisuelles, parce qu'ils ne peuvent pas regarder de documentaires, lesquels constituent un outil pédagogique important. De plus, le manque d'éducation pose de nombreux problèmes, surtout aux femmes. En outre, la gestion de la plateforme multifonctionnelle est également très difficile pour les femmes, parce qu'elles ne sont pas instruites* » - Mr Diawara – Bantantinty (H)

« *Nous n'avons pas assez d'écoles pour nos enfants. De plus, si le père n'a pas d'argent pour le logement du garçon, celui-ci devra rentrer chez lui et perdra ainsi une année scolaire* » – Seydou Ndione - Ngueye Ngueye (H)

« *Cela nous fait de la peine de voir nos enfants apprendre leurs leçons à la lumière de lampes au kérosène ou de bougies* » – Hadijatou Diallo – Gouloumbou (F)

« *Comment acheter du kérosène pour permettre aux enfants d'étudier?* » - Sarju Signaté – Nétéboulou (H)



« Les problèmes en termes d'éducation sont apparus plus nettement depuis l'arrivée de la plateforme. Les femmes ne sont pas instruites et les hommes doivent écrire à leur place. J'espère qu'un jour viendra où elles pourront écrire toutes seules, parce que cela ne peut pas continuer ainsi » - Diamé Dumbuya – Nétéboulou (H)

« Nos enfants vont à l'école grâce à la plateforme multifonctionnelle » – Salimata Bâ – Souroyel (F)

b) Lien entre l'énergie et les transports

“Le manque de transports limite le développement et pose de nombreux problèmes aux communautés rurales”

La pénurie de transports constitue un problème courant dans les zones rurales. Dans les pays en développement, le parti pris de la communauté politique en faveur des centres urbains fait que l'argent et les ressources destinés à la construction et à l'entretien des routes se limitent généralement aux grandes villes, étant donné que c'est là que se trouvent les électeurs. En outre, du fait de la pauvreté rurale, il n'y a souvent pas assez de passagers pour rentabiliser le coût des transports et couvrir les dépenses potentielles des transporteurs. A cela s'ajoute la difficulté de gérer des transports en milieu rural, où les routes sont mauvaises, voire inexistantes. Comme dans beaucoup d'autres secteurs, les réseaux de transports ont de fortes racines coloniales. Dans nombre de pays africains, les grands projets routiers ont été privilégiés. Parallèlement, l'accès aux équipements sociaux dépend généralement de la disponibilité de moyens de transport, laquelle est également importante en tant que stratégie permettant d'économiser du temps et de la main-d'œuvre pour la collecte du combustible et de l'eau, l'accès aux centres de soins et aux écoles, et l'accès aux marchés. La pénurie de transports se traduit pour les femmes par la perte de débouchés, dans la mesure où elles n'ont pas les moyens de payer le prix du transport pour acheminer leurs marchandises du lieu de production au lieu de vente. En conséquence, les cultures vivrières locales finissent souvent par se gâter ou par devoir être vendues aux enchères. Du fait de restrictions culturelles et sociales, les femmes jouissent généralement d'une mobilité réduite, si bien que leurs choix en termes de transports sont limités comparés à ceux des hommes. En outre, les femmes sont généralement les grandes perdantes dans un contexte de contraintes liées aux transports, étant donné qu'elles sont tributaires de leur tête et de leur dos, courant le risque de graves blessures, voire, dans les pires cas, de fausses couches. Les femmes ont souvent besoin de se rendre dans des services médicaux spécialisés nécessitant plusieurs trajets vers des centres de soins et des hôpitaux. La pauvreté en termes de revenu et le manque de transports privent souvent les femmes de tels services vitaux.

« L'école est loin du village, à 4 km d'ici. Nous voulons que nos enfants étudient, mais les écoles sont loin. Le centre de soins est aussi à 5 km d'ici. Nous y allons en voiture à cheval, mais une femme peut mettre au monde son enfant avant d'être arrivée au centre de soins » - Fatou Bâ – Diaoulé (F)

« Nos élèves doivent aller étudier à Fatick et, à cause des problèmes de logement et de nourriture, les enfants ne peuvent se concentrer sur leurs études parce qu'ils sont fatigués et sous-alimentés. Pour mettre au monde nos bébés, nous devons aller jusqu'à Fatick ou Kaolack' – Oulimata Cissé – Ngueye Ngueye (F)

« Nous n'avons que des bicyclettes ici et on ne peut pas mettre une femme enceinte sur une bicyclette. Nous n'avons pas de "télécentres" pour appeler une ambulance, alors nous sommes obligés de faire 7 à 8 km à pied pour aller chercher l'infirmière, qui arrive parfois trop tard, une fois que le patient est déjà mort » - Fatou Bâ – Diaoulé (F)

« Pour transporter de grandes quantités de bois, nous avons vraiment besoin de voitures à cheval. Nous n'avons pas de tels moyens de transport et devons compter sur nos maris, qui refusent généralement de nous prêter leur charrette juste pour transporter du bois » - Néné Singnaté – Bantantinty (F)

c) L'énergie et l'eau dans le domaine sanitaire

“La médiocrité des installations sanitaires et le manque d'eau ont de graves conséquences sur la santé, alourdissant la pression qui pèse sur les pauvres des zones rurales”

Le manque d'eau et les installations sanitaires inadaptées ont tendance à aller de pair. Dans nombre de villages de cette étude, les conditions sanitaires s'avèrent réellement mauvaises et, dans certains cas, les communautés doivent se contenter d'aller dans la nature. Les services énergétiques peuvent apporter les bases d'un approvisionnement en eau propre et de conditions d'assainissement correctes, mais les familles pauvres n'ont pas les moyens de se payer ces services de base. Dans les zones rurales, les autorités locales n'ont pas l'assise financière pour investir dans des projets d'assainissement d'envergure. Les communautés locales doivent se débrouiller seules et souvent se contenter de conditions insalubres. Il n'est pas rare de voir des puits creusés à proximité de toilettes, d'où un risque important pour la santé. La pénurie d'eau propre oblige les femmes à prendre des risques qui mettent en péril leur santé et celle de leur famille, du fait de l'eau sale et polluée.

«Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de laver nos enfants avec du savon, parce que cela nécessite trop d'eau, alors les enfants ne sont pas vraiment propres. Nous secouons leurs vêtements pour en retirer la poussière et les leur remettons ensuite. Comment des enfants peuvent-ils être en bonne santé s'ils passent leur vie dans des vêtements sales? » – Farhana Kama – Gadiag (F)

«Nous n'avons pas de toilettes dans nos maisons. Les gens doivent se cacher derrière leur maison, mais il n'y a pas d'endroit où se cacher parce qu'il n'y a plus de forêts, alors nous restons à découvert » – Adama Faye – Gadiag (F)

«C'est parce que nous sommes discrets que nous ne voulons pas en parler, mais c'est très gênant de ne pas avoir de toilettes »– Mbekhé Kama – Gadiag (F)

«Nous avons des problèmes liés à l'accès à l'eau. Avec de l'eau, on peut faire du marâchage et aussi avoir une alimentation saine » - Tening Sarr Gadiag (F)

d) L'énergie et l'eau synonymes de vie

“L'eau et l'énergie sont intimement liées”

Le manque d'eau témoigne souvent d'un problème plus profond, celui de la pauvreté énergétique. L'énergie et l'eau peuvent dépendre l'une de l'autre. Pour bénéficier d'eau, il faut de l'énergie, notamment pour son extraction et sa distribution. Les formes d'énergie électrique, renouvelables et mécanique peuvent aussi jouer un rôle-clé dans l'alimentation en eau et dans le traitement de cette dernière. L'eau est également nécessaire pour produire de l'hydroélectricité et joue un rôle déterminant dans les phases intermédiaires de la production électrique. En ce qui concerne la production thermique, l'eau constitue un élément crucial pour préparer et acheminer le combustible. Mais si on laisse de côté les aspects techniques, l'eau et l'énergie sont toutes deux des composantes indispensables du développement et peuvent contribuer à stimuler le développement rural et à éviter les risques sanitaires. L'absence de l'une ou de l'autre modifie toute la dynamique de la société et peut entraîner d'autres problèmes et contraintes, notamment en termes de santé.

« Nos deux principales priorités sont la santé et l'eau, parce que sans eau on ne peut pas assurer la propreté. L'eau est à la base de tout. Pour laver les enfants correctement, une bassine d'eau est vraiment insuffisante » Marie Diouf – Gadiag (F)

« Sans eau, rien n'est possible » - Tida Waly – Bantantinty (F)

e) L'énergie et la santé

“Les services de santé sont réduits au minimum ou inexistantes là où la pauvreté énergétique prévaut”

L'inadéquation des soins constitue un problème répandu dans les treize villages étudiés. Du fait de la pauvreté énergétique, les soins sont souvent réduits à la distribution de comprimés contre le mal de tête, étant donné que faute d'électricité pour réfrigérer les médicaments, ceux-ci ne sont pas stockés ni conservés correctement. Dans de nombreux cas, les centres de soins semblent répondre à une demande électorale initiale, mais ces installations se réduisent souvent à une structure de briques et de mortier ne disposant pratiquement d'aucun médicament ce qui, dans des zones touchées par la malaria, constitue un problème supplémentaire auquel doivent faire face les communautés pauvres. Les femmes sont particulièrement exposées, dans la mesure où elles ne peuvent bénéficier de soins adaptés, par exemple de services prénataux, ce qui, vu la nature intensive de leur existence, constitue un problème de plus. Les difficultés de transport et la pauvreté ont toutes deux tendance à avoir un effet de chaîne sur les soins, les enfants en faisant les frais, notamment pendant la saison des pluies où ils sont plus vulnérables au virus de la malaria.

« Nous n'avons qu'un seul centre de soins qui n'est pas équipé. Il n'offre que des médicaments contre le mal de tête et on ne peut pas soigner tous les maux avec des cachets contre le mal de tête »
– Dieynaba Bâ – Ibel – (F)

« Nous sommes loin du dispensaire. Nous avons bien reçu des moustiquaires, mais ce qu'on obtient n'est rien comparé à ce que reçoivent ceux qui sont à côté du centre de soins » – Mbekhé Kama – Gadiag (F)

« La santé devrait être une priorité absolue étant donné que sans la santé, on n'a rien. Les femmes des villages n'ont pas l'équipement nécessaire et lors des accouchements, elles utilisent des lames pour couper le cordon ombilical et certaines accouchent même par terre. Ce sont là des situations à risque »– Muhamadou Touré – Bantantinty (H)

« Nous ne pouvons rien faire sans une bonne santé. C'est capital pour la mère. En dehors de la malaria, toutes les femmes souffrent de douleurs du dos et de problèmes oculaires à cause de la fumée » - Fatou Yade – Ngueye Ngueye (F)

f) L'énergie, l'alimentation et l'agriculture

“Les services énergétiques pourraient favoriser la production alimentaire et agricole”

L'énergie peut servir de catalyseur pour augmenter la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Toutefois, ce fait reste souvent ignoré dans la formulation des politiques agricoles. La transformation des aliments, parallèlement, dépend en grande partie des services énergétiques et la plupart des cultures vivrières doivent subir plusieurs étapes de transformation. Grâce à des systèmes énergétiques efficaces, les femmes peuvent gagner beaucoup de temps et utiliser ce type de dispositifs pour transformer leurs récoltes et en augmenter ainsi la valeur marchande. L'accès à l'électricité ou à d'autres formes de biocombustibles pourrait faciliter la transformation des aliments. Toutefois, l'utilisation de systèmes énergétiques efficaces dans les zones rurales reste généralement minime et limitée à des projets aux résultats peu durables. Des dispositifs tels que la plateforme multifonctionnelle ont un peu soulagé les femmes, leur apportant des produits de meilleure qualité et augmentant leurs bénéfices.

“Nous participons à de nombreuses activités telles que le maraîchage, l'élevage de bétail et de volailles et la pêche. Nous n'avons pas de problèmes de diversification de nos activités. Nous cultivons des oignons, mais ils ne valent rien parce qu'ils pourrissent car nous n'avons pas de lieu de stockage, pas plus que de séchoirs solaires pour conserver nos aliments » - Diari Ka – Lompoul (F)

g) L'énergie et l'environnement

“La dégradation de l'environnement est aggravée par la pauvreté énergétique”

La dégradation de l'environnement constitue une autre forme de pauvreté. Les personnes qui dépendent de la terre sont prisonnières d'un cercle vicieux, qui les oblige à exploiter la terre quel que soit son état. Toutefois, les communautés les plus démunies doivent lutter contre les extrêmes climatiques et la variabilité. Du fait de la fragilité des écosystèmes et des conditions de vie, le Sénégal est extrêmement vulnérable face à la dégradation de l'environnement, due notamment aux changements climatiques et à leurs effets négatifs. La région a déjà souffert d'épisodes de sécheresse prolongés. La désertification et la sécheresse sont appelées à avoir des conséquences encore plus graves à l'avenir, entraînant une augmentation des migrations des habitants des zones rurales. Les stratégies de réduction et d'adaptation peuvent offrir des solutions et des stratégies face à la dégradation de l'environnement provoquée par l'activité humaine et les changements climatiques. La production agricole, la culture du riz et l'élevage de bétail émettent des quantités importantes de méthane, l'un des gaz à effet de serre contribuant aux causes anthropogènes des changements climatiques. Malgré cela, pour de nombreux pays du Sahel, l'agriculture constitue la pierre angulaire de l'économie. Cependant, la disparition de la végétation conduisant à la désertification et à l'érosion permanente des sols devrait considérablement limiter la productivité agricole.

«Les forêts ont toutes disparu» -Tenning Sarr – Gadiag

«Nos terres sont dégradées. Nous avons des problèmes liés à une chute de la productivité. Nous devrions cultiver moins et récolter plus, mais c'est la tendance inverse. Nous avons beaucoup de problèmes liés aux semences et à leur qualité» Idrissa Thiaw – Gadiag (H)

«Il n'y a ni fertilisants ni minéraux et le rendement est médiocre. Nous avons tendance à consommer une part croissante de ce que nous cultivons. Nos équipements sont vieux et nous devons courir chez les artisans locaux pour faire réparer nos vieilles machines» Aloïse Faye – Ndongol (H)

Les histoires ci-dessus, au-delà de la pauvreté énergétique dont elles font état, témoignent aussi de l'échec en ce qui concerne la satisfaction des besoins ruraux. L'approvisionnement en énergie, simplement en termes de combustibles durables pour cuisiner ou transformer les aliments, représente une étape positive, mais ne saurait suffire. La gravité de la pauvreté énergétique dans les zones rurales s'étend à tous les domaines. La satisfaction des besoins fondamentaux en matière d'énergie, tels que l'eau, l'électricité et les transports peut contribuer à répondre aux besoins sociaux de base que sont par exemple la santé et l'éducation. Ce sont tous ces différents éléments qui interviennent dans le développement rural intégré. Les décideurs doivent trouver les moyens de répondre à la demande plutôt que d'agir sur l'offre. De même, il existe des corrélations évidentes entre l'énergie et différents secteurs, qui devraient être exploitées afin de donner aux communautés rurales une plus grande latitude en termes de choix. A l'heure actuelle, les communautés doivent se contenter du strict minimum et l'absence de choix demeure contraignante et pesante, en particulier pour les femmes qui, en tant que responsables de la maisonnée, assument souvent la charge d'approvisionner en ressources énergétiques les différents membres de la famille. Tant que l'accès à l'énergie ne sera pas considéré comme indispensable au développement rural, les communautés rurales continueront à vivre dans la pauvreté, avec tous les handicaps que cela implique.



Partie III

A. Histoires traitant de la réduction de la pauvreté, des stratégies actuellement mises en place par les communautés pour y échapper et de leurs aspirations



«Nous devons nous donner encore du mal et rompre le cercle vicieux de la dépendance qui nous est imposé par ceux qui ont le pouvoir financier: ceux qui possèdent une immense puissance commerciale et ceux qui osent façonner le monde à leur image» - Nelson Mandela

«Il n'existe pas de dépendance qui soit sûre, si ce n'est la dépendance vis-à-vis de soi-même» - John Gay

Les stratégies de survie sont nécessaires dans une société où ce sont les individus et les communautés qui doivent élaborer leurs propres filets de sécurité. Les projets de développement ont généralement une durée de vie réduite et privent souvent les communautés de leur devoir d'auto-motivation. La dépendance ralentit la croissance et aggrave la pauvreté. L'élaboration de stratégies de survie est impérative pour réduire la pauvreté, mais également pour encourager l'autonomie. Certaines des stratégies de lutte contre la pauvreté mises en place par les communautés rurales démunies sont à court terme ou cycliques et tirent parti de la clémence du temps ou d'un projet de développement, représentant une fenêtre ouverte sur une opportunité en quelque sorte. Les stratégies de lutte contre la pauvreté, si elles sont nécessaires, suffisent rarement à résoudre des problèmes d'ordre structurel. Pour les femmes, beaucoup de ces stratégies se traduisent par une somme accrue de travail, augmentant la pression sur leurs emplois du temps déjà surchargés. Les femmes ont aussi tendance à gérer les difficultés de manière prospective, en termes de possibilités plutôt qu'en profitant du moment présent. Dans certains cas, cela témoigne de ce qu'elles aimeraient faire si la situation était plus favorable. Dans d'autres cas, les femmes ont pris des initiatives face à des maladies telles que la malaria et ont mis à profit leurs ressources limitées pour trouver le moyen de limiter les effets de la maladie. Comme Fatou Yade, du village de Ngueye Ngueye, le reconnaît:

«Nous en avons assez de maladies comme la malaria. En conséquence, nous avons choisi trois personnes devant être formées pour nous aider à récolter des fonds et nous montrer la bonne dose de

médicament qu'il faut prendre, parce que la malaria représente une menace importante, surtout à la saison des pluies».

a) Les migrations – Du fait du manque de ressources et de la rareté des opportunités d'emploi dans les zones rurales, les **migrations** vers les centres urbains sont perçues comme un moyen de gagner de l'argent. Pendant la saison sèche, de nombreuses jeunes femmes se rendent à Dakar pour y travailler comme domestiques, tandis que les jeunes hommes ont tendance à se montrer plus aventureux, explorant nombre de villes et de villages et se lançant dans l'achat et la vente afin de trouver de l'argent pour leur famille. A la saison des pluies, beaucoup de travailleurs rentrent dans leur village pour apporter leur aide. Quelques jeunes hommes ont également émigré vers des lieux nettement plus lointains, dont la France, l'Allemagne, l'Italie et les Etats Unis. Les sommes qu'ils envoient chez eux augmentent de manière considérable des revenus souvent très faibles.

«Les femmes sont touchées par le phénomène des migrations. La moitié d'entre elles sont parties. Elles rentrent juste avant la saison des pluies; nous avons eu beaucoup de problèmes cette année»
Bocar Diouf – Ngueye Ngueye

«Face aux problèmes liés à l'agriculture, nous allons à Dakar pour participer aux activités de transformation des aliments. Ce n'est pas un travail facile, mais nous n'avons guère le choix» –
Amie Faye – Ngueye Ngueye

Encadré 16: L'histoire de Ndela

Le départ de nos enfants pour Dakar est une source d'inquiétude pour nous, en tant que mères. Nous n'avons pas les moyens de les entretenir, ni d'assurer leur éducation. Quand mon enfant m'a dit: «Maman, je veux aller à Dakar pour te soulager de tes corvées domestique», je n'ai pas su quoi répondre. Il a vendu ses céréales et est parti pour Dakar. Je suis allée le chercher et il a dit: «Tu es venue me chercher, mais je veux rester ici, où je fais de menus travaux. Je reviendrai pour subvenir à tes besoins». Ndela Sène – Ngueye Ngueye (F)

b) La mobilisation sociale – Les villageois dotés de bonnes compétences organisationnelles ont contribué à cimenter la communauté et à être proactifs. La plateforme multifonctionnelle a également favorisé la naissance de cette **mobilisation sociale**, dans la mesure où elle est gérée par des femmes et considérée comme un bien communautaire. Elle a donné à de nombreuses femmes un sentiment de but et une voix, non seulement pour identifier leurs besoins, mais aussi pour assumer des fonctions sociales accrues. La mobilisation sociale peut servir d'outil pour lutter contre la pauvreté, puisque les communautés peuvent trouver ensemble des solutions à leurs problèmes communs. Par exemple, dans l'un des villages étudiés, les femmes ont trouvé le moyen d'obtenir non seulement l'eau dont elles ont besoin quotidiennement, mais encore l'eau nécessaire à leurs bêtes. Elles commencent généralement par puiser de l'eau pour elles-mêmes et en remplissent un seau de plus pour les animaux, afin de s'assurer qu'ils auront à boire. De telles compétences organisationnelles ont aussi été constatées dans le village de Ngueye Ngueye, où les agriculteurs se sont lancés dans l'élevage et où le bétail est engraisé puis vendu au prix fort.

«Nous sommes tous ensemble, unis quoi qu'il arrive» - Hadijatou Diallo – Gouloumbou

Encadré 17: L'histoire de Binta

Nous voulons cultiver, mais nous n'avons pas de terre à exploiter. Au lieu de rester assises là à nous plaindre, nous avons décidé d'aller voir l'imam du village. Il nous a écoutées et nous a loué une parcelle, pour une période de 10 ans seulement. Avant cela, nous avons fait d'interminables démarches, mais on nous répondait toujours que la terre appartenait au service des eaux et forêts et que nous n'avions pas le droit de la considérer comme une ressource communautaire. Bien qu'une terre en location apporte peu ou pas de sécurité, nous avons décidé d'essayer. L'autre problème est que ce type de terre est habituellement stérile et impropre aux activités productives. Cependant, nous avons persévéré et payé 100 000 francs CFA pour clôturer la parcelle et protéger nos récoltes des vols. Nous espérons récolter notre production et la vendre. L'argent que nous en tirerons pourrait subvenir aux besoins quotidiens de nos familles. **Binta Guèye – Gouloumbou (F)**

c) Les systèmes de crédit – Bien que de nombreux systèmes de crédit aient tendance à être inadaptés aux besoins à long terme, les fonds de roulement peuvent s'avérer assez utiles et permettre aux femmes d'obtenir de petites sommes, voire des montants importants, pour se lancer dans de nouvelles entreprises commerciales. Ces systèmes sont mieux gérés lorsque les communautés font preuve de bonnes compétences organisationnelles et quand la mobilisation sociale est importante. Dans les régions de Louga et des Niayes, les communautés locales, seules ou avec l'aide d'ONG locales travaillant à la promotion des femmes, ont instauré des mécanismes de crédit qui ont favorisé le renforcement des compétences dans la région et donné aux femmes une certaine autonomie dans leurs entreprises commerciales et dans l'entretien de leur foyer. Dans des villages comme Bayakh, Potou et Sinthou Dara, par le biais de groupes d'intérêts associatifs exclusivement féminins, les femmes ont identifié des mécanismes de crédit correspondant à leurs besoins commerciaux. Les systèmes de crédit et de banque locale restent l'une des caractéristiques définissant les groupes d'intérêts associatifs, notamment à Sinthou Dara, à Bayakh et à Potou. Les recettes provenant des systèmes de crédit ont permis à des femmes de la région des Niayes d'accroître leur niveau de production et à d'autres de tirer parti d'activités liées au maraîchage. Les facilités de crédit accordées aux femmes sous forme de fonds de roulement (*tontines*) sont considérées par les communautés locales comme une source importante de développement des compétences, étant donné qu'elles ont aussi contribué à résoudre des problèmes liés à la commercialisation des produits agricoles, à leur conservation et à leur stockage.

Encadré 18: L'histoire de Marie

Ma stratégie de lutte contre la pauvreté passe par une bonne organisation et par des économies sous forme de 'tontines'. Nous en faisons une par mois et chacune donne 100 francs à la fin du mois. Cela peut nous aider à résoudre de nombreux problèmes, surtout si nous récoltons une somme importante. Certaines femmes ont pu investir cet argent ailleurs, tandis que les 10 000 francs restants ont été utilisés pour les besoins domestiques. **Marie Ndour – Ngueye Ngueye (F)**

d) Les projets de développement offrant des débouchés pour des activités rémunératrices – De nombreux habitants des zones rurales en sont arrivés à considérer les projets de développement comme des outils de survie. Les projets de développement peuvent aussi proposer des formations et la possibilité de gagner un peu d'argent. Toutefois, ces projets ont généralement une durée de vie limitée et ne se traduisent pas toujours par des revenus pour des communautés désireuses de trouver des moyens de subsistance durables.

«Nos projets portent sur le boisement et le maraîchage, mais certains ont échoué, en partie à cause de problèmes liés à la qualité de l'eau» Chef de village - Gadiag (H)

«Nous participons à des projets d'agriculture et de gestion des déchets»– Haddy Faye – Diaoulé (F)

«Je sais fabriquer du savon, mais je n'ai pas le capital nécessaire pour commencer. Je le fais avec un groupe d'intérêts associatif» Kounady Dembélé – Nétéboulou (F)

Projet de fourrage pour le bétail – La région de Diourbel, dans laquelle se situe le village de Ngueye Ngueye, compte plus de 13732 familles pauvres, sur un total de 71743 pour l'ensemble du Sénégal. La pauvreté est particulièrement endémique dans les zones rurales, touchant 93% des ménages ruraux, dont les membres disposent de moins de 4,569 francs CFA¹⁵ par habitant et par mois.

A Ngueye Ngueye, le département de Bambey (groupe d'intérêts Diambar) a élaboré un projet de fourrage pour le bétail afin d'aider les jeunes du village. Le projet dispose d'environ vingt animaux qui sont vendus entre 300 000 et 400 000 francs CFA. Le bétail est engraisé et, lorsqu'il atteint un certain poids, il est vendu deux ou trois fois plus cher que le cours du marché. En outre, le fumier récolté dans l'étable est utilisé pour augmenter la productivité agricole et la fertilité des sols. Ce groupe d'intérêts comprend des femmes et des hommes, qui ont également mis en place une banque de céréales ayant servi à satisfaire les besoins élémentaires en céréales, notamment pendant les périodes de disette. Cette mobilisation et ce dynamisme sociaux dont a fait preuve le groupe se sont traduits par la création d'emplois pour les jeunes et a ainsi réduit les flux migratoires vers les villes. Ce qui apparaît peut-être de manière plus évidente encore, c'est la nette amélioration des moyens de subsistance de la communauté grâce à ce projet.

La plateforme multifonctionnelle – Dans la région de Tambacounda, le degré de pauvreté est également extrêmement élevé. On estime que 46% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et la sécurité alimentaire demeure une priorité absolue pour les populations rurales et urbaines. Avec le soutien du PNUD et d'autres bailleurs de fonds, tels que l'ONUDI, les communautés locales ont pu bénéficier de la plateforme multifonctionnelle, qui a permis aux femmes de gagner un temps considérable et les a soulagées de tâches ménagères pénibles. Les villages de Bantantinty, Sourouyel, Gouloumbou et Nétéboulou souffrent tous de forts taux de pauvreté et ont réalisé des progrès considérables au cours des 12 derniers mois, du fait de l'installation de la plateforme multifonctionnelle. La plateforme multifonctionnelle (PMF) constitue un système d'énergie décentralisé dont la technologie est simple : un petit moteur diesel est installé sur une plateforme et différents appareils d'utilisation finale y sont adjoints pour satisfaire des besoins énergétiques variés, tels que le décorticage du riz, le soudage, le broyage des céréales, le pompage de l'eau, le chargement des batteries et un mini réseau hydro-électrique.

En d'autres termes, la PMF remplace l'énergie humaine dépensée à la transformation des aliments après la récolte, principalement le broyage, l'extraction de l'huile, le décorticage et le pompage de l'eau. Son principal attrait réside peut-être dans les avantages considérables qu'en tirent les femmes. Dans les zones rurales, les femmes, du fait de la division des tâches entre hommes et femmes, se trouvent obligées de subvenir aux besoins énergétiques de leur famille. Ces besoins impliquent l'accomplissement de tâches intensives, pénibles et répétitives, liées à l'agriculture, à l'élevage et à la subsistance de base. En conséquence, les femmes rurales ne peuvent employer leur temps pour se lancer dans des activités productives, ou simplement pour se reposer. La PMF les soulage de tâches fastidieuses et en fait les bénéficiaires de services énergétiques améliorés, ainsi que les propriétaires et les responsables de la technologie. Cette dernière appartient à un groupe de femmes ou à une association de femmes, qui reçoit une formation en gestion commerciale et en développement des compétences pour fournir des services énergétiques aux femmes comme aux hommes.

En conséquence, la PMF a réussi à déclencher une dynamique d'esprit d'entreprise et à faire évoluer les rôles sociaux et économiques de femmes qui, jusqu'à présent, faisaient principalement office d'agents promotionnels, plutôt que de responsables d'une technologie donnée. Les avantages de la PMF sont variés et pluri-dimensionnels. Elle répond aux besoins des hommes en termes d'énergie (menuiserie, soudage, chargement de batterie), aux besoins productifs et domestiques des femmes (transformation des aliments, eau pour l'irrigation et travaux domestiques) et aux besoins communautaires (alimentation en électricité par le biais d'un mini réseau hydro-électrique). La PMF offre aussi des avantages indirects, puisque son introduction au Mali a permis aux filles, qui étaient

¹⁵ Cette somme équivaut à environ 8,25 \$ US au taux de 2004.

souvent obligées de rester à la maison et d'aider leur mère à effectuer les travaux domestiques, d'aller à l'école, où elles ont fait preuve d'excellence et d'assiduité. Les femmes de Sourouyel, au Sénégal, ont expliqué dans quelle mesure le gain de temps leur permettait de passer plus de temps avec leur famille. Les hommes ont également pu jouir de repas préparés ponctuellement grâce à l'efficacité des services énergétiques, ainsi que profiter du fruit des revenus indirects obtenus par les femmes grâce à la PMF.

«Nous sommes contents des résultats obtenus avec la plateforme, mais vous devez nous aider avec d'autres solutions, telles que la fabrication de savon et la couture, pour que nous ayons de meilleures chances de nous en sortir» - Diammé Dumbuya – Neteboulou (H)

«La plateforme a de nombreux avantages et elle nous a aidés à rester unis et à progresser» Fanta Traoré- Gouloumbou (F)

e) Les activités liées au maraîchage – Dans le village de Potou, le **maraîchage** représente la principale activité génératrice de revenu. La région jouit d'un climat tempéré avec une qualité de sols que lui envient d'autres régions du Sénégal. Le dynamisme social des communautés locales a également largement porté ses fruits, leurs stratégies organisationnelles leur ayant permis de tirer des revenus de leur production. Du fait de conditions climatiques favorables, la région des Niayes peut fonder son assise économique sur des activités telles que l'horticulture, l'extraction de minéraux et le maraîchage. C'est le cas à Potou, où les communautés participent activement à la production d'oignons et d'autres fruits et légumes. Potou constitue aussi une plaque tournante commerciale, étant donné que de nombreux produits partent de là en direction des grandes agglomérations, comme Dakar, et des pays frontaliers, comme la Mauritanie. L'étendue des activités de maraîchage dans la région a contribué à faire reculer la pauvreté, même s'il reste encore des problèmes tenaces liés à la conservation et à la transformation des stocks de denrées alimentaires. Les activités exercées dans la région des Niayes permettent peu à peu de renforcer la sécurité alimentaire en offrant des quantités de nourriture adéquates, en garantissant des ressources financières supplémentaires, en permettant de tirer parti de nouveaux marchés et en protégeant les ressources naturelles. A Potou comme à Lompoul, la population participe aux activités liées à la pêche, qui constituent une source de revenu importante.

De même, dans la région de Thiès, les activités horticoles représentent environ 10 à 15% du revenu local. Les activités de maraîchage sont réalisées dans une zone caractérisée par une urbanisation rapide et une forte densité de population. Le lien entre la ville et le village est mis à profit par les agriculteurs, du fait de la proximité immédiate de marchés considérés comme lucratifs. Les femmes de Bayakh et de Sinthou Dara ont tiré parti de la forte mobilisation sociale et des opportunités commerciales pour vendre leurs produits horticoles et compléter leur revenu quotidien. Elles ont également réussi à mettre en place un système de crédit susceptible de les aider à accroître leur production, à résoudre leurs problèmes de conservation et de stockage, ainsi que les difficultés liées à la vente de leur production. Néanmoins, hommes et femmes se heurtent toujours à des problèmes d'accès aux marchés et n'ont pas réussi à commercialiser leur production à l'échelle internationale.

f) Le petit commerce offre de maigres profits, mais reste une option pour un certain nombre de pauvres des zones rurales. Très souvent, il s'agit simplement d'acheter et de vendre de petites quantités de produits. Pour les femmes, cela représente de l'argent de poche, mais cela reste une option pour les pauvres.

«Le petit commerce procure de très maigres profits. Les grossistes nous accordent peu de bénéfices. Je suis dans les dettes jusqu'au cou et j'ai utilisé tout mon capital, mais au moins cela représente une source de revenu.» Fatou Diagne – Potou (F)

«Nous allons à Dakar pour éviter de rester assis à ne rien faire. A Dakar, nous faisons du petit commerce et pouvons aussi participer aux échanges régionaux de céréales» – Daba Dione – Ngueye Ngueye (F)

« Nous partons pour Dakar à 3 heures du matin pour vendre sur le marché, en laissant nos maris et nos enfants au lit. Nous vivons du commerce. Si notre mari cultive, nous lui achetons des produits et nous les vendons” - Amie Kebé – Bayakh (F)

Encadré 19: L’histoire de Begay

J’ai utilisé tout mon argent pour des activités loin d’être lucratives. Mon mari n’a pas pu me venir en aide, parce que la récolte était mauvaise. Ma fille a dû quitter l’école pour nous aider à la maison. Cela fait un enfant de plus qui échoue à ses examens deux fois de suite, parce qu’elle ne peut pas être assidue et qu’on a souvent besoin d’elle à la maison. Mon mari n’a pas d’autre profession que l’agriculture. Il n’y a pas de pluie, alors comment peut-il nous aider ? J’ai vendu des gâteaux et des arachides, mais cela ne résout pas mes problèmes, ou à peine. Begay Tine – Ngueye Ngueye (F)

g) Les autres stratégies de lutte contre la pauvreté – Dans de nombreux villages, les pauvres ont tendance à louer leurs terres pour en tirer un peu d’argent et permettre à d’autres personnes dotées des équipements et des facteurs de production agricoles nécessaires de tirer parti de la terre disponible. Cette solution présente des inconvénients, mais la plupart des pauvres y voient un moyen de s’en sortir.

“Nous donnons notre terre en location parce que nous n’avons pas assez d’outils pour la labourer” - Sarju Signaté – Neteboulou (H)

Dans tous les villages étudiés ici, l’objectif des femmes est souvent d’épargner à leurs filles une vie aussi dure que la leur. La plupart des pauvres des zones rurales ont des aspirations simples. Il s’agit d’avoir assez d’argent pour mettre de la nourriture sur la table pour toute la famille; de jouir d’un mode de vie qui n’exige pas de travailler si dur pour récolter si peu ; de vivre dans un environnement qui ne soit pas infesté de maladies; de boire de l’eau salubre; d’avoir des installations sanitaires correctes ; de bénéficier de formations pouvant aider à changer d’existence et à produire des excédents commerciaux; de bénéficier d’une éducation permettant d’être responsabilisé et sensibilisé à ce qui se passe autour de soi, en un mot, de mener une existence durable. Les femmes sont toujours très heureuses de prendre les autres en compte et de trouver des stratégies de lutte contre la pauvreté qui profitent à leur mari et à leur famille. Beaucoup de femmes, malgré les longues heures de travail qu’elles accomplissent, continuent d’accepter leur rôle et leur statut, mais attendent avec impatience le jour où elles seront responsabilisées, capables de lire et d’écrire, de subvenir aux besoins de leurs enfants et de bénéficier de systèmes énergétiques efficaces qui les soulagent de tâches pénibles, telles que le broyage, le concassage, le décorticage et les fastidieuses et interminables activités liées à la transformation des aliments. Comme le remarque une femme: *“Mon coeur se met à battre quand je pense au grain qui m’attend et doit être concassé, quel que soit mon état de santé » Fatou Sarr – Diaoulé.*

Les besoins des hommes en matière d’énergie tendent à être différents, comme en témoigne la remarque de l’un d’entre eux: *«Nous n’avons pas l’électricité, alors nous ne pouvons pas utiliser nos téléphones portables, parce que nous ne pouvons pas les recharger. Les gens aiment regarder la télévision, mais il faut aller à Bambey pour recharger ses batteries. Nous devons parfois rester 10*

jours sans pouvoir recharger nos batteries. Toutefois, de nombreux hommes déplorent que leur femme doive travailler si dur et s'inquiéter sans cesse du prochain approvisionnement en bois de feu, ou même de l'argent nécessaire pour acheter du kérosène pour les lampes. Les aspirations prennent des formes différentes, mais quelques-unes apparaissent ci-dessous afin de donner au lecteur une idée des craintes, des espoirs et des aspirations d'une communauté diverse ayant des besoins communs:

« Nous avons besoin d'être formées aux activités liées à la méthode du nouer-lier-teindre, mais les femmes ne sont pas équipées pour suivre seules cette formation, alors nous espérons qu'avec le temps, nous pourrions rassembler de l'argent pour le faire et peut-être, avec l'aide des responsables du projet, pourrions-nous nous en sortir» – Iolé Faye – Ndongol (F)

“J'aurais aimé être formée à l'utilisation des vaccins, parce que cela m'aurait aidée à être responsabilisée et à me sentir comblée” - Awa Diouf – Nguéye Nguéye (F)

«Nous voulons faire de la teinture sur tissus; fabriquer des savons; apprendre les méthodes de conservation et la manière de fabriquer du baume contre les moustiques, mais pour tout cela nous avons besoin d'être formées et supervisées - Amie Diouf – Diaoulé (F)

«Les problèmes en termes d'éducation sont apparus plus nettement depuis l'arrivée de la plateforme. Les femmes ne sont pas instruites et les hommes doivent écrire à leur place. J'espère qu'un jour viendra où les femmes pourront écrire toutes seules, parce que cela ne peut pas continuer comme ça» - Binta Sow – Sourouyel (F)

«Le développement repose sur les femmes. Si la femme se plaint d'avoir mal à la tête et que l'homme est dans le même cas, la femme laisse ses problèmes de côté pour s'occuper de son mari. Je prie de pouvoir exercer une activité rentable dont les profits puissent bénéficier à toute ma famille»– Awa Dione – Ndongol (F)

Partie III

B. Quelques remarques à l'attention des décideurs

Comment les décideurs peuvent-ils contribuer à résoudre des problèmes à la fois si divers et si complexes? La réponse à cette question nécessite une approche pluridimensionnelle. Il est vrai que les communautés étudiées ici ont identifié leurs problèmes comme étant principalement celui de la pauvreté, pourtant, comme nous l'avons vu, la pauvreté se compose de plusieurs éléments. Le mot «énergie» n'est pas un terme fréquemment utilisé en milieu rural, mais son absence se remarque dans toutes les sphères de la vie rurale. L'énergie en elle-même ne peut représenter la panacée face à la pauvreté, néanmoins, le fait de comprendre les liens existants entre l'énergie et la pauvreté s'avère essentiel pour aider à catalyser le développement rural.

La pauvreté énergétique a des conséquences d'une portée considérable qui peuvent être ressenties à travers tout un pan d'activités liées aux moyens de subsistance. Les programmeurs et les spécialistes en matière d'énergie font souvent référence à l'énergie en tant que l'une des composantes du développement. Cependant, un accès accru, surtout dans les zones rurales où la pauvreté est omniprésente, pourrait améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance durables des communautés démunies. De même, le rapport entre l'énergie et la pauvreté a été largement démontré tout au long de cette étude, l'une influant sur l'autre et l'association des deux ayant pour effet de saper le développement rural.

Néanmoins, on trouvera ci-après certains des problèmes auxquels les décideurs pourraient s'attaquer afin d'aider les communautés à réduire leur degré de pauvreté et à pouvoir prétendre à des moyens de subsistance durables. Toutefois, il convient de remarquer que beaucoup de ces solutions sont bien connues des décideurs et de nombreux partenaires du développement. Ce qui fait cruellement défaut, c'est la mise en oeuvre. Pourtant, d'innombrables études sur les aspirations de communautés ne serviront à rien si leur message n'est pas écouté. L'importance des décideurs tient à leur rôle en tant qu'agents sociaux et politiques susceptibles de contribuer à faire évoluer les choses à grande échelle. Les ONG et les agences internationales sont tout aussi importantes ; cependant elles sont souvent obligées d'agir au sein d'un espace politique et juridique. Leurs activités, pour sérieuses qu'elles soient, n'influent souvent que de manière marginale sur l'existence d'une petite fraction de la société. En conséquence, il s'avère indispensable pour le développement d'adopter une approche holistique et de gérer le changement à grande échelle, au lieu de se contenter d'une approche fondée sur des projets, qui est souvent inadaptée et dont la durée de vie tend à être plus courte.

Il serait naïf de croire que les décideurs possèdent le programme parfait capable de résoudre tous les problèmes en matière de développement, de l'eau à la sécurité alimentaire, tels qu'ils apparaissent dans cette étude. Si tel était le cas, une question évidente vient à l'esprit : pourquoi ne résolvent-ils pas tous ces problèmes ? Ce que cela signifie, c'est qu'il n'existe pas de solution définie. Les décideurs devraient trouver le moyen de relier les services énergétiques aux Objectifs de développement du millénaire (ODM) afin de lutter contre la pauvreté et d'encourager la petite entreprise, à travers l'approvisionnement en services énergétiques fiables, abordables et efficaces. Un certain nombre de Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) prennent également mieux en compte les liens entre l'énergie et la pauvreté. La principale difficulté pour les décideurs consiste peut-être à trouver le moyen de rendre les services énergétiques plus efficaces et abordables dans les communautés rurales, qui connaissent de graves problèmes de marge brute d'autofinancement, par :

- L'adoption de politiques en faveur des pauvres susceptibles, comme point de départ, d'aider les communautés rurales à accéder à des services énergétiques abordables;
- La garantie que les subventions ciblent les familles à faible revenu et que les pauvres n'aient pas à assumer le coût final. Les subventions devraient être conçues de manière à répondre aux coûts initiaux payés d'avance, par exemple avec l'achat de butane dans le cadre de la promotion du GPL;

- L'élaboration de systèmes et de mécanismes de crédit qui permettraient aux femmes et aux hommes pauvres de tirer parti d'opportunités commerciales pouvant les aider à évoluer vers des moyens de subsistance plus durables, par le biais d'un accès au marché meilleur et plus étendu;
- Une influence accrue accordée aux communautés rurales au niveau de la formulation et de l'exécution des décisions concernant leur existence, à travers une approche décentralisée plus structurée;
- Une diffusion de l'information et un renforcement des compétences locales afin que les communautés puissent faire preuve d'une plus grande autonomie et tirer parti des technologies et de l'information pour accroître et maximiser leurs profits;
- L'encouragement d'un flux accru de capital pour aider à élargir l'accès à l'énergie, par le biais de partenariats avec des bailleurs de fonds bilatéraux et d'autres agents du développement, en vue de satisfaire les besoins énergétiques ruraux et d'apporter une aide qui améliorerait la vie des communautés rurales;
- des mesures d'encouragement fiscales et une meilleure gestion des entreprises privées locales afin de réaliser l'implantation de systèmes énergétiques modernes dans les zones rurales.

Il en ressort que même si l'on tient compte de toutes les limitations d'ordre structurel dans le cadre desquelles les politiques nationales sont élaborées, une attention accrue doit encore être accordée aux points suivants:

a) Une meilleure prise en compte des liens entre la pauvreté et l'énergie – les histoires rapportées dans cette étude témoignent une nouvelle fois des liens inextricables qui existent entre l'énergie et la pauvreté. La question: «**comment acheter une recharge de gaz quand je n'ai même pas de quoi acheter des bouillon-cubes?**» montre que faire les bons choix énergétiques dépend souvent des moyens dont on dispose. L'énergie est fréquemment perçue comme une ressource gratuite et, par conséquent, amener les communautés rurales à en faire une haute priorité n'est pas chose facile. De même, les décideurs doivent mieux comprendre les liens entre l'énergie et la pauvreté et les conséquences de l'absence de services énergétiques abordables et fiables sur tout un pan de la vie rurale, du logement à l'éducation, en passant par des installations sanitaires correctes, les transports, et beaucoup d'autres secteurs encore. La pauvreté limite les choix et les technologies énergétiques des personnes démunies et les oblige à avoir recours aux lampes au kérosène, au bois de feu, à la bouse de vache et à d'autres formes d'énergie traditionnelle. Le développement repose aussi largement sur la disponibilité et l'accès à des formes modernes d'énergie. L'amélioration de l'accès à l'énergie constitue un principe fondamental du développement. Dans le secteur agricole, notre étude montre de manière évidente que l'électrification permet d'accroître la productivité. Beaucoup de femmes du village de Potou, dans la région des Niayes, passent de longues heures aux champs et trouvent contraignant, notamment le soir, de devoir utiliser des lampes au kérosène pour achever leur récolte et préparer le marché. Avec l'électricité, ce problème se trouve résolu et le travail humain peut être remplacé par l'énergie mécanique. Les communautés souffrant d'une mauvaise santé pourraient retrouver leur vitalité si des médicaments étaient disponibles et correctement conservés, réfrigérés, chauffés ou stérilisés. L'insécurité alimentaire peut aussi être réduite par des choix plus étendus de dispositifs énergétiques facilitant le stockage et la conservation des fruits et des légumes, de sorte qu'ils puissent être consommés ou vendus lors des périodes de disette. Les moyens de subsistances pourraient être encore améliorés si les femmes avaient les moyens de transformer leurs aliments conformément aux critères sanitaires requis et de vendre les produits finis.

b) La volonté politique – La volonté politique est toujours citée comme étant l'un des principaux facteurs de transformation sociale et économique. Bien que cette expression soit devenue quelque peu « dépassée » et ait perdu de sa valeur, il est indéniable que sans une véritable prise de conscience des enjeux, les problèmes ne pourront être résolus. Dans le cas du Sénégal, la prise de conscience du problème de la déforestation et de sa gravité, dans les années 1970, a amené le gouvernement à prendre des décisions impliquant le passage à des combustibles plus propres et l'adoption du gaz de pétrole liquéfié (GPL) en tant que solution potentielle. Même si le GPL n'a pas résolu le problème de

la déforestation, il est devenu une alternative viable en termes de combustible et a allégé la pression (même si ce n'est que de façon marginale) sur la terre et l'environnement liée à l'abattage obsessionnel des arbres.

Le phénomène de la pauvreté énergétique est tel que de nombreux gouvernements africains sont conscients que pour inverser la tendance actuelle, des décisions radicales doivent être prises et des choix difficiles doivent être faits. Toutefois, pour la plupart des gouvernements qui connaissent une situation financière difficile et dont les moyens d'action sont limités, des choix énergétiques drastiques ne sont pas évidents à faire. Cependant, un effort concerté faisant appel à la contribution des secteurs concernés (agriculture, éducation, transports et environnement) constitue un point de départ pour amener des changements et inciter les décideurs à réaliser des avancées déterminantes, si petites soient-elles. Invariablement, les gouvernements, les entreprises privées locales et les membres de la société civile ont connaissance du problème de la pauvreté énergétique, mais ils n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires de se plonger dans des études détaillées afin de prendre toute la mesure de ses effets pervers.

En outre, la volonté de réaliser des changements ne suffit pas toujours. Néanmoins, une volonté politique comme point de départ peut souvent déclencher des mesures d'encouragement et aider à élaborer des solutions susceptibles de jeter les bases de changements. De nombreuses communautés rurales ont le sentiment d'être si marginalisées que leurs prétentions et espoirs de changement n'ont tout simplement aucune importance aux yeux de l'élite dirigeante à Dakar. Cependant, le fossé entre l'électorat et la classe dirigeante est appelé à se creuser, à moins que ceux qui détiennent le pouvoir financier et politique ne soient capables de montrer à la masse leur désir de faire changer les choses. Un accès accru à l'énergie et à des systèmes énergétiques améliorés est susceptible de créer des opportunités importantes dans la vie des pauvres des zones rurales. Prendre conscience de cette réalité constitue le premier pas vers la mise en oeuvre des changements nécessaires et la création d'un environnement social et économique moins contraignant pour les millions d'habitants du monde rural, urbain et péri-urbain.

c) Une programmation saine et viable dans le secteur de l'énergie – Une bonne gouvernance et des règlements applicables sont les éléments indispensables de tout processus de programmation. Toutefois, la programmation est souvent perçue comme la prérogative de gouvernements jouissant de leur indépendance économique. Dans les pays en développement, la formulation des politiques découle souvent des circonstances et vient en réponse aux événements. Les ressources limitées constituent un facteur contraignant et s'accordent mal avec une programmation à long terme et efficace. Les gouvernements se cantonnent fréquemment dans la satisfaction de besoins liés à une politique à court terme. Toutefois, la programmation dans le domaine énergétique constitue un outil déterminant pour l'élaboration d'un programme de développement national durable. Sans un schéma clair pour parvenir à un certain degré de sécurité énergétique, les programmes et projets de développement souffriront d'un manque de vision et obtiendront des résultats médiocres. Les besoins énergétiques ruraux sont souvent considérés comme secondaires. Le parti pris en faveur des villes perdure et les citoyens ont tendance à jouir d'une part plus importante de l'approvisionnement en énergie que les communautés rurales. Ce manque de programmation et la mise à l'écart systématique des besoins énergétiques ruraux ont contribué au sous-développement du monde rural.

L'inexistence de données sur les ressources énergétiques rurales a également tendance à entraver les processus de programmation. On constate un manque de données fiables sur les ressources énergétiques dans les zones rurales, lesquelles sont rarement prises en compte dans l'élasticité énergétique nationale. La collecte et l'analyse de données nécessitent la mobilisation de ressources. Toutefois, ces dernières sont rarement disponibles pour réaliser des études afin d'obtenir de véritables preuves statistiques des niveaux de consommation des différentes sources d'énergie dans les zones rurales. Ce facteur est encore compliqué par le fait que les Ministères de l'Énergie ont rarement les compétences nécessaires pour se lancer dans des analyses de politique énergétique. En conséquence, la politique énergétique formulée par les gouvernements ne peut être analysée globalement. En outre, il convient de concentrer les efforts sur l'amélioration et la réforme des secteurs électriques. A ce jour, la

plupart d'entre eux n'ont pas évolué depuis l'époque coloniale et sont toujours des monopoles d'état. Cette absence de concurrence retentit invariablement sur les pauvres, pour qui des coûts élevés sont prohibitifs. Les habitants de Diaoulé souffrent apparemment d'un monopole d'état incapable d'offrir des services énergétiques meilleurs et plus fiables. Le flux de distribution d'électricité reste un élément problématique et du fait de la corruption, ceux dont les moyens financiers sont les plus limités se retrouvent souvent privés d'électricité.

d) La prise en compte spécifique des femmes – la programmation énergétique a tendance à souffrir de myopie à l'égard des femmes. Une bonne programmation implique la nécessité de s'assurer que les politiques énergétiques accordent une attention particulière aux femmes et ne sont pas neutres en la matière. L'élaboration de politiques énergétiques attentives aux femmes devrait tenir compte de leurs besoins spécifiques et s'assurer que leurs besoins productifs sont satisfaits et que les femmes qui veulent devenir fournisseurs d'énergie bénéficient de mesures d'encouragement. La perception du rôle des femmes est très souvent réductrice, limitée aux tâches ménagères et à la cuisine, étant implicitement entendu qu'une fois ces besoins satisfaits, le problème est résolu. Les femmes aussi, malgré la nécessité d'accomplir des tâches ménagères telles que la cuisine, sont en quête d'opportunités économiques qui leur permettraient d'augmenter leur revenu. Un certain nombre de femmes ont exprimé le besoin de pouvoir bénéficier de banques céréalières et de systèmes de stockage adaptés, notamment dans la région des Niayes, où la productivité est bonne, afin de pouvoir vendre leurs produits en-dehors de Dakar. Il faudrait pour cela aplanir un certain nombre d'obstacles juridiques, afin que les femmes puissent créer de telles installations et jouir d'opportunités qui feraient d'elles des négociateurs directs, au lieu de laisser ces activités à des intermédiaires susceptibles de privilégier leurs propres intérêts commerciaux. A l'heure actuelle, beaucoup de femmes ne possèdent ni le sens aigu des affaires ni les connaissances d'initiés nécessaires pour savoir comment surmonter de tels obstacles techniques et structurels et elles doivent souvent encourir la colère des autorités municipales pour vendre leur production.

Réduire leur rôle à celui d'agents promotionnels pour des fourneaux n'est pas un bon moyen d'utiliser les talents des femmes. Cependant, la réalisation de percées au sein du secteur énergétique, soit dans l'industrie agro-alimentaire soit la commercialisation de sources d'énergie telles que le GPL et les équipements connexes, pourrait leur permettre de devenir peu à peu entrepreneurs dans le secteur de l'énergie rurale. De même, l'approvisionnement en services énergétiques procure des avantages indirects, lesquels pourraient aider les femmes désireuses de se lancer, par exemple, dans des activités liées à la teinture de tissus ou à la transformation de poissons, de légumes et de fruits. Il s'agit là d'activités ayant été identifiées par les femmes comme potentiellement profitables.

Toutefois, si les besoins énergétiques ne se limitent pas à la cuisine, il convient de souligner que celle-ci reste un besoin fondamental. Une programmation réussie devrait chercher à soulager les femmes des tâches pénibles qui sont les leurs du fait du manque de sources d'énergie propres. La plupart des femmes doivent recourir à des options bon marché à base de biomasse, qui ont des conséquences graves en termes de santé et de temps, pour elles-mêmes et pour leurs enfants.

Une bonne programmation ne devrait pas se contenter de promouvoir des politiques énergétiques plus propres, comme le GPL, mais aussi comprendre le système de distribution et la manière dont les contraintes liées au transport pourraient être réduites pour aider les femmes rurales à profiter de tels avantages. Les subventions devraient être soigneusement ciblées afin de profiter aux familles à faible revenu, non seulement à Dakar mais aussi dans les régions reculées, tandis que des subventions devraient être accordées à des distributeurs situés hors de la capitale, pour contribuer à la diffusion de ce type de produits. Une programmation énergétique bonne et viable doit également prendre en compte les femmes et les hommes pauvres et leur perception de la pauvreté énergétique, afin de comprendre de quelle manière elle les touche respectivement et collectivement. Certains des témoignages recueillis dans cette étude laissent à penser que les hommes accordent une grande importance à l'éclairage, alors que les femmes se préoccupent plus de dispositifs énergétiques susceptibles de les soulager de leurs tâches domestiques, en particulier celles liées à la transformation des aliments.

En outre, si les politiques se fondent sur la perception des élites dirigeantes, elles sont vouées à l'échec, car aussi bonnes soient les intentions, les bénéficiaires auront le sentiment qu'elles leur sont étrangères. Les processus de programmation doivent tenter de prendre en compte des besoins spécifiques, mais également des contextes énergétiques, sociaux et géographiques particuliers, si l'on veut que les choix énergétiques soient efficaces et pleinement approuvés par les communautés locales.

e) Une fixation des prix adaptée – Les problèmes liés à la fixation des prix et aux moyens financiers des bénéficiaires doivent également être soigneusement évalués. Dans le cas du Sénégal, le prix du charbon a augmenté lorsque le gouvernement a cherché à promouvoir le GPL, mais si cela peut encourager les usagers urbains à se tourner vers le GPL, cela ne tient pas compte des besoins énergétiques ruraux, étant donné que les habitants des zones rurales ont tendance à utiliser du bois de feu pour la plupart de leurs besoins énergétiques, en particulier pour la cuisine. Par exemple, dans des villages péri-urbains comme Bayakh et Sinthou Dara, il n'y a pas d'incitation à utiliser le GPL, par manque de moyens financiers. Beaucoup de femmes considèrent le GPL comme une solution d'urgence en matière de combustible et préfèrent avoir recours au bois de feu parce qu'il est meilleur marché, même si son accessibilité pose un problème croissant. De même, lors de la promotion du GPL, quand le gouvernement sénégalais a surtaxé le kérosène pour compenser les différences de subventions et de prix avec le GPL, ce sont les communautés rurales, et les femmes en particulier, qui ont payé le plus gros des frais. Le prix du bois de feu reste élevé parce que l'industrie du bois de feu et du charbon n'est pas réglementée. La standardisation des prix pourrait contribuer à limiter certains abus dans ce secteur et éviter aux communautés d'être obligées de brûler de vieux seaux en plastique, qui sont potentiellement dangereux pour leur santé et celle de leur famille. La fixation des prix influe sur les choix énergétiques, mais aussi sur l'alimentation, l'éducation et la santé. On pourrait rechercher des mesures permettant aux communautés rurales d'acheter les équipements nécessaires, soit par l'intermédiaire de programmes de versements partiels, soit à travers une approche réfléchie axée sur des subventions, en collaboration avec d'autres partenaires.

f) L'élaboration de solutions en matière d'énergie avec la participation active des communautés rurales – On attend souvent des communautés rurales qu'elles acceptent des choix et des politiques énergétiques élaborés à Dakar ou issus des profondeurs de schémas directeurs. Les programmeurs du développement ont tendance à considérer leur mission comme altruiste et court-circuitent fréquemment les processus de consultation, en considérant la fin comme justifiant les moyens. Les communautés sont souvent si désireuses de voir ne serait-ce que de petits changements dans leur mode de vie qu'elles adoptent des projets, pour se rendre compte ensuite qu'ils ne répondent pas à leurs besoins stratégiques. Les programmeurs dans le secteur de l'énergie devraient chercher à faire participer les communautés et les autorités locales à tous les stades de la programmation. Si des communautés se voient obligées de mettre en oeuvre des choix et des politiques énergétiques inadaptés qui influent de manière négative sur leur existence, elles risquent de se sentir encore plus marginalisées et déresponsabilisées. Du fait de leur statut inférieur, les femmes prennent rarement part à ce type de processus de programmation, quand il est notoire que des fourneaux améliorés ont été conçus et diffusés par milliers sans réellement prendre en considération les femmes, qui en sont pourtant les principales utilisatrices. Les Ministères de l'Energie comptent peu de femmes parmi leurs experts. Bien que la présence de femmes ne signifie pas forcément l'adoption de politiques soucieuses des femmes, elles peuvent néanmoins s'identifier à certains équipements et technologies parce qu'elles en sont les principales consommatrices.

Les groupes d'intérêts féminins ont déjà réalisé des progrès considérables pour ce qui est de donner aux femmes un pouvoir et un statut accrus dans le processus décisionnel local, mais celles-ci sont encore obligées de disputer les postes-clés aux hommes, qui considèrent de tels processus comme le seul moyen leur restant de conserver leur autorité morale et financière. De même, le fait d'accorder aux communautés la possibilité de participer à ce type de décisions cruciales pourrait les aider à devenir plus autonomes et encourager une mobilisation accrue. Lorsque les communautés se reposent largement sur des projets, elles ont tendance à considérer ce type d'interventions comme un dû. Dans le village de Diaoulé, les communautés déplorent l'arrivée de la SENELEC en tant que principal fournisseur d'électricité, en remplacement de l'organisme de développement allemand GTZ. Il

semblerait toutefois, d'après ce que nous avons pu apprendre, que la mobilisation sociale soit restée très limitée en vue de trouver une solution à la mauvaise distribution et à un système de courant rotatif qui donne aux habitants l'illusion d'avoir l'électricité.

L'élaboration de solutions énergétiques en faveur des pauvres peut également passer par l'adoption d'une gestion durable des forêts qui soit efficace. La déforestation constitue un problème majeur et l'épuisement des ressources naturelles se traduit par des coûts environnementaux énormes, sans compter qu'elle nuit aussi aux populations pauvres, qui en sont les principales « victimes ». La solution réside finalement dans une gestion et dans une propriété communautaires des forêts, au vrai sens du terme. Très souvent, les communautés sont obligées de payer pour la diminution des ressources forestières, quand celle-ci est en grande partie le fait des citoyens. Les femmes ont fréquemment mentionné les amendes et autres formes de pénalités auxquelles elles étaient condamnées lorsqu'elles étaient prises par les gardes forestiers en train de couper des arbres. La plupart des bénéfices tirés de l'abattage excessif des arbres est rarement partagé avec les communautés, mais disparaît dans les villes et les banques.

g) Approche intégrée en matière d'énergie rurale – L'un des nombreux messages tirés des conclusions de cette étude est que les besoins énergétiques ne devraient pas seulement être cantonnés à l'éclairage ou à la cuisine, mais étendus à beaucoup d'autres sphères, telles que l'éducation, la santé, l'agriculture et les transports, pour n'en citer que quelques-unes. L'intégration des besoins énergétiques à d'autres processus de développement s'avère vitale dans toute programmation de développement nationale. Les approches sectorielles peuvent permettre de répondre aux besoins énergétiques immédiats dans un domaine particulier, mais elles ne correspondent pas toujours au souhait des communautés, dont les problèmes sont intimement liés les uns aux autres. Définir des priorités au sein des besoins énergétiques peut aider les programmeurs et les analystes à comprendre les contraintes les plus importantes, mais cela traduit souvent la nécessité d'avoir recours à une approche rurale intégrée. Les besoins en eau sont liés à la sécurité alimentaire, à la santé et à la salubrité. Les communautés commencent souvent par se contenter de la satisfaction d'un besoin énergétique et ajoutent progressivement d'autres strates de besoins potentiels liés à la subsistance quotidienne. Dans le cas de la plateforme multifonctionnelle, les femmes de villages comme Bantantinty, Nétéboulou et Ibel connaissent surtout des difficultés liées à la transformation des aliments. En conséquence, leur priorité immédiate concerne l'acquisition de la composante nécessaire pour les aider à transformer le maïs, les arachides, le riz et les céréales.

Une fois ce besoin satisfait, et lorsqu'elles pourront tirer un revenu suffisant de la commercialisation de produits finis tels que le beurre de cacahuète ou simplement fournir des services énergétiques à l'ensemble de la communauté, elles pourront alors passer à l'acquisition d'une autre composante de la plateforme pouvant les aider à pomper l'eau souterraine et à s'alimenter en électricité. Tous ces services sont étroitement liés à l'énergie. Par conséquent, les politiques énergétiques doivent adopter une approche combinée visant à réduire les problèmes liés à la pollution intra-domiciliaire, ainsi qu'à encourager fiscalement et moralement les femmes rurales à opter pour des choix énergétiques plus propres. Les problèmes de santé liés à la pollution intra-domiciliaire ont été précisément analysés et font l'objet de données fiables. Les chiffres sont atterrants et pourtant, chaque année, les maladies respiratoires et la pollution intra-domiciliaire continuent de faire plus de victimes que la malaria elle-même. Les décideurs semblent être en décalage avec ces statistiques alarmantes. S'ils ne prennent pas conscience de cette dure réalité et ne vont pas au-delà des déclarations de rhétorique, les communautés rurales continueront de payer cher leur pauvreté et, inévitablement, les mauvais choix énergétiques qui sont les leurs.

Les décideurs devraient chercher à collaborer étroitement avec les ministères concernés, tels que ceux de l'Agriculture et de l'environnement, afin de trouver des solutions communes aux problèmes énergétiques. La coordination institutionnelle est importante pour comprendre les besoins énergétiques dans chaque secteur aussi bien qu'entre les différents secteurs, mais aussi pour donner aux agents gouvernementaux la possibilité d'optimiser les politiques énergétiques rurales. Fréquemment, l'installation d'une pompe à eau dans un village nécessite les compétences techniques d'un

hydraulicien. Sans une réduction des chinoiseries administratives et la suppression des querelles et des rivalités bureaucratiques, les intérêts de la communauté resteront subordonnés à ceux des décideurs. Un travail en étroite collaboration avec les ONG et les autres agences de développement peut aider à étendre le nombre de choix énergétiques, notamment dans les zones rurales, et à résoudre les problèmes de compétences, si endémiques au sein de nombreux ministères. Les gouvernements doivent mettre en place des politiques adaptées permettant d'inciter les secteurs privés locaux à instaurer une situation de concurrence et d'aplanir le terrain pour qu'un large éventail d'acteurs accélère et élargisse l'approvisionnement en services énergétiques dans les zones rurales.

En outre, un certain nombre de ministères ne souffrent pas uniquement de problèmes de coordination, à cause desquels les politiques énergétiques restent fragmentées, mais aussi d'une faiblesse institutionnelle qui empêche l'exécution et la mise en œuvre d'une politique énergétique intégrée. Les compétences font souvent défaut et les gouvernements doivent ajouter foi aux desiderata d'institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, dans l'intérêt de la probité financière et d'une bonne gouvernance.

La promotion de systèmes énergétiques décentralisés ayant des gains combinés devrait également être correctement prise en considération. Au Mali, par exemple, le gouvernement a pleinement soutenu des innovations telles que la plateforme multifonctionnelle, qu'il a adopté dans le cadre de son programme national de réduction de la pauvreté. Le système n'est pas seulement perçu comme un fournisseur d'énergie, mais aussi comme un appareil susceptible de donner de nouvelles opportunités aux femmes en vue d'une sécurité alimentaire accrue, ainsi que d'améliorer le niveau de vie des communautés rurales par le biais d'un approvisionnement en électricité et de la satisfaction d'autres besoins ruraux.

h) Une gestion de l'offre d'énergie axée sur la demande – Il est clair que toute politique énergétique réussie devrait reposer sur une approche axée sur la demande. Il est souvent répété, lors des conférences et des forums internationaux, que l'énergie en elle-même ne sert à rien. Ce dont les gens ont besoin ce n'est pas d'énergie pour l'énergie, mais principalement pour les services et les utilisations finales de cette énergie : pompage de l'eau, cuisine, éclairage, broyage, chauffage, etc. Lorsque les choix énergétiques sont fondés sur une logique de l'offre, les communautés sont amenées à considérer ces services comme étant gratuits. Cependant, les services énergétiques doivent être payés si l'on veut qu'ils soient durables, ne serait-ce que contre une somme nominale. Qui plus est, une approche axée sur l'offre peut signifier que les communautés n'obtiennent pas forcément le type de service qu'elles désirent. Dans les zones forestières, par exemple, si les politiques énergétiques consistent principalement en fourneaux améliorés, les communautés rurales peuvent ne pas être tentées de les adopter, et ce même si les avantages l'emportent sur les inconvénients. Par conséquent, une politique bien pensée doit prendre en compte les besoins énergétiques locaux et la manière possible de les satisfaire.

Les problèmes liés aux niveaux de revenu et de pauvreté devraient également être bien pris en considération. Si des choix énergétiques sont imposés aux communautés dans l'intérêt de ce qui est perçu comme étant le bien commun, ils courent le risque de ne pas être assimilés. Lorsqu'elle est gérée selon une approche axée sur la demande, l'énergie peut créer un certain nombre d'opportunités pour les communautés et les autres partenaires. L'une des raisons du succès relatif de la plateforme multifonctionnelle est qu'elle porte directement sur les besoins fondamentaux des communautés rurales. Les femmes, qui en sont les principales utilisatrices, ont tendance à avoir des besoins énergétiques spécifiques liés à toute une série d'activités de transformation des aliments. Or, la plateforme réussit à satisfaire ces besoins et, en conséquence, à générer un revenu suffisant pour les comités de femmes qui gèrent le projet. En ciblant les besoins pratiques fondamentaux des femmes, la plateforme multifonctionnelle est bien acceptée et considérée comme une installation énergétique indispensable.

Les mesures gouvernementales doivent s'assurer que les choix énergétiques reçoivent l'approbation des communautés et que celles-ci, à leur tour, ont les moyens de payer les services proposés, afin de permettre la création d'un nombre important d'utilisateurs. L'énergie constitue un facteur nécessaire

pour le développement rural, tout comme le développement rural dépend de l'approvisionnement en services énergétiques. Il se peut que les communautés n'aient pas les moyens financiers de gravir les échelons de l'échelle de l'énergie, mais au fur et à mesure que les schémas de demande évoluent, ils doivent être rendus disponibles pour assurer une transition graduelle. La capacité de répondre aux besoins des utilisateurs finaux dépendrait en grande partie d'un certain nombre de facteurs mentionnés précédemment, à savoir : la volonté politique, le renforcement et l'efficacité institutionnels, la différenciation des besoins énergétiques des hommes et des femmes et les moyens financiers que le gouvernement peut consacrer à résoudre la pauvreté énergétique. L'adoption d'une approche centrée sur les individus n'est pas seulement nécessaire, mais s'avère indispensable pour fournir des services énergétiques qui répondent aux besoins fondamentaux de la communauté et du développement rural.

i) Une politique axée sur la technologie – L'utilisation de la biomasse est vraisemblablement appelée à se poursuivre pendant encore plusieurs générations. En réalité, le problème ne concerne pas seulement la biomasse, mais la manière dont celle-ci et les autres combustibles traditionnels peuvent être utilisés de façon plus durable. Posséder la technologie adaptée permettant une utilisation durable de la biomasse fait partie du dilemme rencontré par la majorité des gouvernements des pays en développement. La plupart des pays en développement ne possèdent pas la capacité physique ni humaine de tirer parti de nouvelles technologies énergétiques plus propres. Le biogaz, l'énergie solaire, le méthanol et l'éthol impliquent tous des coûts et des connaissances techniques considérables qui dépassent souvent les moyens des gouvernements nationaux. Le vaste « éventail » des choix énergétiques devrait inclure des systèmes décentralisés d'énergies renouvelables. Les énergies renouvelables peuvent être à l'origine d'opportunités intéressantes, aussi bien en termes de développement rural qu'en termes de marchés. Cependant, les coûts de transaction et les connaissances techniques coûtent cher. Des dispositifs de stockage de l'énergie s'avèrent également nécessaires pour accroître la productivité et garantir de bons rendements du marché. Les communautés rurales de tous les villages étudiés sont conscientes que la technologie pourrait améliorer la production et la consommation d'énergie, mais ne savent souvent pas comment s'y prendre pour cela. Des systèmes énergétiques ruraux décentralisés peuvent contribuer à satisfaire certains des besoins directs des communautés rurales en termes d'agriculture, d'éclairage, de cuisine, de chauffage de l'eau et d'autres activités. Le remplacement de la force humaine et animale par d'autres formes d'énergie plus complexes fait partie intégrante de la mise en œuvre de la transition énergétique. Le gouvernement sénégalais doit se montrer plus pro-actif, en encourageant une approche hybride qui associe les énergies renouvelables, traditionnelles et les combustibles fossiles, afin d'offrir un choix accru de services énergétiques et de garantir la satisfaction des besoins énergétiques ruraux, en vue d'améliorer la qualité de vie et le bien-être économique et social des pauvres des zones rurales.

Conclusion

“La preuve de notre progrès ce n’est pas d’accroître l’abondance de ceux qui ont beaucoup; c’est de réussir à fournir assez à ceux qui ont trop peu”. Franklin Delano Roosevelt

“L’aspiration à la liberté est la plus essentiellement humaine de toutes les manifestations humaines». Eric Hoffer

Les histoires présentées ici de contraintes liées à la pauvreté, à l’énergie, à la malnutrition et à la santé portent sur des éléments intrinsèques de la sécurité humaine. Chacune de ces composantes a le pouvoir de favoriser ou d’entraver le développement humain. L’avenir peut paraître incertain eu égard à l’échec institutionnel, aux politiques inadaptées et à la mauvaise gouvernance, à la prise en compte insuffisante des problèmes ruraux, à la faiblesse de la croissance économique et au manque de volonté politique. Néanmoins, il existe quelques certitudes sur lesquelles se fonder :

Premièrement, il apparaît clairement que si la pauvreté énergétique a des effets négatifs considérables sur les femmes, leur santé, leur temps, leurs stratégies organisationnelles et leur émancipation sociale dans son ensemble, la principale préoccupation tourne autour de la sécurité alimentaire et de l’élaboration de stratégies liées aux moyens de subsistance.

Deuxièmement, les services énergétiques constituent un catalyseur susceptible de fournir des réponses et d’offrir des opportunités dans les domaines de la santé, de l’éducation, de l’eau et de la salubrité, de l’alimentation et de l’agriculture, des transports, voire, de manière plus générale, de favoriser le développement rural et d’encourager l’esprit d’entreprise.

Troisièmement, bien que les disparités entre les sexes et la pauvreté énergétique soient à l’origine de nombreuses difficultés pour les femmes, leur devoir les oblige à travailler en harmonie plutôt que d’encourager toute forme de conflit au sein du ménage. Ce dernier est perçu comme un contrat moral en vertu duquel toutes les parties s’efforcent d’apporter leur contribution sur la table, afin d’assurer le fonctionnement de cette unité sociale et économique. En dépit des inégalités persistantes entre hommes et femmes, celles-ci, dans leur grande majorité, conservent envers leur mari un sentiment de loyauté stoïque et inébranlable. Pourtant, ce qui est sûr, c’est que les hommes, qu’ils remplissent leur devoirs vis-à-vis de leur épouse ou pas, apparaissent comme les «victimes» d’un système qui s’avère intrinsèquement inefficace et incapable d’aider ses citoyens à prétendre à des moyens de subsistance corrects. L’affirmation «**nos maris veulent nous aider, mais ils sont pauvres aussi**» semble traduire l’étendue de leur désespoir et la nécessité de résoudre les problèmes des femmes sans les dissocier de leur mari et de leur famille. Lorsque les hommes voient que l’attention principale porte sur les femmes, ils trouvent le moyen de s’immiscer pour tirer profit de tout ce qu’ils peuvent. Il s’agit là d’un autre visage de la pauvreté, qui montre bien que les femmes désavantagées ont besoin d’aide et de développement des compétences, mais que cela ne doit pas se faire au détriment des hommes, sous peine de donner lieu à des conflits injustifiés au sein des ménages et de la communauté. La véritable émancipation ne viendra qu’avec une prise de conscience accrue et une évolution des rôles dans la société. La possibilité pour les femmes de parler en public est un signe que les choses changent et que leurs voix se feront entendre, en commençant par des forums tels que les réunions communautaires.

Quatrièmement, les projets de développement constituent de simples solutions temporaires: ils apportent des connaissances, des formations et la perspective d’un avenir meilleur, mais ils ne suffisent pas à galvaniser les communautés et à résoudre des problèmes de développement profondément ancrés. La mobilisation sociale, les compétences organisationnelles et les initiatives pro-actives doivent prendre racine dans les sociétés pauvres et non être prescrites comme une baguette magique pouvant faire office de panacée.

Cinquièmement, les communautés peuvent avoir besoin de conseils et de formations, mais leurs membres possèdent déjà une connaissance approfondie de leurs problèmes. Ils n’ont pas toujours de solutions à y apporter, mais leur savoir communautaire pourrait être partagé avec de nouveaux partenaires et des solutions cherchées sur la base d’un avantage comparatif. Les communautés locales considèrent que leurs besoins sont urgents et leurs problèmes liés les uns aux autres.

Sixièmement, les problèmes rencontrés par la quasi totalité des villages possèdent certains points communs, mais il peut s'avérer nécessaire d'adapter les solutions en fonction des différentes régions et des disparités entre les villages, de même que pour prendre en compte certaines spécificités.

Quels que soient nos sentiments par rapport aux problèmes soulevés dans cette étude, l'objectif de celle-ci était de mettre à jour des détails spécifiques et personnels liés aux contraintes d'ordre structurel rencontrées par les communautés rurales du Sénégal. Toutefois, il reste encore des questions très complexes auxquelles il faut faire face. Les Objectifs de développement du millénaire (ODM) ont défini des cibles en termes de développement pour tenter d'apporter une réponse au manque d'eau, aux insuffisances en matière d'éducation, à l'accès limité aux marchés, à l'insalubrité et aux problèmes de santé, et tenter de réduire la pauvreté et les inégalités entre hommes et femmes, ainsi que de nombreuses autres contraintes liées au développement. Néanmoins les ODM ne devraient pas se contenter de fixer des objectifs cibles, aussi pertinents soient-ils. Au vu des réalités vécues par les habitants des treize villages de cette étude, il est évident que les ODM sont utiles en tant que principes directeurs, mais que leur application doit cadrer avec les véritables préoccupations et priorités des populations. En d'autres termes, c'est une chose que de parler de réduire de moitié le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté d'ici à 2015, mais c'en est une autre que d'apporter une réponse aux besoins et aux inquiétudes des habitants des zones rurales.

Les populations locales recherchent un partenariat. Le partenariat nécessaire pour réussir le développement n'existe pas encore, en particulier au niveau communautaire, où les individus agissent en groupes hors des méandres des politiques et des institutions. Les discussions et l'élaboration des politiques restent très élitistes et les solutions requises ne peuvent aboutir que si tous les partenaires se sentent concernés par le développement. Donner un sentiment d'appartenance aux membres d'une société en développement si disparate en termes de génie, de culture et de processus, représente une tâche colossale. Prendre en compte les intérêts des communautés et s'assurer que leurs efforts sont encouragés et reçoivent l'attention qui leur est due dans le cadre de l'ensemble de la lutte contre la pauvreté, constitue un élément déterminant de ce partenariat. L'Agenda 21 a également souligné l'importance de l'environnement et du développement durable et a accordé une grande attention aux communautés et au rôle qu'elles devraient jouer pour parvenir à assurer la durabilité. Les ODM et l'Agenda 21 sont considérés comme des documents-clés dans le débat actuel sur la réduction de la pauvreté et indiquent la voie que le développement humain et la gestion de l'environnement devraient suivre. Il faut maintenant que ces deux documents soient appliqués sur le terrain, dans le contexte rural et urbain, et ne se limitent pas à des rapports, à des définitions théoriques et à des analyses. Dans le même temps, beaucoup de questions restent sans réponse:

- Comment les communautés vivant en marge du développement pourront-elles participer plus activement aux processus de développement et à la recherche de solutions à leurs problèmes?
- Comment les femmes et les hommes peuvent-ils contribuer de manière positive au développement sans compromettre ce faisant leur santé et celle de leurs enfants?
- Comment réduire la pauvreté en l'absence de nouvelles opportunités?
- Comment les communautés peuvent-elles élaborer des stratégies de lutte contre la pauvreté ainsi que des scénarios et des sphères de développement positifs quand leurs forces et leur créativité sont constamment sous pression et minées par la pauvreté, les privations et le découragement?
- Comment parvenir à une durabilité environnementale quand ce même environnement se trouve précisément au coeur de la survie des individus?
- Comment les gouvernements peuvent-ils former une alliance plus fructueuse avec leur électorat si les décideurs n'ont qu'une vague idée de la réalité quotidienne des pauvres?
- Enfin, comment les analystes du développement et les autres experts des différents secteurs peuvent-ils porter leurs conclusions sur le terrain et s'assurer que les communautés, pour qui l'essentiel du travail est réalisé, comprennent les processus mis en oeuvre et contribuent à l'élaboration des politiques?

Il semble que paradoxalement, même si beaucoup de choses ont changé en matière de problèmes d'environnement aussi bien que de développement, le niveau de vie de la majorité des populations

rurales stagne encore, voire s'est dégradé en l'espace d'une ou de deux décennies. Leurs conditions de vie sont encore largement synonymes de pauvreté et de considérables insuffisances dans presque tous les secteurs de développement, notamment l'énergie. Il est impératif que les solutions qui feront passer les individus des privations à la responsabilisation soient élaborées en-dehors des salles de conférence et des bureaux privés, et de concert avec les communautés-cibles. Les communautés représentent une pièce maîtresse du puzzle et la volonté d'échapper à la pauvreté devrait d'abord venir d'elles, faute de quoi elle ne sera ni respectée ni crue. Dans cette étude, les populations locales ont témoigné de leur désir d'échapper définitivement à la pauvreté, mais jusqu'à quel point peuvent-elles être sûres que leurs enfants échapperont au cercle vicieux qui mine sans relâche leur capacité à subsister et menace de saper les efforts qu'ils déploient pour parvenir à des conditions durables ? La réponse à cette question réside dans la création d'un véritable partenariat regroupant les bailleurs de fonds, les analystes du développement d'ONG du Nord et du Sud, les décideurs à tous les niveaux et les groupes de la société civile perçus comme représentant de véritables circonscriptions et susceptibles d'encourager la participation communautaire.

Parallèlement à cela, c'est à nous qu'il revient de donner au partenariat une définition qui aille au-delà de la rhétorique. La mesure de la durabilité ne dépend pas uniquement d'un ensemble complexe d'indicateurs et des liens qu'ils entretiennent les uns avec les autres, mais aussi de l'évaluation que les communautés font des initiatives de développement et de leurs effets sur leur vie et celle de leurs enfants. A cette fin, des services énergétiques et des politiques efficaces sont nécessaires pour favoriser le développement rural et apporter la sécurité aux femmes, aux hommes et aux enfants dont l'existence est fondamentalement influencée par les choix des sources d'énergie qui s'offrent à eux et à leur niveau de revenu. Comme Oumar Bâ, du village d'Ibel, en fait l'écho: **«nous sommes les oubliés du développement; nous sommes en marge d'un monde qui évolue sans notre participation»**. La pauvreté énergétique a aggravé la marginalisation des pauvres des zones rurales, en les repoussant encore à la périphérie de la société. L'extension des services énergétiques aux pauvres des zones rurales devrait être considérée comme un moteur nécessaire du développement rural, réalisée non au détriment des communautés pauvres mais avec leur entière coopération et participation. Le paysage rural regorge d'individus qui ont le sentiment que l'ensemble du monde en développement s'est ligué contre eux, ce qui ne fait que renforcer un sentiment déjà profond d'aliénation. Les communautés rurales ont un droit inaliénable à des services énergétiques corrects et abordables pour nourrir leur famille, éduquer leurs enfants, profiter de soins de santé adaptés et de transports adéquats et, surtout, jouir d'une existence physiquement et moralement moins contraignante. L'ensemble des agents du développement peut rendre cela possible, avec l'entière coopération des bénéficiaires. Les services énergétiques ont le pouvoir de changer radicalement le statut social et économique actuel des pauvres des zones rurales et de leur donner la possibilité de devenir de véritables partenaires. Les histoires rapportées dans cette étude font peut-être apparaître de graves difficultés, mais elles témoignent aussi du ressort, du courage et du profond sentiment d'espoir de nombreuses communautés rurales dont la détermination d'aller de l'avant reste solide et inébranlable. C'est de ce remarquable esprit que les décideurs et les spécialistes du développement doivent faire preuve afin de combattre la pauvreté et ses composantes intrinsèques.

Références bibliographiques

Rapports

Allely, D et al, Eau, Genre et Développement Durable: Expériences de la Coopération Française en Afrique subsaharienne, Editions du GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques), mars, Cosne-sur-Loire, 2002

African Development Report 1998 : Human Capital Development, publié pour la Banque africaine de développement, Oxford University Press, Oxford, 1998

The Challenge of Rural Energy Poverty in Developing Countries, Conseil mondial de l'énergie et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Conseil mondial de l'énergie, Londres, 1999

Global Environment Outlook 3: PNUE, Earthscan Publication, Londres 2002

Human Development Report 2003: Millennium Development Goals: A Compact Among Nations to end Human Poverty. Publié pour le Programme des Nations Unies pour le développement, Oxford University Press, Oxford, 2003.

Poverty-Environment Gender Linkages, tirage à part du DAC, Journal 2001, Volume 2, No 4, Organisation de coopération et de développement économiques, OCDE, Paris, 2002

Sustainable Development Strategies: A Resource Book, Organisation de coopération et de développement économiques et Programme des Nations Unies pour le développement, Earthscan Publications, Londres 2002

World Development Report 2003: Sustainable Development in a Dynamic World – Transforming Institutions, Growth and Quality of Life, Banque mondiale, New York, 2003

Autres Ressources

Denton, F, Gender: the Missing Link to Energy for Sustainable Development: Policy Paper – Présenté lors du Sommet mondial sur le développement durable, Enda, Dakar, 2002.

Hurst, C. and Barnett, A. The Energy Dimension: A practical Guide to Energy in Rural Development Programmes, Intermediate Technology Publications, Londres, 1990.

Karlsson, G.V. Generating Opportunities: Case Studies on Energy and Women, Programme des Nations Unies pour le développement, New York 2001.

Sokona, Y et Dème, A. "LPG Introduction in Senegal", Document présenté lors du Forum Global sur l'énergie durable – 11-13 décembre 2000, Laxenburg, Autriche.

World Energy Council and Food and Agriculture Organization of the United Nations, The Challenge of Rural Energy Poverty in Developing Countries, Conseil mondial de l'énergie et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Londres, 1999

Sources Internet

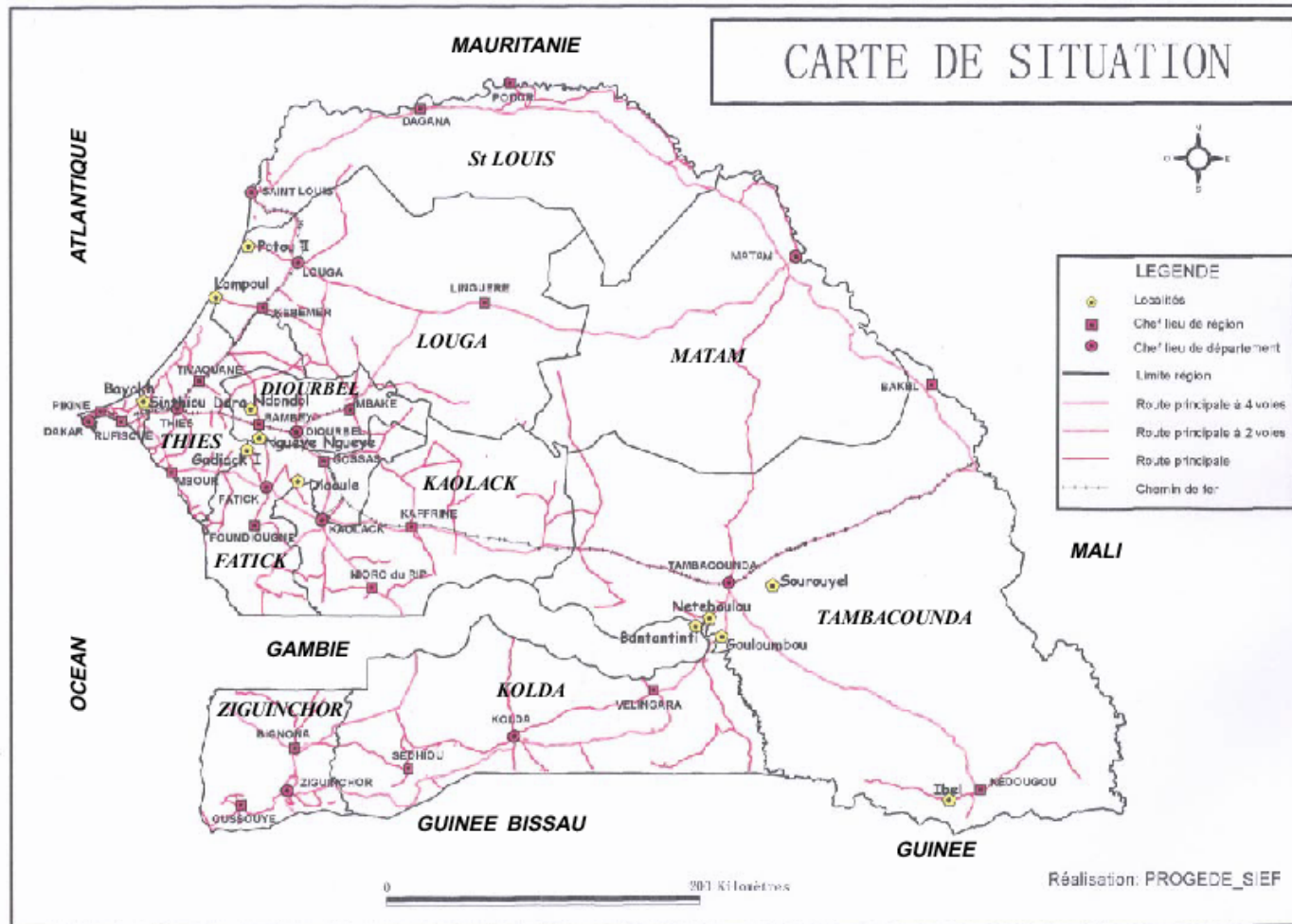
<http://www.fao.org/DOCREP/003/X8054E/x8054e00.htm> _ The Energy and Agriculture Nexus – Rapport de la FAO. Dernière consultation en juillet 2004.

<http://www.fao.org/DOCREP/003/X8054E/x8054e00.htm> _ The Energy and Agriculture Nexus – Rapport de la FAO. Dernière consultation en juillet 2004.

Institut International de la gestion de l'eau 2000 – Atlas de l'eau et du climat, référence Internet: <http://www.atlas.htm> – Dernière consultation en juillet 2004.

ANNEXE A

1. PROFIL DES REGIONS ET DES VILLAGES ETUDIES¹⁶



¹⁶ Notes compilées par Yacine Diagne Gueye et Emmanuel Seck, d'Enda Energie

a) La région de Diourbel

Du fait de sa situation géographique au centre ouest du pays, Diourbel est la seule région du Sénégal qui ne possède ni littoral, ni système fluvial. La région de Diourbel occupe une surface de 4 359 km², soit environ 2,2% du territoire national. Elle est entourée par les régions de Thiés, de Louga, de Kaolack et de Fatick. Elle comprend les départements de Diourbel (235 845 habitants), de Mbacke (437 681 habitants) et de Bambey (256 482 habitants en 2001).

La densité de population de la région est de 201 habitants au km, c'est-à-dire relativement élevée. La population, estimée à 930 008 habitants en 2001 et à 902 327 habitants en 2000, est essentiellement rurale et se compose en majorité de Wolofs (66,4%), de Sérères (24,7%) et de Pulars (6,9%). Les femmes représentent environ 52% de la population et sont regroupées au sein de 558 associations féminines, totalisant plus de 30 000 membres.

Du point de vue économique, la région manque d'infrastructures industrielles, la seule entreprise industrielle importante de la région étant la SONACOS, qui s'occupe de toute la production d'arachides de la région. Toutefois, des années d'activités agricoles liées à la production d'arachides ont fortement appauvri les sols, si bien que leur capacité de rétention d'eau est devenue très faible. L'activité agricole repose principalement sur la production de cultures dépendantes des précipitations. L'élevage de bétail est pratiqué à un moindre degré. Dans certaines zones, pourtant, l'activité agricole ne contribue pas à satisfaire les besoins alimentaires de base des populations locales.

Le climat général dans la région de Diourbel est chaud et sec, avec une saison des pluies très courte, inférieure à quatre mois, et une saison sèche relativement longue. Les précipitations sont assez rares, variant entre 400 et 500 mm. Les ressources hydrologiques consistent principalement en eau souterraine, seule source d'approvisionnement en eau. La région compte 73 puits, dont 14 se trouvent dans le département de Diourbel, 39 dans celui de Mbacké et 20 dans celui de Bambey. La qualité de l'eau est assez médiocre, avec des concentrations en sel et en fluorure parfois supérieures à 1,5 g/l et à 1 mg/l respectivement, en particulier dans certaines zones de Bambey.

D'après les DSRP (Documents stratégiques de réduction de la pauvreté), Diourbel est la troisième région la plus pauvre du Sénégal. Elle compte 13 732 familles pauvres, sur un total de 71 743, soit un taux de pauvreté de 19% ; 93% de ses habitants vivent dans les zones rurales et gagnent moins de 4,569 FCFA par habitant et par mois.

1. Ngueye Ngueye

Ngueye Ngueye est un village du département de Bambey, situé à quelque 7 km de la ville de Bambey. Sa situation géographique est caractérisée par un climat très chaud et sec, avec une végétation clairsemée, composée principalement de baobabs.

Situé dans l'arrondissement de Ngoye (26 703 habitants en 2001), Ngueye Ngueye est voisin des villages de Ngaly, de Ndimb, de Sessene et de Barry. La population locale de Ngueye Ngueye est estimée à 1500 habitants, répartis dans 160 foyers.

Les pluies sont saisonnières et varient entre 300 et 600 mm. Les principaux problèmes rencontrés dans cette zone incluent l'accès à l'eau potable et au bois.

La principale activité du village est l'agriculture; l'essentiel des cultures produites étant le sorgho et les haricots vache (niébé). L'élevage de bétail devient la principale occupation, notamment à la saison sèche. La population locale participe aussi à de petites activités commerciales, à la production d'huile d'arachide, de beurre de cacahuète et de savon, ainsi qu'à la location de chaises, au micro-crédit et à des services d'impression sur soie.

Le village peut se vanter d'abriter deux associations de promotion de l'activité économique, également connues sous le nom de GIE, en plus d'une association féminine et de quelques associations socioculturelles, ou ASC. Outre les activités mentionnées ci-dessus, les femmes locales se sont aussi lancées dans l'élevage de moutons. Cette activité est très gratifiante et, avec le soutien d'ONG locales, les femmes commencent à tirer de petits profits de ces activités. Les femmes locales participent également au reboisement, autre activité très importante. Toutefois, les résultats obtenus jusqu'à présent sont mitigés, du fait de problèmes liés à la protection des ressources naturelles.

Le village manque d'infrastructures. Il n'y a ni école, ni hôpital, ni centre communautaire. Il n'y a pas non plus d'électricité ni d'approvisionnement en eau, en dehors d'une unique borne-fontaine communautaire. La nature enclavée du village constitue un sérieux obstacle au développement.

Les femmes locales rencontrent de nombreuses difficultés, liées au manque de combustibles pour faire la cuisine. Elles sont obligées de parcourir plusieurs kilomètres à pied à la recherche de combustibles pour cuisiner et doivent parfois avoir recours à de la bouse de vache. Le broyage des céréales représente un autre problème non négligeable. Cette tâche prend beaucoup de temps, dans la mesure où elle est accomplie de manière traditionnelle, à l'aide d'un mortier et d'un pilon, ce qui constitue un frein pour les femmes qui ont besoin de se lancer dans d'autres activités génératrices de revenu plus lucratives.

2. Ndongol

Le village de Ndongol est situé dans le département de Bambey et compte 18 000 habitants. Il se trouve dans la zone climatique chaude et sèche du pays, où les pluies excèdent rarement 300 mm. Par conséquent, le développement du secteur agricole est assez précaire, avec des désavantages considérables en termes de conditions climatiques et de dégradation des sols. Les principales cultures sont l'arachide, le millet, le soja, le sorgho et le haricot vache (niébé). Le maraîchage, qui a fortement diminué, a fait place aux cultures à proximité des puits. D'un autre côté, Ndongol possède les conditions nécessaires au développement d'activités maraîchères en bassins.

Ndongol est électrifié et possède un groupe d'intérêts associatif (GIE), regroupant les producteurs de cultures maraîchères. En tout, il existe huit parcelles de potagers de 10 à 12 ha. Chaque parcelle est dotée d'un puits. La mission catholique participe à plusieurs initiatives de vulgarisation dans cette zone, dont des formations professionnelles, notamment en couture et en enseignement fondamental. Il existe un collège, avec plusieurs classes réparties à Ndongol et dans les environs.

b) La région de Tambacounda

S'étendant sur une superficie de 59 000 km², la région de Tambacounda est la plus vaste du pays. Elle se compose des départements de Tambacounda (302 068 habitants), de Bakel (152 933 habitants) et de Kédougou (75 331 habitants), soit une population totale de 530 332 habitants. Située à l'extrême est sud-est du pays, la région est bordée par les régions de Matam, de Kaolack et de Kolda. Elle est frontalière du Mali, de la Guinée et de la Gambie.

Malgré sa superficie considérable, la région de Tambacounda est la moins peuplée du pays, avec quelque 8,3 habitants au km². 83% de la population locale vit en milieu rural. Les femmes représentent environ 51% de la population totale. Celle-ci se compose de Pulars (46%), de Mandingues (17%), de Sarakholés (11%), de Wolofs (9%), de Sérères (3%), de Bambaras (3%) et d'autres groupes ethniques.

La région de Tambacounda est située dans les ceintures soudano-sahélienne et soudano-guinéenne. Les pluies varient entre 600 et 1300 mm du nord au sud, atteignant 1500 mm à l'extrême sud. La végétation est également abondante, en raison des conditions écologiques de la région. Les ressources en eau sont abondantes, la région étant arrosée par des fleuves tels que le Sénégal, la Falémé, la Gambie et leurs affluents.

Toutefois, bien qu'elle soit dotée de ressources naturelles abondantes et d'un potentiel économique non négligeable, la région contribue pour moins de 3% au PNB du pays. La raison principale en est le secteur primaire, qui représente 77% du PIB.

D'après les récentes études sur la pauvreté, la région compte 16 296 familles pauvres, ce qui signifie qu'environ 39% du nombre total des ménages et 46% des habitants de la région vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Ces ménages ne disposent pas de la ration alimentaire minimale de 2 400 calories par jour. Globalement, 44% des ménages ruraux vivent au-dessous du seuil de pauvreté, contre 17% des ménages urbains.

Les infrastructures et les services sociaux de base de la région sont totalement inadaptés. En termes de santé publique, il n'existe qu'un seul centre de soins pour 112 129 habitants et, dans certains cas, la distance entre le centre de soins et le domicile peut atteindre 75 km. En 1998, les dépenses en matière de santé publique de la région se montaient à 797 francs CFA par habitant.

3. Bantantinty

Bantantinty se trouve dans la commune rurale de Netéboulou, l'arrondissement de Massirah, le département et la région de Tambacounda. Il est situé à moins de 5 km de la frontière avec la Gambie, d'où le fondateur du village est originaire.

Le village compte 744 habitants, dont une majorité de femmes. La population se compose principalement de Mandingues et de Diakhanlés, organisés au sein d'un système de castes socio-professionnelles, comprenant plusieurs catégories : les orfèvres, les cordonniers, les chanteurs et conteurs populaires, les potiers, les charpentiers, les éleveurs et les agriculteurs.

Les infrastructures socio-économiques du village se composent d'une école, d'une cantine scolaire et d'une école coranique, accueillant aussi des cours d'alphabétisation. On compte également les infrastructures de base suivantes :

- un puits cimenté d'une profondeur de 7 mètres, construit par l'Etat en 1956;
- 14 puits traditionnels (d'une profondeur de 20 mètres);
- un générateur électrique (dans les locaux de l'ancien Ministère de l'Environnement);
- un centre de soins (construit par l'OFADEC, mais aujourd'hui fermé);
- une petite mosquée (une collecte de fonds est en cours pour la construction d'une mosquée plus grande);
- une boutique;
- un entrepôt pour le stockage des arachides;
- une épicerie construite par le PAM en 1999;
- un terrain de football;
- le terrain de sports de l'école.

La principale activité de la région est l'agriculture, même si le maraîchage et l'exploitation des ressources forestières reprennent de l'importance, grâce au projet du PROGEDE. Les activités agricoles comprennent la culture du maïs, du millet, du sorgho, de l'arachide et de la patate douce. L'élevage de bétail, principalement le fait des tribus Fulani vivant dans les villages alentour, reste marginal.

Il existe un comité villageois et une association féminine. Le principal problème rencontré par les femmes locales est lié à l'excès de travail, du fait des difficultés à se procurer des combustibles. La corvée de broyage des céréales à l'aide du pilon et du mortier traditionnels s'est trouvée considérablement réduite avec l'arrivée de la plateforme multifonctionnelle.

4. Netéboulou

Le village de Netéboulou compte 1300 habitants. Les Mandingues forment le principal groupe ethnique. Le village lui-même fait partie de la communauté rurale de Netéboulou, de l'arrondissement de Missirah et du département de Tambacounda. Il se situe à 63 km de Missirah et à 28 km de Tambacounda. Netéboulou est entouré des villages suivants: Diadala, à 5 km au nord, Touréma, à 4 km au sud, Touba Dar es Salam, à l'est, et Guénoto, à 5 km à l'ouest.

La principale activité du village est l'agriculture, avec notamment la culture du coton, du maïs, du millet, de l'arachide, du riz et de produits maraîchers. Les autres activités comprennent: l'élevage de bétail (bovins, moutons et chèvres), des activités commerciales, des industries et de l'artisanat à petite échelle (charpentiers, forgerons, maçons, tisserands), la boulangerie, la pêche et la réparation de voitures.

Les infrastructures communautaires comprennent: une mosquée, un centre communautaire, un puits, une école, un dispensaire, un centre communautaire pour les femmes, un centre pour les jeunes, un marché (les jours de marché sont fixés sur une base hebdomadaire), un magasin de céréales, neuf commerces, deux cabines téléphoniques, une maternité, 40 puits traditionnels, deux moulins, une machine servant à broyer les arachides et cinq boulangeries.

5. Sourouyel

Sourouyel se trouve dans l'arrondissement de Missirah (48 836 habitants), appartenant au département de Tambacounda (302 068 habitants). Le village, situé à 28 km de Tambacounda, est également le chef lieu de la communauté rurale. Sa population locale se compose de Mandingues et de Peulhs. La végétation forestière inclut des espèces de combrétacées, de parkia biglobosa, de venn, de nguer, de gomme arabique et un sous-bois d'herbacées.

Plusieurs routes relient Sourouyel aux villages voisins, facilitant les échanges commerciaux avec le monde extérieur. L'abondance de marais et de mares favorise la pêche, la culture du paddy et le maraîchage. On produit également des cultures telles que le maïs, le millet, les arachides, le sorgho et le coton. Dans l'ensemble, la population locale a accès aux ressources forestières, dont elle tire du bois de feu et du bois de qualité pour la fabrication de meubles et la construction.

La population locale tire sa subsistance de l'agriculture, de l'élevage (deuxième activité en importance) et de la pêche. L'exploitation des ressources forestières sert principalement à la consommation domestique locale. La charge de travail en milieu rural est très lourde, notamment pendant la saison des pluies. Les femmes sont occupées par les tâches ménagères tout au long de l'année.

Le village compte de nombreuses associations, organisations et groupes de pression agricoles. Les femmes locales possèdent également leurs propres associations.

6. Ibel

Ibel appartient à la communauté rurale de Bandafassi (14 877 habitants), à l'arrondissement de Bandafassi (20 105 habitants), au département de Kédougou et à la région de Tambacounda. Il est situé à 7 km du chef lieu de la communauté rurale, à 7km du chef lieu du département et de la région et à 22 km du chef lieu de l'arrondissement.

Le village est divisé en deux parties, séparées par la voie rapide Kédougou – Salémata. La répartition sociale et spatiale permet de distinguer six quartiers principaux: Waaliki, Sinthiou, Roundé dow, Yilabé, Roundé ley et Kangardi. Le dernier recensement de la population a fait état de 912 habitants.

Ibel compte les infrastructures socio-économiques suivantes:

- Six puits traditionnels creusés à la main
- Deux mosquées
- Deux cimetières
- Un square public
- Un entrepot de marchandises
- Un puit cimenté
- Quatre magasins
- Deux boulangeries
- Un terrain de camping pour touristes
- Un centre de soins (actuellement fermé)
- Une école, dotée de sa propre cantine.

7 Gouloumbou

Le village de Gouloumbou se trouve dans le département de Tambacounda, l'arrondissement de Missirah (48 836 habitants) et la communauté rurale de Netéboulou (13 980 habitants en 2001). Gouloumbou compte 1299 habitants : Peulhs, Bambaras, Mandingues, Diakhankés, Wolofs, etc. Les villages alentour incluent: Mahina, Nema, Saré hamady, Saré Madede, Saré Sidi et Kerly.

Parmi les principaux secteurs d'activité, on trouve la pêche (du fait de la proximité du fleuve Gambie), l'agriculture, l'élevage de bétail et le commerce. La production agricole inclut : le millet, l'arachide, le maïs, le coton, la banane, etc. La position de « carrefour » du village explique en grande partie son importance en tant que centre commercial majeur. Le marché y a lieu tous les lundis.

Le village de Gouloumbou compte très peu d'infrastructures de base. Il n'y a ni dispensaire, ni centre de soins. Il y existe une école, avec six classes. Il y a aussi un puit, hors service, un marché hebdomadaire et une mosquée. Le village n'est pas alimenté en électricité.

Six associations économiques à but lucratif (GIE) opèrent à Gouloumbou. Il existe également une association féminine. Ces associations sont très actives dans le secteur commercial.

Les Niayes

La région des Niayes couvre un écosystème s'étendant le long du littoral, de Dakar à Saint Louis. Cette ceinture, longue de 180 km, forme une bande de 30 km de large qui rentre dans

les terres. Le paysage se caractérise par des dunes de sables et des dépressions, souvent inondées par des flux d'eau souterraine provenant des nappes aquifères. Le climat soudano-guinéen et sub-guinéen s'avère relativement favorable. Toutefois, la végétation, normalement abondante, est vulnérable aux changements climatiques et à l'activité humaine. L'écosystème des Niayes se caractérise par l'influence permanente du niveau hydrostatique et par des sols humides.

Les caractéristiques physiques de l'écosystème des Niayes confèrent un potentiel économique très important à la région, qui est devenue le principal producteur de cultures maraîchères à destination des grandes agglomérations. Néanmoins, la région est sérieusement menacée par l'urbanisation croissante, notamment dans la région de Dakar, où la production de cultures maraîchères connaît un déclin face à l'expansion rapide de la ville.

Au niveau économique, d'autres activités prédominent, telles que l'horticulture, la pêche (exercée à partir de ports d'embarquement traditionnels comme Kayar, Fass boye, Lompoul, etc.) et quelques activités minières.

La région des Niayes bénéficie également d'un vaste programme de fixation des dunes reposant sur l'utilisation du filao et lancé par le Ministère des Eaux et des Forêts dans le cadre de projets de reboisement. Cependant, comme les forêts sont protégées, elles ne sont d'aucune aide face au problème de l'accès aux combustibles rencontré par les femmes locales.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie de la population locale, plusieurs programmes et mesures ont été introduits par le gouvernement, les ONG et des partenaires locaux. Par conséquent, avec le soutien d'ONG et de partenaires privés, dont des associations féminines locales, de nombreuses activités génératrices de revenu ont été lancées, notamment en faveur des femmes. Celles-ci incluent: la production de cultures maraîchères, des activités commerciales à petite échelle et le renforcement des compétences des membres des associations ci-dessus. Ces activités ont contribué à développer un certain nombre de programmes de micro-crédit.

Un bon exemple de ces initiatives est le cas de Potou et de Lompoul, où la population locale participe à la pêche et à l'horticulture. Les pêcheurs de la région (des Peulhs et des Wolofs) produisent également des cultures maraîchères. Cette région joue un rôle majeur dans la production horticole, à la fois dans la région de Louga et dans l'ensemble du Sénégal. De grandes agglomérations, telles que Dakar, et même des pays frontaliers, comme la Mauritanie, sont approvisionnés par Potou.

Les activités entreprises dans cette région contribuent largement à améliorer la sécurité alimentaire, la stabilité des revenus, le développement de marchés internationaux et la gestion des ressources naturelles. Toutefois, les activités liées au maraîchage, qui ont joué un rôle si important dans la réduction de la pauvreté, rencontrent des obstacles considérables qui menacent de ralentir leur développement. Ces obstacles incluent la dégradation des ressources naturelles associée à la production horticole. Il existe également des problèmes de stockage, de transformation et de distribution des produits maraîchers.

8. Lompoul

Lompoul accueille une union d'associations économiques à but lucratif (GIE), représentant 16 villages. Les activités économiques sont relativement diversifiées et comprennent l'élevage de bétail, la pêche, le reboisement, le commerce à petite échelle, etc.

9. Potou

Idéalement situé au coeur de la zone maraîchère des Niayes, dans la région de Louga, Potou est devenu la première région productrice d'oignons du Sénégal.

10. Bayakh

Les villages de Bayakh et de Sinthiou Dara sont situés dans l'arrondissement de Keur Moussa (65 591 habitants en 2001) et la communauté rurale de Diender (35 495 habitants en 2001). Ces villages sont faciles d'accès, étant situés à l'intersection de la nouvelle voie rapide des Niayes et de la route reliant Kayar à la principale voie rapide nationale.

Bayakh compte 4 000 habitants : Wolofs, Peulhs, Diolas et Bambaras. La principale activité est le commerce à petite échelle. Les autres activités économiques incluent l'agriculture et la production de cultures maraîchères.

Bayakh se trouve compris dans les principaux réseaux de distribution d'électricité et d'eau, si bien que le seul obstacle à leur accès réside dans les moyens financiers individuels. Le village est doté des infrastructures de base suivantes: un centre de soins, une école élémentaire, une école secondaire, une maison familiale rurale et un réseau de téléphone. Le village organise également un système d'épargne et de crédit, bien que ce dernier soit toujours à la recherche de locaux permanents.

Le village accueille aussi de nombreuses associations économiques à but lucratif, dont une majorité d'associations féminines, mais aussi quelques organisations mixtes.

Le gaz représente la principale source de combustible utilisée pour la cuisine, du fait de la rareté du bois et du charbon.

11. Sinthiou Dara

Sinthiou Dara se trouve à proximité de Bayakh et, par conséquent, à l'instar de celui-ci, est compris dans les réseaux principaux d'électricité, d'eau et de téléphone. Le village, qui compte 2000 habitants, possède une maternité, un puits et une école élémentaire.

L'activité principale de la population locale est la culture de légumes, l'agriculture et la plantation d'arbres fruitiers.

L'accès au bois et au charbon constitue un problème de taille pour la population locale et la plupart des habitants ont recours au gaz pour les utilisations liées à la cuisine.

La région de Fatick

La région de Fatick a été créée en 1984, à la suite de la réorganisation administrative du territoire ayant eu lieu cette année-là. La région couvre une superficie de 7 935 km², soit environ 4,4% du territoire national. Elle se compose des départements de Fatick, de Gossas et de Foundioune, outre 10 arrondissements, 35 communautés rurales et 927 villages. Fatick est entourée par les régions de Diourbel, de Louga, de Thiés et de Kaolack, et bordée par la Gambie et l'océan Atlantique.

Le recensement de la population de 1988 a comptabilisé 509 702 habitants (7,3% de la population nationale) et une densité de population de 64 habitants au km². Une estimation de la population réalisée en 2001 a donné le chiffre de 639 075 habitants, pour une densité de population de 79 habitants au km² (source: DPS).

L'agriculture constitue la principale activité économique de la région et occupe 90% de la population locale. Les principales cultures produites sont l'arachide, la pastèque, le millet, le

riz, le maïs, le haricot vache (ou niébé) et les cultures maraîchères. Toutefois, l'activité agricole doit faire face à de nombreux problèmes, tels que la dégradation des sols, leur salinité, la déforestation et le manque d'eau.

Outre l'agriculture, la population locale pratique l'élevage de bétail, la pêche et l'extraction de sel. L'accès aux services sociaux de base, tels que l'éducation, la santé, l'eau potable, le logement et les communications s'avère très limité.

12. Diaoulé

Diaoulé est situé dans le département de Fatick (254 417 habitants en 2001), l'arrondissement de Diakhao (51 242 habitants en 2001) et la communauté rurale de Diaoulé, qui comptait 10 117 habitants en 2001. La population de Diaoulé se compose de Sérères, de Peulhs et de Wolofs.

L'agriculture constitue la principale activité du village, avec notamment la culture du millet et de l'arachide. Diaoulé se trouve d'ailleurs au coeur du "bassin de l'arachide". Néanmoins, la production d'arachides s'est révélée décevante, surtout en 2003. A côté de l'agriculture, les autres activités pratiquées incluent l'élevage de bétail et le commerce à petite échelle.

D'un point de vue historique, le développement de Diaoulé a suivi le schéma traditionnel, caractérisé par quatre secteurs principaux (Diaoulé I II III et IV). De cette disposition découlent un certain nombre de problèmes: par exemple, Diaoulé III se trouve à 2 km du puits du village, ce qui a de graves répercussions sur les activités de la population féminine.

Une centrale électrique photovoltaïque a été installée en avril 1989, dans le cadre du projet d'électrification rurale germano-sénégalais. Au terme du projet, la SENELEC a pris la suite de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) pour la production de l'électricité et la gestion des infrastructures. Cependant, pendant la période de gestion de la GTZ, l'approvisionnement en électricité était ininterrompu, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, où l'électricité est fournie selon un système de rotation entre les quatre secteurs de Diaoulé. Toutefois, à partir de 2004, la SENELEC s'est engagée à assurer un approvisionnement stable à partir des installations à haute tension de Fatick.

Diaoulé possède les infrastructures de base communautaires suivantes:

- une école de douze classes;
- un centre communautaire, ou "maison communautaire»;
- un dispensaire et une maternité;
- un puits;
- une centrale électrique solaire;
- un central téléphonique.

En ce qui concerne l'approvisionnement en eau, le village est bien équipé, mais le gaspillage est important, faute de compteurs à eau permettant de déterminer précisément la consommation individuelle.

La construction des infrastructures suivantes a été programmée et attend le financement nécessaire:

- un jardin d'enfants;
- un hôtel communautaire;
- une école secondaire.

Le taux d'accès aux services sociaux de base dans la communauté rurale de Diaoulé s'élève à 25%, ce qui est nettement inférieur à celui des autres communautés rurales du même arrondissement.

Pour ce qui est des combustibles utilisés pour la cuisine, le charbon arrive en tête, suivi du gaz. Les femmes locales ont rarement recours au bois pour la cuisine.

Les femmes locales sont organisées en quelque cinquante associations féminines et disposent d'une "maison familiale rurale". Les principales activités incluent le reboisement, de petites activités commerciales, la teinture de textiles, etc.

ANNEXE B

Entretiens avec des responsables de projets de développement et des décideurs ¹⁷

A . **ROKHAYA DIOP NDIAYE – Programme de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE).**

La rencontre avec Madame NDIAYE nous a donné un nouvel éclairage sur le concept de Genre et Energie, quant à son importance pour les femmes et leurs priorités immédiates. En réalité, comme Madame Ndiaye l'a fait remarquer, se limiter aux problèmes des femmes et de l'énergie contribue à marginaliser d'autres problèmes spécifiques tout aussi importants pour les femmes. Le problème des femmes et de l'énergie devrait être intégré dans un cadre plus vaste correspondant davantage à une perspective mondiale. En outre, en dehors de leur contribution aux statistiques sur la consommation finale d'énergie, la participation des femmes au circuit énergétique national ne constitue pas un facteur déterminant. Toutefois, cette tendance commence à s'inverser progressivement, à la suite de la mise en oeuvre d'activités lancées par le PROGEDE dans des régions productrices de charbon.

En ce qui concerne le problème de la pauvreté, il s'agit d'un concept mondial qui devrait concerner tout un chacun, au-delà des différences d'approche et d'appréciation. Les facteurs qui déterminent la pauvreté, notamment dans les zones rurales, sont toujours faciles à discerner de notre point de vue, alors que les populations locales, en revanche, pensent qu'elles doivent se contenter de ce qu'elles ont et s'en montrer satisfaites. D'où la question: sur quels critères les populations rurales fondent-elles leur concept de la pauvreté?

En réalité, l'énergie n'est jamais considérée comme une priorité par les populations rurales, qui accordent plus d'importance à l'eau, à la santé, à la construction de routes, à des activités génératrices de revenu, etc. Il semble même (comme cela apparaît d'après l'initiative du PROGEDE consistant à distribuer dans les zones rurales des appareils de cuisson, tels que des fourneaux au kérosène) que ce type d'initiative ou de demande de soutien n'émane jamais des populations locales. Ces dernières n'évaluent généralement pas bien non plus leur contribution au développement de techniques et de technologie adaptées spécialement conçues pour elles, bien qu'elles en suivent souvent les étapes expérimentales. Cependant, une fois les techniques développées, elles reconnaissent souvent les améliorations et les avantages que ces innovations apportent dans leur vie quotidienne et leur bien-être général. En général, les femmes aspirent à pouvoir s'offrir des appareils plus pratiques du point de vue technologique, par exemple des fourneaux à gaz. Les projets mis en oeuvre à l'avenir y gagneront à consulter les femmes locales afin de connaître leurs préférences en matière de technologies appropriées.

Il est très important de ne rien imposer aux populations locales, qui ont aujourd'hui une idée précise de ce dont elles ont besoin et de l'aide que leurs partenaires extérieurs pourraient leur apporter. A cet égard, le projet est très pertinent dans son approche, ainsi que dans son fonctionnement à venir, du point de vue des avantages offerts aux différents groupes d'opérateurs sur le terrain. Les activités du PROGEDE (parmi d'autres activités) visent à atteindre une meilleure gestion des ressources naturelles, à travers la participation directe des populations locales. Eu égard aux régions méridionales du pays, qui produisent la totalité du bois et du charbon consommés à l'échelle nationale, des initiatives récentes tendent à faire participer les populations locales au circuit de production, au lieu de favoriser des étrangers venus exploiter leurs ressources naturelles. Pour ce faire, des comités villageois de gestion

¹⁷ Entretiens réalisés en grande partie par Yacine Diagne Gueye – Enda Energie

(CVGD) ont été créés dans toute la zone du projet. Il paraîtrait même que de nombreuses femmes aspirent à devenir opérateurs dans le secteur du charbon.

Aujourd'hui, les populations locales ont pleinement accepté les concepts modernes en matière de développement. Toutefois, la disponibilité de moyens financiers constitue toujours un obstacle majeur à la concrétisation de leurs aspirations. Il est difficile d'affirmer si l'énergie joue ou non le rôle de vecteur de développement dans les zones rurales.

B. ALASSANE SEGOU NDIAYE - MIREILLE AFOUDJI
Projet Sénégal-allemand Combustibles Domestiques (PSACD)

Monsieur Ndiaye est d'avis que si l'on considère l'énergie en termes de valeur nette et de services de base, alors le secteur énergétique ne constitue pas un problème spécifiquement féminin. Le problème devrait être analysé dans un contexte général, en tenant compte de toutes les composantes de la société (les hommes aussi bien que les femmes). La pauvreté représente un problème endémique dans la société sénégalaise, où la préoccupation la plus urgente porte sur la création de richesses et sur une répartition équitable des profits du patrimoine national. La position des femmes dans la société sénégalaise devrait donc être analysée dans le contexte d'une société fondamentalement pauvre qui tente d'améliorer son potentiel économique. C'est dans ce contexte qu'il conviendrait de réaliser une analyse de toutes les composantes du système, notamment des femmes, dans le domaine de la génération de revenu.

Les services et les produits énergétiques sont des thèmes prioritaires dans ce débat et, selon Monsieur Ndiaye, la création de ces derniers devrait être renforcée. Pour ce faire, on ne saurait trop insister sur le rôle des femmes en tant qu'opératrices. Les femmes devraient être incluses dans tous les aspects du circuit de production, en tant qu'opératrices, ce qui, malheureusement, n'est possible qu'avec l'établissement d'un système approprié et d'un accès à des ressources financières adéquates (crédits, prêts, etc.). Il apparaît que les hommes ont accès à toutes les installations, contrairement aux femmes. Ce statut quo n'est pas durable et doit changer.

L'approche en matière de développement adoptée par le GTZ dans le cadre de ses activités, repose sur la programmation, la stabilisation des branchements et l'organisation d'opérateurs et de partenaires. La forêt constitue une source de ressources énergétiques, passant par une organisation au niveau individuel aussi bien que globale. Le projet a également créé un système de financement approprié et un code de conduite pour réapprovisionner le système de crédits et de prêts.

Grâce au projet Femmes, Energie et Pauvreté, les différents groupes de partenaires pourront avoir une vision des femmes et de l'utilisation durable de l'énergie. Il aura l'avantage d'éclairer les opérateurs, les partenaires et tous ceux qui ont l'intention d'œuvrer dans ce domaine. Toutefois, le projet ne doit pas tomber dans le piège de la "folklorisation", c'est-à-dire énoncer simplement le problème et s'arrêter avant de l'avoir résolu.

Il importe également, dans les circonstances actuelles, d'incorporer l'approche "genre-énergie" au cadre du développement et d'aider les femmes à s'émanciper de l'esclavage de la pauvreté. Désormais, il faudrait investir dans les femmes, afin de mettre un terme à leur marginalisation.

Points-clés:

- Utiliser la vente de produits énergétiques dans des commerces de détail pour inclure les femmes dans le circuit. Celles-ci sont tout aussi capables que les hommes de gérer des commerces de détail.

- Mettre l'accent sur la formation et l'information.
- Assurer la cohérence du financement
- Garantir une répartition équitable.

C. Madame Awa SECK – BANQUE MONDIALE

La première observation tirée du séminaire de Dakar sur l'Energie et la Réduction de la Pauvreté est que les documents stratégiques sur la Réduction de la Pauvreté ont quelque peu négligé la composante énergie. L'importance de l'énergie est particulièrement mise en lumière par l'établissement de liens avec d'autres secteurs du développement, lesquels seront renforcés dans les projets à venir. La Banque mondiale met actuellement en œuvre un programme de soutien en faveur de la SENELEC et de l'ASER (Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale). Ce type d'activités fait partie de la mise en œuvre des résultats du séminaire de Dakar. Une étude spécifique sur les liens intersectoriels a été commanditée et sera bientôt disponible. Une étude avait déjà été réalisée précédemment sur l'Energie et la Pauvreté.

Eu égard aux projets de démarrage, il est important de définir préalablement le type d'activités normalement entrepris par la population, afin de déterminer au mieux la manière dont ENDA Energie peut aider à mettre en oeuvre ces activités. Cette approche pourrait être appliquée à tous les projets de développement conçus pour les populations locales. Dans le même ordre d'idées, il importe également de déterminer toutes les activités pouvant être considérées comme complémentaires pour un projet donné. Par exemple, le drainage, le maraîchage, la production de plantes, la production de semences, l'élevage de bétail, etc., sont tous complémentaires des ressources en eau et devraient être pris en considération lors de la préparation d'un projet d'ensemble sur les ressources en eau, au lieu de chercher des financements pour de petits projets isolés.

Aujourd'hui, les populations locales sont capables de définir leurs propres priorités. Néanmoins, elles attendent généralement des projets qu'ils produisent des résultats immédiats, alors que les activités réalisées dans le cadre des projets doivent être cohérentes et durables, afin de pouvoir donner des résultats concrets à long terme. Il importe également, lors de l'étude, d'établir des comparaisons entre les villages électrifiés et ceux qui ne le sont pas, ou d'introduire des critères de comparaison pertinents, de manière à illustrer l'évolution et l'impact de l'électrification d'une région à l'autre.

En ce qui concerne le genre et l'énergie à proprement parlé, on constate que le secteur est totalement monopolisé par les hommes, les femmes en étant complètement exclues, que ce soit des étapes de la production ou des circuits de distribution. Les commerces de détail qui vendent des produits énergétiques et connaissent un essor dans tout le pays pourraient être gérés tout aussi efficacement par des femmes, qui connaissent leurs besoins énergétiques mieux que quiconque et présentent également l'avantage d'instaurer des mécanismes pour garantir l'entraide et faciliter le paiement. Il a aussi été observé que certains projets tenaient les femmes à l'écart du processus de formulation. Cela illustre la nécessité de concevoir des projets qui mettent l'accent sur les femmes, sans exclure la participation d'autres groupes sociaux. En outre, celles-ci devraient bénéficier des moyens financiers nécessaires et, au moins, d'une formation de base en gestion et en commerce.

Les projets et les activités introduits dans le cadre du développement pour les groupes de populations locales devraient être durables. Toutefois, les stratégies politiques vont rarement dans ce sens, parce que les politiciens locaux détournent des ressources substantielles vers leur circonscription ou leur base politique locale, afin d'acheter des voix et de gagner des soutiens lors des élections locales. L'une des manières de rendre les mesures politiques plus durables consiste à établir une sorte de partenariat avec des organisations non-gouvernementales, des projets de développement et d'autres institutions concernées oeuvrant dans la région. Cette stratégie aura l'avantage de rendre plus rentables les investissements

dans les initiatives de développement et permettra aussi aux populations locales de mieux comprendre le rôle de l'Etat et leurs attentes légitimes.

Points-clés:

- Formuler des projets conçus spécialement pour les femmes ;
- adapter les mesures de manière à satisfaire les intérêts à long terme des groupes de population locale ;
- renforcer les mesures d'encouragement en faveur des femmes qui souhaitent investir dans la commercialisation de produits énergétiques au sein du circuit de la consommation d'énergie.

D. Mme ABY NDIAYE - Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS)

Les objectifs de la FAFS portent sur le développement des priorités des femmes, ainsi que celles de la famille, dans un contexte aujourd'hui dominé par une pauvreté étendue qui devrait concerner tout le monde. De fait, l'expérience actuelle montre que les femmes aspirent toujours à pouvoir profiter de meilleures sources d'énergie domestique. D'autre part, les projets portant sur les technologies liées à la cuisine en sont toujours au stade expérimental et doivent être améliorés, pour parvenir à des résultats meilleurs et plus durables. En ce qui concerne la cuisine, le gaz arrive indubitablement en tête des préférences des femmes, et ce quels que soient leurs moyens financiers. Toutefois, la popularisation à grande échelle du gaz n'est guère possible pour le moment, vue la faible capacité de formation de revenu des populations locales concernées. Même si des appareils de cuisson sont distribués gratuitement, les populations rurales n'auront pas les moyens de réapprovisionner leur réserve de gaz.

La pauvreté constitue un problème mondial, à bien des égards transversal et qui pourrait être éliminé moyennant une volonté politique et des mesures nationales efficaces. De telles mesures devraient avoir un effet transversal sur les populations locales, en résolvant leurs problèmes de santé et d'éducation, ainsi qu'en diversifiant l'agriculture et en améliorant l'accès à des activités génératrices de revenu. Il faut d'abord résoudre les problèmes prioritaires et améliorer les infrastructures pour que les populations locales puissent commencer à prétendre à d'autres activités susceptibles d'améliorer leur bien-être.

D'autre part, les politiques nationales pourraient jouer un rôle déterminant dans l'amélioration de la situation économique des populations locales, en créant les bases nécessaires à l'amélioration des conditions de vie, notamment un développement du système de l'aide à l'enfance. La recherche de prêts et de crédits pour les femmes et les autres groupes sociaux, etc., ne devrait entrer en jeu qu'une fois tous les problèmes prioritaires connexes résolus. Les préoccupations relatives à l'amélioration des conditions de vie devraient impliquer un système de crédit subventionné en faveur des femmes, pour les aider à tirer profit de leurs investissements. La subvention des crédits signifie que les femmes n'auraient à rembourser que 50% de l'emprunt, qui pourrait être investi dans une entreprise privée. Le développement des infrastructures et l'octroi de subventions pourraient permettre d'augmenter le taux de réussite des activités génératrices de revenu entreprises par les femmes qui, pour des raisons de santé, d'eau, d'éducation des enfants, etc., ne sont pas aussi déterminées et motivées qu'elles devraient l'être. Néanmoins, les crédits alloués aux associations féminines ont certaines limites, si bien qu'une nouvelle approche pourrait consister à accorder des prêts sur une base individuelle. En réalité, beaucoup de femmes ont déclaré préférer ce système. En outre, l'expérience a démontré que les entreprises commerciales collectives ne fonctionnent pas toujours, produisant alors des résultats mitigés.

Les stratégies de financement et l'utilisation des ressources financières devraient être modifiées en fonction de la zone concernée (rurale, sub-urbaine ou urbaine), étant donné que les besoins et la capacité de remboursement des emprunts y sont différents. Le développement de petites et moyennes entreprises (PME) décentralisées dans les zones productives apporterait des avantages supplémentaires aux femmes, qui seraient à même de prendre la responsabilité de faire marcher le ménage. En outre, les programmes conçus pour les femmes devraient faire en sorte de différencier les groupes-cibles.

Les préoccupations de la Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS) en matière de développement sont les suivantes:

- Garantir l'approvisionnement en services sociaux de base pour les populations locales et atténuer leurs problèmes de subsistance quotidiens ;
- subventionner les crédits destinés aux populations locales, de manière à favoriser leurs activités génératrices de revenu ;
- promouvoir le développement des infrastructures;
- instituer des aides financières individuelles dans les secteurs spécifiés par les candidats (pêche, agriculture, maraîchage, etc.) ;
- Revoir les stratégies de financement et l'utilisation des prêts ; ainsi qu'accroître le niveau d'aide financière.

Quel type de partenariat? La Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS) pourrait jouer un rôle déterminant dans la popularisation des résultats du projet, en diffusant les résultats par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, répartis dans l'ensemble du pays. Leur contribution pourrait également s'exercer dans le domaine de la formation professionnelle, qui nécessite un apport financier et technique important.

E. Madame SALIMATA BA – Ministre du Développement Social

Le ministère est chargé de coordonner les programmes associés à la lutte contre la pauvreté ciblant les groupes vulnérables (personnes âgées, handicapés, enfants défavorisés en quête d'intégration dans des familles d'accueil et d'accès à l'éducation). L'approche participative demeure le grand principe directeur du ministère. Les fondations de la lutte contre la pauvreté sont profondément enracinées dans l'approvisionnement en services sociaux de base (eau potable, écoles, chaînes de production, renforcement des compétences pour développer les services sociaux et la propriété privée). L'accès à des activités génératrices de revenu représente également un facteur déterminant. Le développement durable, avec un accent mis sur l'énergie, est l'une des priorités du ministère, qui attache aussi une importance particulière aux problèmes d'environnement et à une approche participative:

- Activités en cours avec le PROGEDE, comprenant le développement d'arbres fruitiers (variétés traditionnelles);
- établissement de contacts avec le programme AREED;
- diffusion de fourneaux améliorés, faisant actuellement l'objet de tests;
- participation accrue des femmes au commerce de détail de produits énergétiques;
- plateformes multifonctionnelles.

Le conseiller technique du ministère a fait part de ses impressions personnelles sur le concept de pauvreté énergétique et a également approuvé l'approche générale du projet, qu'elle a trouvée très intéressante. Eu égard à l'allocation d'une aide financière, qui reste l'une des principales responsabilités du Ministère des Affaires Sociales, le ministère continue d'apporter un soutien sous forme de programmes d'aide, qui incluent différentes composantes.

Le ministère accorde une importance particulière au développement de programmes villageois et à la formulation de projets. Les projets passent par des systèmes de financement décentralisés (systèmes d'épargne et de crédit, associations de financement) qui reçoivent le soutien du ministère concerné. Pour être éligibles à un financement, les projets doivent être conformes au programme de développement du village. De cette manière, le ministère s'assure du caractère durable des activités.

Les principaux projets, comme le projet d'AFDS du ministère, devraient pouvoir être consultés, afin d'encourager la présentation de projets villageois. Les villageois, en particulier les femmes, n'ont besoin que d'un soutien technique pour les aider dans la formulation de projets.

F. Monsieur BABACAR NDAW - Madame GOGO MACINA

Ministère de l'Environnement

D'après le secrétaire permanent du ministère, les forêts constituent un patrimoine national et le Ministère de l'Environnement doit garantir la protection et la conservation de toutes les ressources naturelles du pays. Les permis d'exploitation forestière sont désormais sous la responsabilité des autorités locales. Néanmoins, ces dernières doivent respecter des quotas stricts, en fonction du potentiel existant dans la région.

Les partenaires ont tous des responsabilités bien définies. La nouvelle approche repose sur la création de propriétés privées, ou concessions, qui favorisent les initiatives individuelles en matière d'exploitation des ressources naturelles. L'octroi de concessions dans les zones forestières est régi par des protocoles déterminés, stipulant des engagements précis et un programme de développement concret, destinés à préserver l'équilibre de l'écosystème forestier. Les candidats aux concessions doivent apporter des garanties d'entreprendre le reboisement et le développement forestier appropriés, afin d'assurer la conservation des ressources forestières à long terme. Les opérateurs de ressources forestières sont désormais sous le contrôle des gardes forestiers.

Les politiques de décentralisation actuelles ont en fait permis d'augmenter le niveau de participation des populations locales et des gouvernements locaux à la gestion et au développement de leurs régions respectives. En ce qui concerne l'octroi de concessions, cependant, le Ministère de l'Environnement donne la priorité aux candidats possédant les ressources financières nécessaires et le potentiel requis pour assurer une meilleure gestion forestière. Le Ministère de l'Environnement accorde également une importance particulière au développement de mesures permettant le renforcement des compétences des populations locales. La décentralisation, mise en oeuvre par l'intermédiaire de programmes lancés par le Ministère des Eaux et Forêts, a toujours constitué le principe directeur du Ministère de l'Environnement, qui considère que la délégation de responsabilités accrues aux populations locales est le meilleur moyen de tirer parti de leur savoir.

Bien que le Ministère de l'Environnement n'ait pas de politique spécifique en faveur des femmes, il considère que celles-ci ont un rôle important à jouer et que toute approche à venir devra être fondée sur un consensus, incluant la participation de tous les intéressés. La réussite des femmes de Popenguine constitue un bon exemple du rôle déterminant que les femmes jouent dans la protection et dans la régénération de l'environnement. L'étendue des ressources forestières nationales est méconnue, puisqu'elle n'a jamais été quantifiée, bien que le ministère poursuive sa politique de distribution par quota. En ce qui concerne l'inventaire des ressources naturelles du pays, aucun projet de ce type n'est en cours, ni envisagé.

G. Madame HAWA LY DIALLO - Ministre de l'Éducation

Au départ, Madame Diallo avait certaines réserves quant au projet. Elles étaient liées à sa courte durée et au choix des régions visitées, en particulier au fait que la partie nord du pays, qui connaît un problème permanent de pénurie d'eau, n'était même pas prise en considération. L'explication réside dans le fait que le choix reposait sur le critère du développement et non sur celui de l'énergie.

Le Ministre de l'Éducation vient juste de lancer un projet d'électrification des écoles, à base d'énergie solaire. Ce type de projet a déjà été testé par l'UNESCO et devrait, à terme, couvrir les écoles situées dans toutes les zones non électrifiées du pays. Cette initiative devrait inciter les enseignants à rester dans les régions où ils sont postés. En effet, ce sont souvent les différences au niveau des installations présentes dans leur région d'origine par rapport à celles de la région dans laquelle ils sont postés qui poussent la plupart des enseignants à abandonner leur poste. L'électricité pourrait également permettre de combler les énormes vides énergétiques qui existent dans les zones reculées. L'un des autres avantages de l'initiative en faveur de l'électrification est qu'elle permettra aux femmes et aux jeunes filles d'assister à des cours du soir d'alphabétisation et à des cours d'économie domestique, ainsi que de se lancer dans diverses autres activités. On envisage de former le personnel qui sera chargé de l'entretien de la technologie et des infrastructures devant être installées. Les composantes liées à l'information et à la communication occupent aussi une place déterminante dans le processus. Le programme se mettra également en rapport avec des institutions et des partenaires ayant travaillé dans le secteur de l'énergie solaire, afin de tirer parti de leur expérience. Le programme prévoit aussi d'organiser des séminaires de sensibilisation sur l'éducation et l'électrification décentralisée.

H. M. MAMADOU DIANKA -PROGEDE (Programme pour la Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles)

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet "Histoires vécues de femmes, d'énergie et de pauvreté", nous avons eu un entretien avec Monsieur Dianka, du PROGEDE, le 13 avril 2003, afin d'aborder les objectifs du projet ainsi que la méthodologie approuvée pour sa mise en oeuvre. Il a été décidé de tirer parti de leur expérience lors de la création du PROGEDE et d'explorer de nouvelles sphères de collaboration, afin d'éviter les efforts superflus.

Après une présentation détaillée du projet, nous avons souligné l'approche que nous projetions d'employer. Cette approche repose sur des échanges personnels de première main, témoignant de l'expérience vécue des populations locales, approche que Monsieur Dianka a trouvée très intéressante.

M. Dianka nous a également informés que lors de leur propre étude sur le terrain, ils ont utilisé l'approche MARP, qui leur a permis de mieux comprendre les aspirations des populations locales. En outre, ces aspirations varient d'un endroit à l'autre. Par exemple, à Saré Gardi, village de la région de Kolda, les préoccupations de la population locale sont sensiblement différentes de celles habituellement liées à l'exploitation des ressources forestières. Là bas, les populations locales sont bien plus concernées par les problèmes liés à l'élevage de bétail, à l'approvisionnement en eau et au développement agricole. L'approche a donc dû être modifiée afin de répondre aux préoccupations de la population locale, notamment en termes de réduction des corvées des femmes de la région, qui doivent se lever dès 4 heures du matin pour broyer le millet et aller chercher de l'eau, généralement sur de très longues distances.

A Kahone, village de la région de Kaolack, les principaux problèmes observés portent sur l’approvisionnement en eau et les combustibles domestiques. Ici, le bois de feu, le charbon et les autres combustibles sont si rares que la population locale est souvent obligée de recourir à la bouse de vache comme combustible. L’engagement du PROGEDE par rapport aux problèmes énergétiques a résulté des demandes d’aide des populations locales, qui devaient faire face à des problèmes de conservation et de distribution de la production agricole. En conséquence, les besoins immédiats de la population locale portaient sur des lieux de stockage réfrigérés pour les aliments, sur l’éclairage des habitations, sur des pompes solaires, etc. C’est pourquoi le projet “Histoires vécues de femmes, d’énergie et de pauvreté” a beaucoup à gagner de l’expérience du PROGEDE, étant donné que la mise en œuvre du projet suit un processus déjà employé par celui-ci.